



# John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



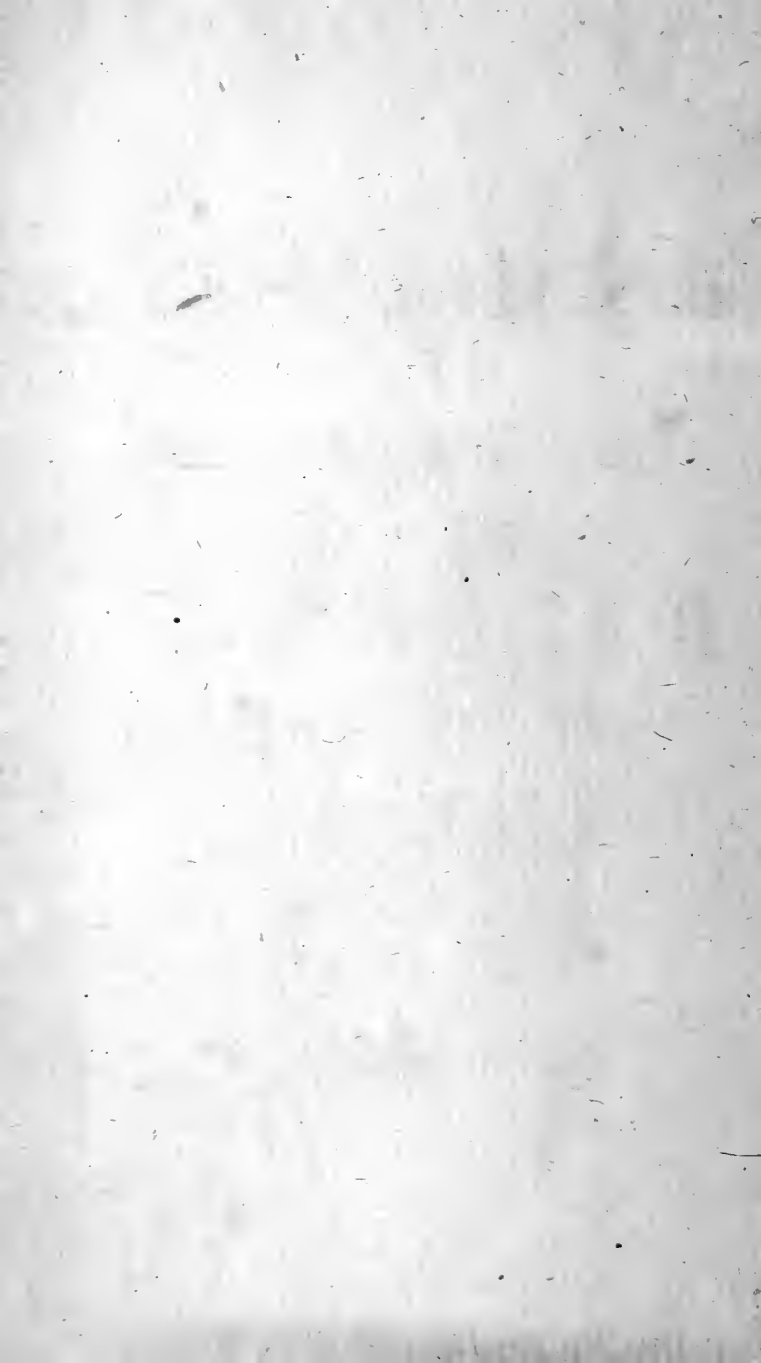
SHELF N<sup>o</sup>

ADAMS

254.9

v.1

Adams 254.9 v.1





RECHERCHES

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSE

D E S N A T I O N S.

T O M E I.

2011-11-11

5:00

2011-11-11

1:00

2011-11-11

2011-11-11

1:00

# RECHERCHES

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

# RICHESSE

D E S N A T I O N S.

*Traduit de l'anglois de M. SMITH.*

TOME PREMIER.



Y V E R D O N

---

M. DCC. LXXXI.

++  
ADAMS 254.9-1



# P R É F A C E

D E

L'ÉDITEUR.

*L*ES progrès de la société n'ont fait que multiplier nos besoins. La nécessité de les satisfaire est devenue un joug pesant. Est-ce pour l'alléger, ou pour l'aggraver, qu'on a imaginé une théorie savante, l'objet d'une foule d'écrits, que notre siècle a vu éclore & se propager, si j'ose le dire, les uns les autres. En France, où tout ce qui commence par l'enthousiasme, finit par le ridicule, on a cru approfondir cette importante matière, lorsqu'on ne travailloit qu'à l'obscurcir, par des termes abstraits

Tome I.

a

*Est un langage énigmatique. C'est l'ouvrage d'une espece de secte politique, dont les prosélytes ont honoré d'une apothéose la mémoire de leur vénérable maître, auquel ils sont redevables de la sublime découverte du produit net.*

*Elle avoit échappé aux spéculations des anciens philosophes, nous osons l'avouer. Mais pour ne porter pas si loin leurs vues, en étoient-ils moins éclairés? Ceux qui ont lu avec quelque attention les économiques de Xénophon, peuvent en juger. Cet illustre disciple de Socrate y montre que l'agriculture est l'art de s'enrichir honnêtement, qu'elle est le vrai fondement de la prospérité d'un Etat, comme la base la plus solide du bon-*

*heur de ses citoyens. Avec quelle noble simplicité cet ouvrage n'est-il pas écrit ? Toujours clair , toujours élégant , l'auteur raisonne sans effort, & instruit sans pédantisme. Son projet de rétablir les finances de sa patrie , & d'en assurer la tranquillité, nous paroît être encore un modele dans son genre. Les politiques de ce siècle n'ont pas cependant cherché à l'imiter ; ils veulent être originaux.*

*On ne sauroit refuser , sans injustice , aux écrivains anglois , d'avoir souvent ce mérite. Ils ont devancé les autres nations dans la carrière. Ils publioient déjà des arithmétiques politiques, lorsque les autres n'avoient encore que des comptes faits. Pour arri-*

*ver au but, ils n'ont épargné aucun  
 soin. Ils paroissent avoir tout calculé,  
 tout pesé, avoir saisi tous les rapports,  
 & considéré toutes les faces. A des vues  
 neuves, à des observations exactes, à des  
 recherches profondes, ils n'ont pas toujours  
 joint le talent de les exposer avec cette  
 clarté & cet agrément qu'on trouve pour  
 l'ordinaire dans l'antiquité. Leur marche est  
 pénible & embarrassée. Pour avoir trop  
 d'idées & trop de connoissances, ils n'ont  
 pas assez de méthode. Ils montrent plus  
 de sagacité à former un plan, qu'ils ne  
 sont exacts à le suivre constamment. Quoique  
 M. SMITH ait rempli le sien, en approfondissant sa*



# P R É F A C E. v

*matiere, & qu'il ait évité plusieurs de ces défauts, la critique n'a-t-elle néanmoins aucun reproche à lui faire? Nous n'osons l'assurer. Mais quand un auteur, après avoir lutté contre tant de difficultés, parvient, comme lui, à en surmonter un aussi grand nombre, la sévérité, à son égard, devient une injustice.*

*L'objet étoit si important, qu'il méritoit d'être traité par l'auteur de la théorie des sentimens moraux. En donnant cet excellent traité au public, M. SMITH, ancien professeur dans l'université de Glasgou, sembloit annoncer (a) les recherches profondes & lumineuses sur la nature &*

---

(a) Voyez la IV. Sect. de la VI. part.

les causes de la richesse des nations. *Peut-être doivent-elles être regardées comme en étant la suite. Du moins il n'est pas invraisemblable que le premier écrit ait donné naissance au second, & que le philosophe ait inspiré le politique.*

*Lorsque ces recherches parurent en Angleterre, on les annonça à Paris, dans le journal des savans, sans oser se flatter que quelqu'un eût le courage de les traduire, & moins encore celui de les publier. C'est trop accuser notre malheureuse frivolité ; le mal, pour être épidémique, n'atteint pas tout le monde. Il s'est trouvé un homme de lettres assez éclairé, & assez dévoué au*

bien public , pour remplir cette tâche ; & nous avons cru devoir le seconder , en réunissant les différentes parties de son travail , qu'il avoit été forcé de publier séparément. Sans cela , il auroit été aussi pénible de profiter de l'ouvrage de M. SMITH , que de s'en former une juste idée. Nous ne doutons pas qu'elle ne soit entièrement conforme à celle que nous en donne le jugement des auteurs de l'écrit périodique dont nous venons de parler ; il est nécessaire de le remettre sous les yeux du lecteur.

« On reconnoît , disent-ils , dans  
„ ce grand ouvrage , la supériorité  
„ de génie & de talens , à laquel-

„ le nous devons la théorie des sen-  
„ timens moraux , réimprimée de-  
„ puis peu en Angleterre pour la  
„ quatrième fois. Les questions éco-  
„ nomiques les plus importantes y  
„ sont traitées avec toute la nette-  
„ té , l'ordre & la profondeur, dont  
„ elles sont susceptibles ; & l'au-  
„ teur , dans le choix , la nouveau-  
„ té , la justesse de ses observations ,  
„ & dans les conséquences qu'il en  
„ tire , montre par-tout un degré  
„ de discernement & de sagacité  
„ qu'on ne peut s'empêcher d'admi-  
„ rer , parce qu'il est extrêmement  
„ rare. Février 1777. p. 81. éd.  
in-4°.

RECHERCHES



# RECHERCHES

S U R L A

## NATURE ET LES CAUSES

D E L A

## RICHESSSE DES NATIONS.

*Introduction & plan de l'Ouvrage.*

**L**E travail annuel d'une nation est la source d'où elle tire toutes les choses nécessaires & commodes qu'elle consomme annuellement, & qui consistent toujours ou dans le produit immédiat de ce travail, ou dans ce qu'elle achete des autres nations avec ce produit.

Ainsi selon qu'il y aura plus ou moins de proportion entre le nombre de ses consommateurs & ce produit ou ce qu'el-

*Tome I.*

A

le achete avec ce produit, elle fera mieux ou plus mal pourvue par rapport aux besoins & aux commodités de la vie.

Mais cette proportion doit être réglée dans chaque nation, 1°. par l'adresse, la dextérité & le jugement avec lesquels on y emploie généralement le travail; 2°. par la proportion entre le nombre de ceux qui sont employés à un travail utile & le nombre de ceux qui ne le sont pas. Quel que soit le sol, le climat ou l'étendue du territoire d'une nation, l'abondance ou la rareté de ses provisions dépendent nécessairement de ces deux articles.

Il semble même qu'elles dépendent plus du premier. Parmi les nations sauvages de chasseurs & de pêcheurs, chaque individu qui est en état de travailler, s'occupe plus ou moins d'un travail utile, & tâche de procurer, autant qu'il peut, les besoins & les commodités de la vie à lui-même & à ceux de sa famille ou de sa horde qui sont trop vieux, trop jeunes ou trop infirmes pour aller à la chasse ou à la pêche. Ces nations cependant vivent dans une pauvreté si affreuse, que le besoin les réduit fréquemment, ou leur fait croire au moins qu'ils sont réduits à la nécessité, quelquefois de détrui-

re, & souvent d'abandonner leurs enfans, leurs vieillards & leurs malades, & de les laisser exposés à mourir de faim, ou à être dévorés par les bêtes féroces. Au contraire, parmi les nations civilisées, & où regne l'abondance, quoiqu'un grand nombre de gens n'y travaillent point du tout, & que plusieurs d'entr'eux consomment dix fois, & souvent cent fois plus du produit de l'industrie que la plupart de ceux qui travaillent; cependant le produit total de la société est si considérable, que tous les individus sont abondamment pourvus; & que la portion des choses nécessaires ou commodités dont peut jouir un ouvrier sage & industrieux de la dernière classe & la plus pauvre, sera meilleure que celle qu'aucun sauvage peut acquérir. Les causes qui perfectionnent ainsi les facultés productives du travail, & l'ordre selon lequel son produit se distribue dans les différens états & conditions des hommes qui composent la société, sont le sujet du premier livre.

Quel que soit l'état actuel de l'adresse, de la dextérité & du discernement avec lesquels on emploie le travail dans chaque nation, l'abondance, ou la diset-

te dans les provisions annuelles, dépend nécessairement, tant que cet état dure, de la proportion entre le nombre de ceux qui sont occupés annuellement à un travail utile, & le nombre de ceux qui ne le sont pas. On montrera dans la suite que le nombre des ouvriers utiles & productifs est partout en proportion avec la quantité des fonds employés à les mettre en œuvre, & à la manière particulière dont on les emploie. Le second livre traite en conséquence de la nature des fonds, de la manière dont on peut les augmenter par degrés, & des différentes quantités de travail qu'on met en mouvement suivant les divers emplois qu'on peut faire de ses fonds.

Les nations qui ont poussé jusqu'à un certain point l'adresse, la dextérité & le discernement dans l'application du travail, l'ont conduit & dirigé sur des plans différens, & ces plans n'ont pas été tous également favorables à la grandeur de son produit. La politique de quelques nations a donné un encouragement extraordinaire à l'industrie de la campagne, & celle de quelques autres à l'industrie des villes. A peine s'en trouvera-t-il une qui ait également & impartialement favorisé toutes les espèces



d'industrie. La politique de l'Europe a été plus avantageuse aux arts, aux manufactures, au commerce, qui sont l'industrie des villes, qu'à l'agriculture qui est l'industrie de la campagne. Les circonstances qui semblent avoir introduit & établi cette politique, sont développées dans le troisième livre.

Quoique ces différens plans soient peut-être originairement l'ouvrage de l'intérêt particulier & des préjugés de certaines classes d'hommes, qui ne prévoyoit nullement les suites qu'ils pourroient avoir relativement à la prospérité générale de la société, ils ont cependant donné occasion à des théories d'économie politique fort différentes dont quelques-unes exaltent l'importance de l'industrie qui s'exerce dans les villes, & les autres l'importance de celle qui s'exerce dans les campagnes. Ces théories ont influé considérablement non-seulement sur les opinions des savans, mais sur la conduite publique des princes & des Etats souverains. J'ai tâché d'exposer aussi clairement que je l'ai pu dans le quatrième livre ces diverses théories, & leurs principaux effets en différens siècles & chez différentes nations.

On voit dans ces quatre premiers livres en quoi a consisté le revenu du grand corps du peuple, ou quelle est la nature de ces fonds qui, en divers siècles & chez divers peuples, ont fourni à la consommation annuelle.

Le cinquième & dernier livre traite du revenu du souverain ou de la république. J'ai tâché de montrer dans ce livre, premièrement quelles sont les dépenses nécessaires du souverain ou de la république, lesquelles de ces dépenses doivent être défrayées par la contribution générale de toute la société, & quelles sont celles qui doivent l'être par une partie de la société seulement, ou par quelques-uns de ses membres. Deuxièmement, quelles sont les différentes méthodes pour faire contribuer toute la société aux dépenses qui doivent tomber sur elle, & quels sont les principaux avantages & inconvéniens de chacune de ces méthodes. Troisièmement enfin, quelles sont les raisons & les causes qui ont porté presque tous les gouvernemens modernes à engager quelque partie de leurs revenus, ou à contracter des dettes; & quels ont été les effets de ces dettes sur la richesse réelle, c'est à-dire, sur le produit annuel des terres & le travail de la société.



## LIVRE PREMIER.

*Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail, & de l'ordre selon lequel son produit se distribue parmi les différentes classes du peuple.*



## CHAPITRE I.

*De la division du travail.*

**L**A division du travail est ce qui semble avoir contribué davantage à perfectionner les facultés qui le produisent, & à donner l'adresse, la dextérité & le discernement avec lesquels on l'applique & on le dirige.

On concevra plus aisément les effets de la division du travail dans ce que fait la société en général, si on considère la manière dont cette division opère dans certaines manufactures particulières. On suppose communément qu'elle est poussée plus loin dans quel-

ques manufactures de peu de conséquence que dans d'autres plus importantes ; peut-être ne l'est-elle pas réellement ; mais dans les premières qui sont destinées à fournir aux petits besoins d'un petit nombre de gens, il ne peut y avoir beaucoup d'ouvriers, & ceux qu'on y emploie dans chaque différente branche de l'ouvrage, peuvent souvent être réunis dans un même atelier, & placés tous à la fois sous les yeux du spectateur. Au contraire, dans ces grandes manufactures destinées à pourvoir aux grands besoins du grand corps du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les rassembler tous dans le même endroit. On ne voit guere ensemble que ceux qui travaillent à une seule & même branche. Ainsi, quoique l'ouvrage puisse y être partagé en beaucoup plus de parties qu'il ne l'est dans celles de moindre conséquence, la division du travail n'y est pas à beaucoup près si frappante, & c'est la raison pour laquelle on l'observe beaucoup moins.

Prenons donc un exemple dans une manufacture dont l'objet n'est, pour

ainsi dire, qu'une bagatelle, mais qu'on a souvent cité pour montrer la division du travail, je veux dire le métier de l'épinglier. Si un ouvrier n'est point élevé dans cette occupation dont la division du travail a fait un métier particulier; s'il n'est point habitué à faire usage des machines qui y servent, & dont l'invention a été probablement occasionnée par la même division du travail, avec les derniers efforts de son industrie, peut-être ne fera-t-il pas une épingle en un jour, & certainement il n'en fera pas vingt; mais de la manière dont on s'y prend aujourd'hui, non seulement tout ce travail forme un métier à part, mais il est partagé en différentes branches dont la plupart en font aussi chacune un. C'est un homme qui déroule le fil de laiton, c'en est un autre qui le redresse, un troisième le coupe, un quatrième y fait la pointe, un cinquième l'émoud à l'autre extrémité qui doit recevoir la tête. Pour faire cette tête il faut deux ou trois opérations distinctes : la poser est une affaire à part; c'en est encore une que de blanchir les épingles; il n'y a pas jusqu'au soin de les mettre dans les papiers qui ne soit un métier par-

ticulier ; de sorte que dans l'art important de faire une épingle, on compte environ dix-huit opérations distinctes qui toutes sont exécutées dans certaines manufactures par des mains différentes, quoique dans d'autres un seul homme en exécute quelquefois deux ou trois. J'en ai vu une petite où il n'y avoit que dix ouvriers, & où certains d'entr'eux étoient par conséquent chargés de deux ou trois de ces opérations. Ils étoient pauvres, & assez mal pourvus d'outils. Cependant quand ils avoient l'ouvrage à cœur, ils pouvoient faire en un jour douze livres pesant d'épingles. Une livre en contient plus de quatre mille de moyenne grandeur. C'est plus de quarante-huit mille épingles par jour ; & en supposant que chacun des dix ouvriers en fit la dixième partie, c'est quatre mille huit cents par tête. Or s'ils avoient travaillé séparément, sans l'aide les uns des autres, & sans avoir appris ce métier-là, chacun d'eux n'en auroit pas certainement fait vingt, peut-être même pas une seule, c'est-à-dire, qu'ils n'en feroient pas la deux-cent-quarantième ni peut-être même la quatre-mille-huit-centième partie de ce qu'ils

sont maintenant capables de faire, en conséquence d'une division commode & d'une juste combinaison de leurs différentes opérations,

Ce que la division du travail opere dans cette manufacture peu importante, elle l'opere également dans chacun des autres arts & manufactures, quoiqu'il y en ait plusieurs où le travail ne puisse être autant subdivisé, ni réduit à une aussi grande simplicité d'opérations. Au reste, plus cette division peut s'introduire dans chaque art, plus elle y occasionne une augmentation dans le produit du travail. La séparation des différens métiers & professions semble avoir été une suite de cet avantage. Les pays les plus industrieux & les plus civilisés sont généralement ceux où elle est portée plus loin; ce qu'un seul homme fait, dans l'état informe de la société, devenant l'ouvrage de plusieurs dans une société perfectionnée. Dans celle-ci le fermier n'est en général qu'un fermier, le manufacturier qu'un manufacturier. D'ailleurs le travail nécessaire pour une manufacture complète y est presque toujours distribué en beaucoup de mains. Combien de métiers sont employés dans

chaque branche des manufactures de toiles ou de laines, à compter depuis les producteurs du lin & de la laine, jusqu'à ceux qui blanchissent & appréntent la laine, ou jusqu'aux teinturiers & aux tailleurs d'habits!

La nature de l'agriculture ne comporte pas tant de subdivisions de travail que les manufactures; & elle n'est pas susceptible de la même séparation de tâches. La besogne d'un nourrisseur de bestiaux, & celle d'un fermier de terres à bled ne peuvent être séparées aussi complètement que le sont communément le métier d'un charpentier & celui d'un forgeron. Le tisserand n'est presque jamais la même personne qui file; mais c'est souvent le même homme qui mene la charrue, qui herse, qui sème & qui recueille le bled. Comme ces travaux appartiennent à différentes saisons de l'année, aucun d'eux ne peut occuper constamment un homme.

L'impossibilité d'établir une séparation aussi entière, aussi complète de toutes les diverses branches de l'agriculture est peut-être la raison pourquoi la perfection de cet art ne va pas toujours de pair avec celle des manufactures. Il est vrai que les nations les



plus opulentes l'emportent généralement sur leurs voisins par la culture des terres, aussi bien que par les manufactures. Mais d'ordinaire elles excellent plus dans le dernier genre que dans le premier. Le travail & la dépense sur leurs terres étant plus considérables, ces terres rapportent davantage en raison de l'étendue & de la fertilité naturelle du sol. Mais la supériorité de ce produit excède rarement de beaucoup la proportion du travail & des frais qu'elle coûte de plus. En agriculture le travail du pays riche n'est pas toujours beaucoup plus productif que celui du pays pauvre, ou du moins il ne l'est jamais tant par comparaison qu'il l'est dans les manufactures. Le bled d'un pays riche ne se vend pas toujours un moindre prix dans le marché que celui d'un pays pauvre de la même qualité. Le bled de Pologne, avec le même degré de bonté que celui de France, ne se vend pas plus cher, quoique la France soit bien plus opulente & bien plus policée que la Pologne. La France dans ses provinces à bled en fournit de tout aussi bon, & qui se vend la plupart du tems le même prix que celui d'An-

gleterre, quoique peut-être elle soit moins riche & moins avancée dans les arts de la civilisation. Cependant les terres sont mieux cultivées en Angleterre qu'en France, & en France beaucoup mieux qu'en Pologne. Mais si malgré son infériorité du côté de la culture, un pays pauvre peut être le rival d'un pays riche quant à la qualité & quant au bon marché de ses bleds, ses manufactures ne peuvent prétendre à la même concurrence, supposé que celles qui sont établies dans le pays riche conviennent à son sol, à son climat & à sa situation. Les soies de France sont meilleures & moins chères que celles d'Angleterre, où cette espèce de manufacture ne s'accommode point du climat. Mais les quincailleries & les laines écrues d'Angleterre sont généralement fort au-dessus de celles de France, & , au même degré de bonté, elles se vendent à beaucoup moindre prix. On dit qu'il n'y a point de manufactures en Pologne, hors un petit nombre des plus grossières qui fournissent les ustensiles de ménage, & dont une société ne peut guère se passer.

Trois circonstances particulieres con-

courent à ce qu'un même nombre d'hommes puisse être capable de produire une plus grande quantité d'ouvrage, en conséquence de la division du travail. Ces circonstances sont, 1°. un accroissement de dextérité dans chaque individu; 2°. l'épargne du tems qu'on perd communément en passant d'une espece d'ouvrage à une autre; 3°. enfin l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent & abregent le travail, & qui mettent un seul homme en état de faire l'ouvrage de plusieurs.

D'abord l'adresse de l'ouvrier se trouvant perfectionnée, il est nécessaire que la quantité de travail qu'il peut faire soit augmentée. La division du travail réduisant la besogne de chaque homme à une seule opération, & dont il fait son unique occupation pendant toute sa vie, il faut nécessairement qu'il acquiere beaucoup d'adresse, & ce surcroît d'adresse & d'habileté ne peut manquer de produire une augmentation proportionnelle dans la quantité du travail qu'il peut expédier. Qu'un forgeron, accoutumé à manier le marteau & non à fabriquer des clous, soit obligé, dans une occasion particulière, de faire

l'office d'un cloutier , je suis assuré qu'à peine en pourra-t-il expédier deux ou trois cents dans un jour , & encore feront-ils mauvais. S'il a l'habitude d'en faire , mais que ce ne soit pas son unique ou sa principale occupation , quelque diligence qu'il y apporte , il n'en fera pas plus de huit cents ou mille par jour. Or j'ai vu de jeunes garçons au-dessous de vingt ans , qui n'avoient jamais exercé d'autres métiers , faire chacun plus de deux mille trois cents clous en un jour. Cependant l'opération n'est pas des plus simples. La même personne fait mouvoir les soufflets , attise ou raccommode le feu quand il en est besoin , chauffe le fer & forge chaque partie du clou. Les opérations dans lesquelles se subdivise la fabrication d'une épingle ou d'un bouton de métal sont toutes beaucoup plus simples , & la dextérité de la personne dont toute la vie s'y consomme , est ordinairement beaucoup plus grande. Elles se font avec une rapidité dont on ne croiroit pas que la main de l'homme soit capable , si on ne l'avoit vu.

Le second avantage qui résulte de la division du travail , est l'épargne du tems qu'on perd communément en pas-

fant d'une espece d'ouvrage à une autre. Cet avantage est beaucoup plus grand qu'on ne le croiroit d'abord. La perte du tems est moindre quand on n'est pas obligé de changer de lieu; mais elle ne laisse pas d'être encore considérable. Quand un homme quitte un ouvrage pour en prendre un autre, il n'est pas communément fort ardent & fort zélé. Il n'est point à ce qu'il fait, il s'y prend mollement, & pendant quelque tems il niaise plutôt qu'il ne travaille. De-là vient que les ouvriers de la campagne, qui sont obligés de changer d'ouvrage & d'outils à toutes les demi-heures, & qui passent à vingt opérations manuelles différentes presque tous les jours de leur vie, contractent nécessairement une habitude d'indolence & de paresse qui les rend incapables de toute application vigoureuse, même dans les occasions les plus pressantes. On voit quelle réduction il y a dans la quantité d'ouvrage par cette seule cause, indépendamment du manque d'adresse ou de dextérité.

Troisièmement, il n'est personne qui ne sente combien l'usage des machines abrege & facilite le travail. Il est inu-

tile d'en donner des exemples. J'observerai seulement que leur invention semble être originairement due à la division du travail. L'attention entièrement tournée vers un seul objet, découvre plutôt des moyens courts & faciles d'y parvenir, que si elle étoit partagée. Or une suite de la division du travail est de fixer naturellement l'attention de chaque individu sur un seul objet fort simple. On doit s'attendre naturellement que parmi ceux qui sont employés à une branche particulière de travail il s'en trouvera qui chercheront quelques expédiens pour faire leur ouvrage avec plus de facilité & en même-tems avec plus de célérité. Aussi les machines employées dans les manufactures où le travail se subdivise le plus, sont en grande partie de l'invention de simples ouvriers, qui, bornés à une seule opération nullement compliquée, se sont avisés de chercher des méthodes pour en venir plus promptement à bout. Quiconque a fréquenté ces sortes de manufactures doit y avoir vu souvent de fort jolies machines dont la découverte a été faite par des artisans dans la vue de faciliter & de hâter l'exécution de leur ouvrage. Lors des

premières pompes à feu , il y avoit un petit garçon constamment occupé à ouvrir & à fermer alternativement la communication entre le fourneau & le cylindre , selon que le piston montoit ou descendoit. Un de ces petits garçons qui étoit bien aise de jouer avec ses camarades , observa qu'en attachant une corde à l'anse de la soupape qui ouvroit cette communication , & à une autre partie de la machine , la soupape ouvreroit & fermeroit sans qu'il s'en mêlât , & lui laisseroit par conséquent tout le tems de se divertir. Une des choses qui ont le plus perfectionné cette machine , fut ainsi la découverte d'un petit polisson qui vouloit s'épargner de la peine.

Cependant tout ce que les machines ont acquis de perfection , ne vient pas de ceux qui avoient besoin d'elles. Plusieurs tiennent la leur du génie des machinistes , & quelques-unes la tiennent de ceux qu'on appelle philosophes ou spéculatifs , gens qui n'ont rien à faire , mais qui observent tout , & qui par cette raison sont souvent capables de combiner ensemble les forces ou puissances des objets les plus éloignés & les plus dissemblables. Il en est de

la philosophie ou spéculation comme de tous les autres arts. Les progrès de la société en font l'occupation ou l'emploi d'une classe particulière de citoyens. Elle se subdivise de même en plusieurs branches, dont chacune a ses philosophes qui la cultivent, & cette subdivision y occasionne, comme ailleurs, le double avantage d'une plus grande habileté & de l'épargne du tems. Chaque individu acquiert plus de connoissance dans la branche à laquelle il s'attache; en total il se fait plus de travail, & la masse ou quantité de science augmente merveilleusement.

C'est la grande multiplication des productions de tous les arts, en conséquence de la division du travail, qui met dans une société bien gouvernée cette opulence universelle dont on se ressent jusques dans les derniers rangs du peuple. Chaque ouvrier peut disposer d'une grande quantité de son ouvrage qui lui est inutile, & tous les ouvriers se trouvant exactement dans le même cas, il n'y en a point qui ne puisse échanger une grande portion de sa marchandise contre une égale portion, ou, ce qui revient au même, contre le prix d'une égale portion de la mar-



chandise des autres. Ils fournissent amplement à ses besoins , comme il fournit aux leurs, & il se répand une abondance générale dans toutes les classes du peuple.

Voyez les commodités dont jouit l'artisan ou le journalier le plus commun dans un pays qui prospere. Le nombre de ceux dont l'industrie les lui procure , est incalculable , chacun d'eux y contribuant pour une très-petite part. L'étoffe de laine , par exemple , qui couvre le journalier , quelque rude & grossière qu'elle puisse paroître , est le produit du travail réuni d'une multitude étonnante , à commencer depuis le berger jusqu'au tailleur. Que de marchands & de voituriers ont pu être employés à transporter les matières de certains ouvriers chez d'autres qui vivent souvent dans des lieux fort éloignés ! Le commerce & la navigation , qui supposent tant de bras & d'industrie , sont spécialement nécessaires pour apporter les drogues dont se servent les teinturiers , & qui viennent souvent de l'autre bout du monde. Sans parler des machines compliquées , telles que les vaisseaux , les moulins à foulon , ou simplement le métier d'un tisserand , quelle variété de travail n'a-t-il pas fallu pour produire une machine aussi

simple que les ciseaux avec lesquels un berger tond les brebis ! Si nous examinons de même les différentes parties de son habillement & de son ameublement, sa chemise de grosse toile, ses souliers, son lit, tout ce qui compose sa cuisine ou qui sert à préparer son manger, ce qu'il met sur sa table, les couteaux, les fourchettes, la vaisselle de terre ou d'étain, les différentes mains employées à lui faire son pain & sa biere ; les vitres qui, en donnant entrée à la chaleur & à la lumière, le garantissent du vent & de la pluie, tout ce qu'il faut pour l'exécution de cette belle & heureuse invention sans laquelle nos pays septentrionaux ne seroient pas un séjour fort agréable ; enfin tous les instrumens dont se servent les ouvriers qui concourent à lui procurer ces diverses commodités ; si, dis-je, nous examinons toutes ces choses, & que nous considérons la variété de travail que chacune d'elles exige, nous serons persuadés que sans l'aide & le concours de plusieurs millions de personnes, il seroit impossible qu'un homme du dernier rang, chez un peuple civilisé, fût accommodé & pourvu, comme il l'est, dans la ma-

niere de vivre que nous regardons mal-à-propos comme simple & chétive. Elle le paroîtra fans doute comparée avec le luxe des grands le plus extravagant. Cependant, il n'en est peut-être pas moins vrai qu'un prince européen l'emporte moins de ce côté-là sur un payfan industrieux & frugal, que ce dernier ne l'emporte sur un roi d'Afrique, maître absolu de la vie & de la liberté de dix mille esclaves nuds.

---

## CHAPITRE II.

*Du principe qui donne occasion à la division du travail.*

CETTE division du travail dont on retire tant d'avantage, n'est point originaiement l'effet d'une sagesse humaine, qui prévoye & qui se propose l'opulence universelle qui en résulte. Elle est la suite nécessaire, quoique lente & graduelle, d'un certain penchant dans la nature humaine, qui ne porte pas ses vues d'utilité si loin, le penchant à troquer, brocanter & échanger une chose pour une autre.

Que ce penchant soit dans notre nature un des principes originaux dont on ne peut rendre de raison ultérieure, ou qu'il soit, comme il paroît plus probable, une suite nécessaire des facultés du raisonnement & de la parole; c'est une recherche qui n'est pas de mon sujet. Il est commun à tous les hommes, & ne se trouve pas dans les animaux, qui semblent ne connoître ni cette espece de contrats ni toute autre. A voir deux levriers courir le même lievre, on feroit quelquefois tenté de croire qu'il y a quelque concert entr'eux. Chacun d'eux le pousse vers son compagnon, ou tâche de l'attraper quand son compagnon le pousse vers lui. Ce n'est pourtant pas l'effet d'un contrat, mais de la rencontre accidentelle de leurs passions qui se tournent vers le même objet. Qui a jamais vu deux chiens faire entr'eux véritablement & de propos délibéré l'échange de deux os; ou quelqu'animal que ce soit faire entendre à un autre animal : *ceci est à moi; cela est à vous; je troquerois volontiers avec vous?* Lorsqu'un animal a besoin d'obtenir quelque chose d'un homme ou d'un autre animal, il n'a pas d'autres moyens

moyens de persuasion, que de gagner sa faveur. Un petit carresse sa mere, & un épagneul employe mille soupleffes pour engager son maître qui dîne, à lui donner quelque chose à manger. L'homme use quelquefois des mêmes moyens avec ses freres, & quand il ne peut les amener autrement à satisfaire ses inclinations, il s'efforce de capter leur bienveillance par toutes sortes d'attentions serviles & capables de les flatter. Mais il n'a pas en toute occasion le tems de leur faire ainsi sa cour. Dans une société civilisée l'on a besoin à tout instant de la coopération & de l'assistance de beaucoup de monde, & la vie entiere suffit à peine pour se concilier l'amitié de quelques personnes. Dans presque toutes les races d'animaux, dès qu'un individu atteint l'âge de maturité, il est absolument indépendant, & s'il reste dans son état naturel, il peut se passer du secours de toute autre créature vivante. Mais l'homme a presque toujours besoin du secours de ses semblables; & s'il l'attendoit de leur bienveillance seule, il y compteroit vainement. Il sera bien plus sûr de l'obtenir en intéressant leur amour-propre en sa faveur, & en leur

montrant leur avantage personnel dans ce qu'il demande d'eux. C'est aussi la maniere dont s'y prend quiconque offre de faire un marché avec un autre. *Donnez-moi telle chose qui me manque, & je vous en donnerai telle autre qui vous manque,* est le sens de toute offre de cette nature, & c'est ainsi qu'on se procure les uns de la part des autres presque tous les bons offices qui font le commerce de la société. Ce n'est point de l'affection du boucher, du braiseur, & du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de l'attachement qu'ils ont à leur intérêt personnel. Ce n'est point à leur humanité, mais à leur amour propre que nous nous adressons, & nous ne leur parlons jamais de nos besoins, mais de leur avantage. Il n'y a qu'un mendiant qui prenne volontairement le parti de dépendre principalement de la bonne volonté ou de la charité de ses concitoyens. Encore n'en dépend-il pas entièrement. Il est vrai que la charité des bonnes ames lui fournit tout le fonds de sa subsistance. Mais quoique cette charité soit la source d'où il tire en dernière analyse de quoi subvenir à toutes les nécessités de la vie, cependant il ne laisse pas d'y pourvoir

dans l'occasion , comme les autres pourvoyent aux leurs , par traité , par échange , par achat. Avec l'argent qu'un homme lui donne , il achete de quoi se nourrir ; il change de vieux habits qu'il reçoit d'un autre contre de vieux habits qui lui conviennent mieux , contre le logement ou des alimens , ou enfin contre de l'argent avec lequel il peut satisfaire à ses différens besoins.

Comme la disposition à troquer est le principe de la plupart des services qu'on se rend mutuellement en société , elle est aussi le principe qui donne occasion à la division du travail. Dans une horde de chasseurs ou de bergers , un particulier fait , par exemple , des arcs & des fleches avec plus de promptitude & d'adresse qu'aucun autre ; souvent il en donne à ses compagnons pour du bétail ou du gibier , & il trouve à la fin qu'il a plus de bétail & de gibier que s'il alloit lui-même à la chasse. En ne consultant donc que son intérêt propre , il fait des arcs & des fleches son affaire capitale , & il devient une espece d'armurier. Un autre excelle à construire & à couvrir des cabanes ou de petites maisons roulantes ; par-là il se rend utile à ses voisins qui le ré-

compensent de même avec du bétail ou du gibier. Il trouve ainsi son compte à se dévouer entièrement à cette occupation, & le voilà devenu une espèce de charpentier. Un troisième devient de la même manière forgeron ou chauderonnier, un quatrième tanneur, &c. La certitude de pouvoir échanger le surplus du produit de son travail inutile à sa consommation contre la portion du produit du travail des autres qui lui est nécessaire, fait que chaque individu s'adonne à une occupation particulière, & l'encourage à cultiver & à perfectionner le talent ou le génie qu'il se sent pour elle.

Il y a bien moins de différence qu'on ne pense entre les talens naturels des hommes ; & le génie qui paroît les distinguer dans les professions qu'ils exercent à un certain âge, est souvent moins la cause que l'effet de la division du travail. Prenons pour exemple un philosophe & un porteur de chaise, deux êtres d'un caractère fort éloigné ; il semble que la différence entr'eux vient plutôt de l'habitude, de la coutume & de l'éducation que de la nature. Peut-être que leurs parens & leurs petits camarades n'en voyoient



guere , & qu'il y avoit en effet beaucoup de ressemblance entr'eux , & quand ils sont venus au monde , & pendant les six ou huit premieres années de leur existence. Mais à cet âge ou bientôt après , on est livré à des occupations bien différentes. La différence des talens commence alors à se faire appercevoir , & par degrés elle augmente au point que la vanité du philosophe n'y reconnoît presque aucune ressemblance. Mais sans la disposition à troquer , brocanter & échanger , chaque homme seroit obligé de se fournir à lui-même toutes les nécessités & les commodités de la vie ; tous auroient les mêmes fonctions à remplir , les mêmes ouvrages à faire , & ôtez la différence des occupations , à quoi se réduiroit celle des talens ?

Cette même disposition qui occasionne une différence si frappante dans les talens , est encore ce qui la rend utile. La nature a mis dans plusieurs races d'animaux reconnus pour être de la même espece , une distinction de génie bien plus marquée que celle qui paroît entre les hommes pris antérieurement à la coutume & à l'éducation. Par la nature , un philosophe n'est

pas la moitié si loin d'un porteur de chaise pour le génie & les dispositions, qu'un mâtin l'est d'un levrier, celui-ci d'un épagneul, & ce dernier d'un chien de berger. Cependant ces races d'animaux, quoique de la même espèce, ne sont presque d'aucune utilité les unes aux autres. Du moins la force du mâtin ne tire aucun secours de la vitesse du levrier, de la finesse d'odorat de l'épagneul, ou de la docilité du chien de berger. Faute de la faculté ou propriété qui nous porte à troquer ou à échanger, les effets de ces divers instincts, génies ou talents ne peuvent être mis en commun, ou du moins ne contribuent en rien au bien-être de l'espèce. Chaque animal n'en est pas moins obligé de se pourvoir & de se défendre lui-même séparément, comme s'il étoit seul, & il ne retire aucun profit de cette variété des talents par où la nature a distingué ses compagnons. Parmi les hommes, au contraire, les génies les plus dissemblables se rendent service les uns aux autres; par la disposition aux trocs & aux échanges, leurs talents respectifs forment, pour ainsi dire, une masse ou un fonds commun où chaque particulier peut ache-

ter les productions des talens d'autrui  
& s'en aider quand il en a besoin.

---

### CHAPITRE III.

*Que la division du travail est limitée  
par l'étendue du marché.*

COMME c'est le pouvoir d'échanger qui donne occasion à la division du travail, celle-ci ne s'étend pas plus loin que l'autre, ou, en d'autres termes, elle est nécessairement bornée par l'étendue du marché. Qui exerceroit un métier, exclusivement à tout autre, si les bornes étroites du marché ne lui laissoient pas la perspective d'échanger le surplus de ce qu'il ne peut consommer du produit de son travail?

Il y a telle sorte d'industrie, même dans le genre le plus bas, qu'on ne peut exercer que dans une grande ville. Par exemple, un porteur de chaise ne trouveroit pas d'emploi ni de quoi subsister ailleurs. Un village est un théâtre trop petit pour lui, & à peine une ville ordinaire de marché suffiroit-elle pour l'occuper constamment. Dans les

maisons isolées & dans les petits villages épars d'un pays aussi désert que les montagnes d'Ecosse, il faut que chaque fermier soit boucher, boulanger & brasseur pour sa propre famille; un forgeron est à vingt-milles de distance d'un autre. Il en est de même d'un charpentier & d'un maçon. Les familles dispersées qui vivent à huit ou dix mille de distance de ces ouvriers, sont forcées d'apprendre à faire elles-mêmes quantité de menus ouvrages pour lesquels elles s'adresseroient à eux, dans un pays plus peuplé. Les ouvriers de la campagne y sont presque par-tout obligés de s'appliquer à toutes les branches d'industrie qui tiennent ensemble par l'identité des matières qu'elles emploient. Un charpentier fait tous les ouvrages en bois, un forgeron tous ceux en fer. Le premier n'est pas seulement charpentier, il est menuisier, charron, tourneur, & même sculpteur en bois. Il fait des roues, des charries, des charrettes & des charriots. Les occupations du forgeron sont encore plus variées. Dans les parties reculées & intérieures des montagnes d'Ecosse, il est impossible de trouver seulement une manufacture, comme

celle de clous. A mille clous par jour, & à trois cents jours dans l'année, un cloutier feroit trois cents mille clous par an; mais dans sa position il ne pourroit pas vendre mille clous, c'est-à-dire, que dans le cours d'une année, il ne vendroit pas l'ouvrage d'un seul jour.

Comme le transport par eau ouvre à toutes les sortes d'industrie un marché plus étendu que ne peuvent le donner les voitures par terre, c'est naturellement sur les côtes de la mer & sur les bords des rivières navigables que toutes les espèces d'industrie commencent à se subdiviser & à se perfectionner; & souvent les progrès qu'elles y font ne pénètrent que long-tems après dans l'intérieur du pays. Un grand charriot, conduit par deux hommes & tiré par huit chevaux, met environ six semaines à porter de Londres à Edimbourg, & à rapporter d'Edimbourg à Londres, le poids d'environ quatre tonneaux de marchandises: un vaisseau monté par six ou huit hommes, & faisant voile entre les ports de Londres & de Leith, porte & rapporte souvent dans le même espace de tems des marchandises du poids de deux cents

tonneaux ; ainsi dans le même espace de tems , six ou huit hommes peuvent mener & ramener par eau , d'un de ces ports à l'autre , autant de marchandises que cinquante grands charriots conduits par cent hommes & tirés par quatre cents chevaux. Par conséquent les deux cents tonneaux de marchandises voiturées par terre au meilleur marché de Londres à Edimbourg , renchérisseut nécessairement du prix de la nourriture de cent hommes pendant trois semaines , du prix de la nourriture de quatre cents chevaux , & ce qui est presque équivalent à cet objet , des frais de ces quatre cents chevaux , de ceux de leur attirail & des cinquante charriots ; au lieu que la même quantité de marchandises transportées par eau ne renchérit que de l'entretien de six ou huit hommes , de celui d'un vaisseau de deux cents tonneaux , & de l'évaluation du risque supérieur à courir , ou de la différence de l'assurance du transport par eau , à celle du transport par terre. S'il n'y avoit donc entre Londres & Leith d'autre communication que par terre , on ne pourroit voiturier de l'une à l'autre que des marchandises dont la valeur seroit très-con-

fidérable en proportion de leur poids. Il n'y auroit entre ces deux places qu'une très-petite partie du commerce qu'elles font ensemble actuellement, & par conséquent qu'une très-petite partie de l'encouragement qu'elles donnent aujourd'hui mutuellement à leur industrie. On ne verroit que peu ou point de commerce entre les parties du monde qui sont extrêmement éloignées. Quelles marchandises pourroient supporter les frais qu'il en coûteroit pour les faire aller par terre de Londres à Calicut? Ou s'il en est d'assez précieuses pour mériter cette dépense, avec quelle sûreté passeroient-elles à travers des pays occupés par tant de nations barbares? Ces deux villes ont cependant un grand commerce entr'elles, & le marché qu'elles se fournissent réciproquement, excite puissamment leur industrie.

Avec ces avantages du transport par eau, il est naturel que les arts & l'industrie aient commencé où cette commodité fait du monde entier un marché pour toutes les especes de productions du travail, & qu'ils aient passé bien plus tard dans les terres. Les parties intérieures n'ont d'autre débouché pour la plupart de leurs marchan-

difes, que le pays qui les environne, & qui les fépare des côtes maritimes & des grandes riviéres navigables. L'étendue de leur marché doit donc être long-tems en proportion avec les richesses. & la population de ce même pays, & par conséquent leurs progrès doivent être toujours postérieurs aux fiens. Les plantations de notre Amérique septentrionale ont constamment suivi les côtes de la mer ou les bords des riviéres navigables, & ne se sont guere éloignées des unes ou des autres.

Selon les rapports historiques les moins suspects, il paroît que les nations qui se sont civilisées les premières, ont habité les côtes de la Méditerranée. Cette mer, sans comparaison le plus grand lac connu dans le monde, n'ayant ni flux ni reflux, & ses eaux n'étant agitées que par les vents, étoit par sa surface unie, aussi bien que par la multitude de ses isles & la proximité de ses rivages opposés, ce qu'il pouvoit y avoir de plus favorable à l'enfance de la navigation, dans ces tems où les hommes qui ne connoissoient point du tout la bouffole, & qui ne savoient que très-imparfaitement l'art



de construire des vaisseaux, craignoient de perdre les côtes de vue, & de s'abandonner à la violence des vagues de l'Océan. L'entreprise de passer les colonnes d'Hercule, fut long-tems regardée dans l'ancien monde, comme l'exploit le plus périlleux & le plus merveilleux de la navigation. Les Phéniciens mêmes & les Carthaginois, les plus habiles navigateurs & constructeurs qu'il y eût dans l'antiquité, n'osèrent le tenter que fort tard, & ils furent long-tems les seuls qui le tentèrent.

De tous les pays situés sur les côtes de la Méditerranée, l'Egypte semble avoir été le premier qui ait cultivé & porté jusqu'à un degré considérable l'agriculture & les manufactures. Partout la Haute-Egypte ne s'écarte du Nil que de quelques milles, & dans la basse ce grand fleuve se partage en tant de branches, qu'il ne falloit pas un art supérieur pour établir la communication par eau, non-seulement entre toutes les grandes villes, mais entre tous les gros villages, & même pour l'étendre à plusieurs fermes du pays; ce que font à-peu-près le Rhin & la Meuse en Hollande. L'étendue & la facilité de

cette navigation intérieure ont été vraisemblablement une des principales causes de l'état florissant où l'Egypte est parvenue de si bonne heure. Les progrès de l'agriculture & des manufactures paroissent remonter de même à une haute antiquité dans la province de Bengale, dans les Indes Orientales, & dans quelques provinces de la Chine, à l'Orient de cet empire, quoique nous ne puissions dire jusqu'où va cette grande antiquité, parce que nous ne sommes pas bien assurés dans notre Europe de la vérité des historiens qui en attestent l'étendue. Le Gange & plusieurs autres rivières se partagent dans le Bengale en plusieurs canaux, ainsi que le Nil en Egypte. Les provinces orientales de la Chine ont aussi divers grands fleuves qui, par leurs différentes branches, forment une multitude de canaux dont la communication procure une navigation intérieure plus étendue que celle du Nil ou du Gange, ou peut-être que toutes les deux prises ensemble. Il est remarquable que ni les anciens Egyptiens, ni les Indiens, ni les Chinois n'ont jamais encouragé le commerce extérieur, & qu'ils semblent avoir été redevables de leur grande

opulence au seul commerce du dedans.

Une autre chose digne d'être observée, c'est que toutes les parties intérieures de l'Afrique, & toute cette partie de l'Asie qui s'éloigne beaucoup au nord du Pont-Euxin & la mer Caspienne, l'ancienne Scythie, la Tartarie moderne & la Sibérie paroissent avoir été constamment dans le même état de barbarie où nous les voyons à présent. La mer de Tartarie étant la mer Glaciale, n'est point navigable; & quoique quelques-uns des plus grands fleuves du monde coulent dans ces régions, ils sont à une trop grande distance pour porter le commerce & la communication dans la majeure partie du pays. L'Afrique n'a point de ces vastes nappes d'eau, telles que les mers Baltique & Adriatique en Europe, la mer Méditerranée, tant en Europe qu'en Asie, & les golphes d'Arabie, de Perse, de l'Inde, du Bengale & de Siam en Asie, pour vivifier par le commerce maritime l'intérieur de ce grand continent; & les grandes rivières de l'Afrique sont si loin les unes des autres, qu'elles ne comportent qu'une navigation fort bornée. D'ailleurs une nation ne peut faire un grand com-

merce par une riviere qui ne se divise pas en un grand nombre de bras ou canaux, & qui passe par un autre territoire avant de se rendre à la mer : parce qu'il est toujours au pouvoir des nations maîtresses de ce territoire de traverser ou d'intercepter la communication entre les terres élevées & la mer. L'utilité que retirent de la navigation du Danube les Etats de Baviere, d'Autriche & de Hongrie, est bien peu de chose en comparaifon de ce qu'elle feroit si un de ces Etats possédoit en entier le terrain que parcourt ce fleuve, jusqu'à ce qu'il se jette dans la mer.

---

## C H A P I T R E IV.

*De l'origine & de l'usage de la monnoie.*

**L**A division du travail une fois bien établie, le produit du travail d'un homme ne fournit plus qu'à une petite partie de ses besoins ; & pour fournir aux autres, il faut qu'il échange le surplus de ce produit qu'il ne consomme pas. Chaque homme devient ainsi une es-

pece de marchand, & la société, ce qu'on appelle proprement une société commerçante.

Mais dans les premiers tems où la division du travail s'est introduite, le pouvoir d'échanger a dû rencontrer bien de l'embarras & de la difficulté dans ses opérations. Un homme, je suppose, avoit plus d'une certaine marchandise qu'il ne lui en falloit pour son usage, un autre en avoit moins. Le premier devoit être bien aise de vendre cet excédent, & le second de l'acheter. Mais si celui-ci n'avoit rien dont l'autre eût besoin, l'échange ne pouvoit se faire entr'eux. Si le boucher qui avoit plus de viande qu'il n'en pouvoit consommer, étoit déjà suffisamment pourvu de pain & de biere, le boulanger & le braiseur qui vouloient avoir de la viande, n'en pouvoient acheter de lui, parce qu'il n'avoit pas besoin des choses qu'ils pouvoient lui donner en retour. Ils ne pouvoient donc se rendre service les uns aux autres. Pour obvier à cet inconvénient, il a fallu que dans toutes les périodes qui ont suivi l'établissement de la division du travail, chaque particulier prudent ménageât ses

affaires de maniere à être toujours nanti de quelque marchandise qu'il estimoit convenir à tant de monde, que vraisemblablement peu de gens la refuseroient en échange du produit de leur travail.

Il est probable qu'on a songé successivement à différentes denrées ou marchandises propres à cet usage, & qu'on les y a fait servir. On dit que dans les tems agrestes de la société, le bétail étoit l'instrument ordinaire du commerce; & quoiqu'il ait dû être le plus incommode, nous ne laissons pas de voir les choses évaluées dans ces anciens tems par le nombre des pieces de bétail qu'on donnoit en échange. L'armure de Diomedé, à ce que dit Homere, ne coûtoit que neuf bœufs, tandis que celle de Glaucus en coûtoit cent. On rapporte qu'en Abyssinie le sel est le moyen commun des échanges; qu'en certains endroits de la côte de l'Inde, c'est une espece de coquillages; que c'est une sorte de poisson salé à la Terre nouvellement découverte; le tabac en Virginie, le sucre dans quelques-unes de nos colonies des Indes Occidentales, des peaux ou du cuir tanné dans quelques autres pays:

& on m'affure qu'aujourd'hui même, il y a encore un village en Ecoſſe où il n'eſt pas rare qu'un ouvrier porte des clous en place d'argent chez le boulanger ou dans un cabaret à biere.

Il ſemble cependant que par-tout les hommes ayent été à la fin déterminés, par des raiſons irréſiſtibles, à donner pour cet uſage la préférence aux métaux ſur tout le reſte. Non-ſeulement on peut les garder avec auſſi peu de déchet que toute autre choſe, n'y ayant preſque rien qui dépériſſe moins, mais on peut les diviſer ſans perte, en autant de parties qu'on veut, & ces parties peuvent être aiſément réunies de nouveau par la fonte, qualité que n'ont pas les autres marchandiſes durables, & qui, plus que toute autre, les rend propres à être les inſtrumens du commerce & de la circulation. Si, par exemple, celui qui vouloit acheter du ſel, n'avoit que du bétail à donner en échange, il falloit qu'il en achetât tout-à-la-fois pour la valeur d'un bœuf ou d'un mouton. Rarement pouvoit-il en acheter moins, parce qu'il ne pouvoit diviſer ſans perte ce qu'il avoit à donner en retour. Il étoit obligé, par la même raiſon, d'en acheter le double

ou le triple , c'est-à-dire , la valeur de deux ou trois bœufs , ou de deux ou trois moutons. Si au contraire , au lieu de moutons ou de bœufs , il avoit eu des métaux à donner pour du sel , il lui auroit été facile de proportionner la quantité de métal , à la quantité précise de sel dont il avoit besoin.

Différens métaux ont été employés à cet effet par différentes nations. Le fer étoit l'agent ordinaire du commerce parmi les anciens Spartiates , le cuivre parmi les anciens Romains , & l'or & l'argent parmi les nations riches & commerçantes.

Il semble qu'originellement les échanges ayent été faits avec ces métaux en barres non travaillées , sans empreinte & sans coin. Pline rapporte , d'après Remeus , auteur ancien , que jusqu'à Servius Tullius les Romains ne frapperent point de monnoie , mais qu'ils se servirent de barres de cuivre sans empreinte , pour acheter tout ce dont ils avoient besoin. Ces morceaux de cuivre faisoient donc alors la fonction de monnoie.

L'usage des métaux dans cet état d'imperfection étoit sujet à deux grands inconvéniens , l'embarras de les peser ,



& celui d'en faire l'essai. Il n'est pas fort aisé de peser des métaux précieux où une petite différence dans le poids en fait une grande dans la valeur. Car encore faut-il des poids exacts & des balances justes. La pesée de l'or en particulier est une opération assez délicate. La même précision n'est sans doute pas nécessaire à l'égard des métaux plus grossiers où une erreur légère ne feroit pas de conséquence. Nous trouverions cependant fort incommode, que chaque fois qu'un pauvre homme a besoin d'acheter une chose qui vaut un sol, il fût obligé de peser ce sol. L'opération de l'essai est encore plus difficile & plus ennuieuse, & à moins de fondre loyalement au creuset une partie du métal avec les dissolvans convenables, on ne peut en porter qu'un jugement très-incertain. Cependant avant l'institution de battre monnoie, à moins d'en venir à cette épreuve fastidieuse & difficile, on étoit toujours exposé aux fraudes & aux tromperies les plus grossières, & au lieu d'une livre d'argent ou de cuivre pur, on pouvoit recevoir pour sa marchandise une composition falsifiée avec les matieres les plus vi-

les , & qui à l'extérieur ressembloit à ces métaux. Pour prévenir de tels abus , faciliter les échanges & encourager par-là toutes les especes d'industrie , on a jugé dans tous les pays policés à un certain point , qu'il étoit indispensable d'imprimer une marque publique sur certaines quantités de ces métaux qui servoient communément pour les achats. De-là l'origine de l'argent monnoyé , & de ces établissemens qu'on appelle *Monnoies* ; institutions qui sont précisément de la même nature que celles des préposés pour auner & marquer les étoffes de laine & les toiles , toutes ayant également pour but d'attester par une marque publique la quantité & la qualité uniforme des différentes marchandises qu'on met en vente.

Il paroît que le premier usage de ces marques publiques imprimées sur les métaux qui avoient cours , a été , dans plusieurs pays , de constater ce qui étoit le plus important & le plus difficile à connoître , la qualité ou la pureté du métal , & qu'elles ressembloient à la marque *sterling* qu'on met à présent à la vaisselle & aux lingots d'argent , ou à celle que les Espagnols

nettent quelquefois aux lingots d'or, & qui n'étant imprimée que d'un côté de la piece, sans en couvrir toute la surface, déclare le titre & non le poids du métal. Abraham pese à Ephrom quatre cents sicles d'argent qu'il étoit convenu de lui payer pour le champ de Machpelah. Ainsi quoiqu'ils fussent la monnoie courante du marchand, on les recevoit au poids & non par compte, comme on reçoit à présent les lingots d'or & d'argent. On dit que les revenus des anciens rois Saxons en Angleterre étoient payés non en argent, mais en nature, c'est à-dire, en vivres & en provisions de toute espece. Guillaume le Conquérant établit la coutume de les recevoir en argent; mais cet argent fut reçu long-temps au poids, non par compte, à l'Echiquier.

L'incommodité & la difficulté de peser exactement ces métaux donna lieu à l'institution des coins dont l'empreinte couvrant entierement les deux surfaces, & quelquefois aussi les bords de la piece, étoit supposée certifier non seulement le titre, mais encore le poids du métal. On reçut donc, comme aujourd'hui, les pieces par

compte, & on fut débarrassé du soin de les peser.

La dénomination des pieces de monnoie semble avoir exprimé originairement le poids ou la quantité du métal qu'elles contenoient. Au temps de Servius Tullius, qui le premier battit monnoie à Rome, l'as romain contenoit une livre romaine de bon cuivre. Elle étoit divisée, comme notre livre de Troyes, en douze onces, donc chacune contenoit réellement une once de bon cuivre. La livre sterling angloise contenoit, au temps d'Edouard I, une livre d'argent poids de la Tour, & d'un titre connu. La livre de la Tour paroît avoir eu quelque chose de plus que la livre romaine, & quelque chose de moins que la livre de Troyes. On ne se servit point de cette dernière à la Monnoie d'Angleterre jusqu'à la dix-huitième année du regne d'Henri VIII. La livre de France contenoit, au temps de Charlemagne, une livre d'argent poids de Troyes, & d'un titre connu. La foire de Troyes en Champagne étoit alors fréquentée par toutes les nations de l'Europe, & les poids & les mesures d'un marché si fameux étoient généralement

lement connus & estimés. La livre monétaire d'Ecosse contenoit depuis le tems d'Alexandre I. jusqu'à celui de Robert Bruce, une livre d'argent des mêmes poids & titres que la livre sterling angloise. Les deniers anglois, françois & écossois contenoient tous originairement un denier de poids en argent, c'est-à-dire, la vingtième partie d'une once, & la deux cents quarantième d'une livre. Le scheling semble avoir été aussi dans son origine la dénomination d'un poids, témoin l'ancien statut d'Henri III: *lorsque le froment est à douze schelings la mesure de huit boisseaux, ce qu'on vendra du meilleur pain pour un liard pèsera onze schelings & quatre sols.* Cependant la proportion entre le scheling & ou le denier d'un côté, ou la livre de l'autre, ne paroît pas avoir été si constante & si uniforme qu'entre le denier & la livre. En France, durant la première Race, le sol ou scheling françois paroît avoir contenu tantôt cinq, douze, vingt, tantôt quarante, & jusqu'à quarante-huit deniers. Il y eut un tems où il n'en contenoit que cinq parmi les anciens Saxons; & il n'est pas hors de vraisemblance qu'il ait au-

tant varié parmi eux que parmi les anciens Francs leurs voisins. Depuis Charlemagne en France , & depuis Guillaume le Conquérant en Angleterre , la proportion entre la livre , le scheling & le denier , semble avoir été toujours la même jusqu'à présent , quoique la valeur de chacun ait été fort différente. Car je crois que dans tous les Pays du monde l'avarice & l'injustice des Princes & des Etats Souverains , abusant de la confiance de leurs sujets , ont diminué par degrés la quantité de métal qui étoit d'abord contenue dans leurs monnoies. L'as romain , dans les derniers tems de la république , fut réduit à la vingt-quatrième partie de sa valeur originaire ; & au lieu de peser une livre , il ne pesa plus qu'une demi-once. La livre & le denier anglois contiennent aujourd'hui environ la troisième partie , ceux d'Ecosse environ la trente-sixième , & ceux de France environ la soixante-sixième partie de leur valeur originaire. Par le moyen de ces réductions les souverains se sont mis en état de payer leurs dettes , & de remplir en apparence leurs engagements avec une moindre quantité d'argent

qu'il n'en auroit fallu sans cela ; mais ce n'étoit qu'en apparence ; car leurs créanciers étoient véritablement frustrés d'une partie de ce qui leur étoit dû ; tous les autres créanciers dans l'Etat ufoient du même privilege , & pouvoient payer avec la même somme nominale de la nouvelle monnoie corrompue , ce qu'ils avoient emprunté en anciennes especes. Ces fortes d'opérations ont donc toujours été favorables au débiteur , & ruineuses pour le créancier , & quelquefois elles ont occasionné dans les fortunes des particuliers une révolution plus considérable & plus générale que n'eût fait une grande calamité publique.

C'est ainsi que l'argent est devenu chez toutes les nations civilisées l'argent universel du commerce , pour toutes les ventes & les achats , & pour toutes fortes d'échanges.

Je vais examiner actuellement quelles sont les regles que les hommes suivent naturellement dans les échanges qu'ils font de leurs marchandises pour de l'argent ou pour d'autres marchandises. Ces regles déterminent ce qu'on peut appeller la valeur relative ou échangeable des choses.

Il a été observé que le mot *valeur* a deux différentes significations , & qu'il exprime ou l'utilité de quelqu'objet particulier , ou le pouvoir que donne la possession de cet objet d'acheter d'autres choses. On peut appeller la première, *valeur en utilité*, & la seconde, *valeur en échange*. Les choses qui ont la plus grande valeur en utilité, n'en ont souvent que peu ou point en échange ; réciproquement celles qui ont la plus grande valeur en échange, n'en ont souvent que peu ou point en utilité. Rien de plus utile que l'eau; mais que peut-on se procurer avec de l'eau , puisqu'à peine y a-t-il quelque chose qu'on voulût donner en échange? D'un autre côté, à peine un diamant a-t-il quelque valeur en utilité, quoique souvent on puisse avoir en échange une grande quantité d'autres marchandises.

Pour aller aux principes qui reglent la valeur échangeable des marchandises, je tâcherai de montrer,

1°. Quelle est la mesure réelle de cette valeur , ou en quoi consiste le prix réel des marchandises.

2°. Quelles sont les différentes parties qui composent ou constituent ce prix réel.



3°. Quelles sont les circonstances qui font hausser ou baisser toutes les parties du prix , ou quelques-unes d'elles au-dessus ou au-dessous de leur taux naturel & ordinaire ; ou quelles sont les causes qui empêchent quelquefois le prix du marché, c'est-à-dire , le prix actuel des marchandises de se rencontrer exactement avec leur prix naturel.

Je tâcherai d'expliquer aussi amplement & aussi nettement qu'il me sera possible ces trois sujets dans les trois chapitres suivans , pour lesquels je demande instamment la patience & l'attention du lecteur ; sa patience pour suivre un détail qui paroîtra peut-être fastidieux ; & son attention pour entendre une matière très-abstraite où il restera peut-être encore de l'obscurité , malgré tous les efforts que je ferai pour être clair , au risque d'être ennuyeux.

## C H A P I T R E V.

*Du prix réel & nominal des marchandises , ou de leur prix en travail & en argent.*

Chaque homme est riche ou pauvre, selon qu'il a plus ou moins le moyen de se procurer les nécessités, les commodités & les amusemens de la vie. Mais, comme nous l'avons déjà dit, il ne peut s'en procurer que fort peu par son propre travail dans une société dont les membres se livrent à des occupations différentes, & il faut qu'il en tienne la plus grande partie du travail d'autrui. Par conséquent il sera riche ou pauvre selon la quantité du travail d'autrui dont il pourra disposer ou qu'il aura le moyen d'acheter. Avez-vous à échanger une marchandise inutile à votre consommation? Sa valeur pour vous est égale à la quantité de travail qu'elle met à votre disposition, ou qu'elle vous donne le moyen d'acheter. Le travail est donc la mesure de la valeur relative &

échangeable de toutes les marchandises.

Le prix réel de chaque chose, ce qu'elle coûte réellement à celui qui veut l'avoir, est la peine & l'embaras de l'acquérir. Ce qu'une chose vaut pour vous qui l'avez acquise, & qui avez besoin de l'échanger contre quelque autre chose, est la peine & l'embaras qu'elle vous épargne, & qu'elle peut coûter à d'autres. Ce qu'on achete avec de l'argent ou des marchandises, n'est pas moins acheté par le travail, que ce qu'on acquiert par la peine & la fatigue de son propre corps. Il est vrai que cet argent & ces marchandises nous épargnent cette peine: ils contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons pour ce qu'on suppose en contenir, en même tems, la valeur d'une égale quantité. Le travail a été le premier prix de la monnoie originale qu'on a payé par tout. C'est à lui, & non pas à l'or & à l'argent que le monde est redevable de toutes ses richesses, & sa valeur pour celui qui en est l'auteur, & qui a besoin d'en échanger le produit, est précisément égale à

la quantité de travail qu'il le met en état d'acheter.

Mais quoique le travail soit la véritable mesure de la valeur échangeable de toutes les marchandises, ce n'est point par-là qu'on estime communément ce qu'elles valent. Il est souvent difficile de s'assurer de la proportion entre deux quantités de travail. Le tems qu'on met à deux sortes d'ouvrages, ne suffit pas toujours pour déterminer cette proportion. Il faut faire entrer en ligne de compte les différens degrés de peine & de talent. Il peut y avoir plus de travail dans l'ouvrage d'une heure, qui est difficile, que dans un ouvrage de deux heures qui est aisé; ou en une heure d'application dans une profession qui a coûté dix ans d'apprentissage, qu'en un mois d'industrie donné à quelque occupation triviale dont tout le monde est capable. Mais il est malaisé de trouver une mesure exacte de la peine & du talent. Aussi ne les apprécie-t-on point à la rigueur quand on échange les productions de différentes sortes de travaux. On se règle alors, non sur une mesure exacte, mais sur les offres & les propositions du

marché faites conformément à cette sorte d'égalité imparfaite, qui, sans avoir de précision, ne laisse pas de suffire pour le train des affaires de la vie commune.

Les marchandises d'ailleurs sont plus souvent échangées entr'elles, & par-là même, plus souvent comparées les unes avec les autres, qu'avec le travail. Il est donc plus naturel d'estimer leur valeur respective ou échangeable par la quantité d'autres marchandises, que par celle du travail qu'elles peuvent servir à acheter. Ajoutez que le commun des hommes comprend mieux ce qu'on veut dire par une quantité de telle marchandise particulière, que ce qu'on veut dire par une quantité de travail: l'une est un objet simple & palpable; l'autre est une notion abstraite, qu'on peut rendre assez intelligible, mais qui ne se présente pas si naturellement.

Lorsque les échanges ne se font plus immédiatement, & que l'argent est devenu le moyen ou l'instrument commun du commerce, alors chaque marchandise particulière est plus souvent échangée pour de l'argent que pour toute autre marchandise. Le boucher porte rarement son bœuf ou son mou-

ton au boulanger ou au brasseur ; pour avoir en retour du pain ou de la biere ; il les porte au marché où il les change contre de l'argent , & ensuite il change cet argent , contre du pain & de la biere. La quantité d'argent qu'il rapporte du marché regle ainsi la quantité de pain & de biere qu'il peut acheter ensuite. Il est donc plus simple & plus naturel qu'il estime la valeur de son bœuf ou de son mouton par la quantité d'argent , marchandise avec laquelle il les échange immédiatement , que par celle du pain & de la biere , marchandises avec lesquelles il ne peut échanger la sienne que par l'entremise d'une troisieme , qui est l'argent ; & il doit plutôt dire que sa viande vaut trois ou quatre pences (a) la livre , que dire qu'elle vaut trois ou quatre livres de pain , ou trois ou quatre quartes de biere. De là vient l'usage d'estimer la valeur échangeable de chaque marchandise , par la quantité d'argent plutôt que par la quantité

---

(a) La livre sterling vaut vingt schelings (ou sols), le scheling douze pences (ou deniers). Selon le cours du change actuel la livre sterling vaut environ 24 liv. de notre monnoie , le scheling 1 liv. 4 sols , & le penny 2 sols.

de travail ou de marchandise qu'on peut avoir en échange.

Cependant la valeur de l'or & de l'argent varie comme celle de toute autre marchandise. Ils sont quelquefois plus chers, quelquefois à meilleur marché, & il y a tel tems où il est plus aisé, & tel autre tems où il est plus difficile d'en acheter. La quantité de travail qu'une quantité donnée de ces métaux peut acheter ou mettre à notre disposition, & la quantité d'autres marchandises que nous pouvons nous procurer en échange, dépendent toujours de la fécondité ou de la stérilité des mines, qui se trouvent connues vers le tems où se font ces échanges. La découverte des mines abondantes de l'Amérique a réduit l'or & l'argent en Europe environ au tiers de ce qu'ils valoient auparavant. Moins il falloit de travail pour qu'ils vinssent de la mine au marché, moins ils en pouvoient commander ou acheter quand ils y étoient arrivés; & cette révolution dans leur valeur, quoique peut-être la plus grande, n'est point du tout la seule dont parle l'histoire. Mais comme une mesure de quantité telle que le pied naturel, une brassée, une poignée, qui varie continuelle-

ment dans sa propre quantité, ne peut jamais être une mesure exacte de la quantité des autres choses; de même une marchandise dont la valeur n'est jamais fixe, ne peut être une mesure exacte de la valeur des autres marchandises. Il n'en est pas ainsi des quantités du travail qui, en tout tems & en tout lieu, est nécessairement d'une valeur égale pour celui qui travaille. Il faut qu'il sacrifie toujours la même portion de ses aises, de sa liberté & de son bonheur. Le prix qu'il paie est toujours le même, quelle que soit la quantité de marchandises qu'il reçoit en échange. Il peut en recevoir tantôt plus, tantôt moins; mais c'est leur valeur qui change, & non le travail qui les achete. En tout tems & en tout lieu ce qu'il est difficile de se procurer, ou ce qui coûte beaucoup de peine à acquérir, est cher, & ce qu'on peut avoir aisément ou ce dont l'acquisition ne coûte guere de peine, est à bon marché. Le travail seul ne variant jamais dans la valeur, est donc l'unique, la dernière & la véritable mesure par laquelle on peut estimer & comparer en tout tems & en tout lieu la valeur de toutes les marchandises. Il est leur prix réel, l'argent n'est que leur prix nominal.



Mais quoique des quantités égales de travail foyent toujours d'une valeur égale pour l'ouvrier, la personne qui l'emploie n'en juge pas toujours de même. Comme elle l'achete quelquefois avec plus, quelquefois avec moins de marchandises, elle imagine que la valeur du travail est aussi véritable que celle de toutes les autres choses. Elle le trouve cher dans un cas, & bon marché dans d'autres. Dans la réalité cependant ce sont les marchandises qui sont tantôt chères & tantôt à bon marché.

Dans ce sens populaire on peut donc dire que le travail a un prix réel & un prix nominal, ainsi que les marchandises. Son prix réel consistera dans la quantité de choses nécessaires & commodes qu'on donne en retour; le prix nominal sera en argent. Celui qui travaille est riche ou pauvre, bien ou mal récompensé, à proportion du prix réel & non du prix nominal de son travail.

La distinction entre le prix réel & le prix nominal n'est pas une matière de pure spéculation: elle peut être quelquefois d'un grand usage dans la pratique. Le même prix réel est toujours de la même valeur; mais à cause de la variation dans la valeur de l'or & de l'argent,

la valeur du même prix nominal n'est pas toujours la même. Ainsi quand on vend une terre avec la réserve d'une rente perpétuelle, si on veut que cette rente soit toujours de la même valeur, il est important pour la famille en faveur de laquelle on l'établit, qu'elle ne consiste pas dans une somme d'argent particulière. Sa valeur en ce cas seroit sujette à des variations de deux especes différentes ; 1°. à celles qui naissent de ce que les quantités d'or & d'argent contenues dans la monnoie d'une même dénomination ne sont pas toujours égales ; 2°. à celles qui viennent de ce que des quantités égales d'or & d'argent n'ont pas en tout tems la même valeur.

Les princes & les Etats souverains ont souvent imaginé qu'ils avoient pour le moment un intérêt à diminuer la quantité de métal pur contenue dans leurs monnoies ; mais il ne leur est guere venu dans l'esprit qu'ils eussent un intérêt à l'augmenter. Aussi je pense que chez toutes les nations elle a toujours été en diminuant. Ces sortes de variations tendent donc presque toujours à diminuer les rentes en argent.

La découverte de l'Amérique a fait baisser en Europe la valeur de l'or &

de l'argent. On suppose communément, quoique sans preuve certaine, à ce qu'il me paroît, qu'elle continue de baisser & baissera encore long-tems par degrés. En partant de cette supposition, la valeur des rentes doit plutôt diminuer qu'augmenter, quand même elles seroient payables, non en argent monnoyé de telle quantité & de telle dénomination ( en tant de livres sterl. par exemple ), mais en tant d'onces d'argent pur ou à tel titre.

Les rentes stipulées en bled ont beaucoup mieux conservé leur valeur que celles stipulées en argent, lors même que la monnoie n'a point été altérée. Par un acte parlementaire de la dix-huitième année du regne d'Elisabeth, il a été statué que les fermiers des colleges leur payeroient le tiers de leur redevance en bled, soit en nature, soit au prix courant du marché le plus proche. Selon le docteur Blackstone, l'argent provenant de cette rente en bled & qui n'étoit originairement que le tiers de la redevance en total, se monte aujourd'hui à-peu-près au double de celui que rapportent les deux autres tiers. A ce compte les anciennes rentes des colleges en argent sont presque réduites à la

quatrieme partie de leur valeur, ou ne valent guere mieux que la quatrieme partie du bled qu'elles valoient anciennement. Mais depuis le regne de Philippe & de Marie la dénomination de la monnoie n'a souffert en Angleterre que peu ou point d'altération, & le même nombre de livres, de schelings & de deniers, a contenu à-peu-près la même quantité d'argent pur. La dégradation dans la valeur de ces rentes pécuniaires vient donc entierement de la dégradation dans la valeur de l'argent.

La perte est encore souvent plus grande, quand, à la dégradation dans la valeur de l'argent, il se joint une diminution dans la quantité qu'en contient la monnoie dont la dénomination ne change pas. En Ecoſſe où ces fortes d'altérations ont été plus considérables qu'en Angleterre; en France où elles ont encore été plus grandes qu'en Ecoſſe, d'anciennes rentes qui, dans leur origine avoient une valeur considérable, ont été ainsi réduites presque à rien.

Des quantités égales de bled, denrée qui fait la subsistance de l'ouvrier, approchant plus, au bout d'un long terme, des quantités égales de travail, que n'en peuvent approcher des quan-

tités égales d'or & d'argent, peut-être même de toute autre marchandise. Ainsi des quantités égales de bled, dans un long espace de tems, approcheront plus de la même valeur réelle, ou, ce qui revient au même, celui qui en fera le possesseur, fera plus près de pouvoir acheter ou mettre à sa disposition la même quantité du travail d'autrui. Je dis que le bled approchera plus près de ce point que toute autre marchandise; car il n'y atteindra pas lui-même exactement. La subsistance de l'ouvrier, ou le prix réel du travail, comme je tâcherai de le montrer ci-après, n'est pas la même dans tous les cas. Elle est plus abondante dans une société qui marche vers l'opulence, que dans une autre qui n'avance ni ne recule, & plus dans celle-ci que dans une qui décline. Cependant toute autre denrée ou marchandise achètera, en quelque tems particulier que ce soit, une plus grande ou une plus petite quantité de travail en proportion de la quantité de subsistance que ce travail pourra procurer dans le même tems. Une rente qu'on se réserve en bled, n'est donc sujette qu'aux variations dans la quantité de travail qu'une certaine quantité de bled peut

acheter ; au lieu qu'une rente en toute autre espece de marchandise est sujette non-seulement aux variations dans la quantité de travail que telle quantité particuliere de bled peut acheter , mais encore aux variations dans la quantité de bled que peut acheter telle quantité particuliere de marchandise.

Il faut cependant observer que quoique la valeur réelle d'une rente en bled varie beaucoup moins d'un siècle à l'autre , que celle d'une rente en argent , elle varie beaucoup plus d'une année à l'autre. Le prix du travail en argent , comme je le ferai voir ci-après , ne change pas d'une année à l'autre , comme le prix du bled en argent , & il paroît suivre par tout , non le prix passager & accidentel , mais le prix moyen ou ordinaire de cette denrée nécessaire à la vie. Le prix moyen ou ordinaire du bled , comme je le ferai voir aussi , est réglé à son tour par la valeur de l'argent , par la quantité de travail qu'il faut employer , & conséquemment du bled qu'il faut consommer pour que telle quantité déterminée de ce métal vienne de la mine au marché. Mais quoique la valeur de l'argent varie quelquefois beaucoup d'un siècle à l'autre , elle ne

varie guere d'une année à l'autre, & souvent elle reste la même, ou à-peu-près la même l'espace d'un demi-siècle ou d'un siècle de suite. Le prix moyen ou ordinaire du bled en argent peut donc être le même ou à-peu-près durant cette longue période, & le prix du travail en argent aussi, pourvu du moins que la société reste à d'autres égards dans le même état ou à-peu-près. Cependant le prix passager & accidentel du bled peut souvent être une année le double de ce qu'il étoit l'année d'auparavant. Il peut aller, par exemple, de vingt-cinq à cinquante schelings la mesure de huit boisseaux. Mais, quand il est à ce dernier prix, non seulement la valeur nominale d'une rente en bled, mais sa valeur réelle est double de ce qu'elle étoit à vingt-cinq schelings, & avec la même quantité de bled on achètera, ou l'on aura à sa disposition le double de travail qu'on pourroit acheter avec la plupart des autres marchandises, le prix du travail en argent & celui de la plupart des autres choses demeurant le même pendant toutes ces variations.

Il paroît évidemment par-là que le travail est la seule mesure universelle &

exacte, la seule regle par laquelle nous pouvons comparer en tout tems & en tout lieu les valeurs des différentes marchandises. On convient que nous ne pouvons estimer leur valeur réelle d'un siecle à l'autre par les quantités d'argent données pour elles. Nous ne pouvons pas non plus l'estimer d'une année à l'autre par les quantités de bled; mais nous pouvons le faire avec la plus grande exactitude, & de siecle en siecle, & d'année en année, par les quantités du travail. D'un siecle à l'autre le bled est une meilleure mesure que l'argent, parce qu'à cette distance, il approche plus près du point où l'on peut disposer de la même quantité de travail. D'une année à l'autre, c'est tout le contraire, parce qu'il en approche moins.

Mais quoique la distinction du prix réel & nominal puisse être utile dans l'établissement d'une rente perpétuelle ou dans celui des redevances stipulées par un long bail, elle n'est d'aucun usage pour vendre ou acheter dans le cours ordinaire de la vie.

Dans un tems & un lieu donnés le prix réel & le prix nominal de toutes les marchandises sont exactement en proportion l'un avec l'autre. Par exem-



ple , selon que vous aurez plus ou moins d'argent d'une marchandise au marché de Londres , vous pourrez y acheter en ce moment ou avoir à votre disposition plus ou moins du travail d'autrui. Ainsi au même tems & au même endroit donnés , l'argent est la mesure exacte de la valeur échangeable de toutes les marchandises ; mais il ne l'est pas autrement.

Quoiqu'à des endroits distans l'un de l'autre il n'y ait pas de proportion régulière entre le prix réel des marchandises & leur prix en argent , cependant le marchand qui transporte ses marchandises d'un endroit à l'autre , n'a rien à considérer que les prix en argent , ou la différence entre la quantité d'argent qu'elles lui coûtent & celle qu'il les vendra. Il peut se faire qu'avec une demi-once d'argent , on se procure à Canton le double du travail & le double des besoins & des commodités de la vie qu'on se procureroit à Londres avec une once. Une marchandise qui se vendroit une demi-once d'argent à Canton , pourroit y être ainsi réellement plus chère & d'une importance plus réelle pour le possesseur que celle qui se vendroit une once d'argent

à Londres ne le feroit pour celui qui la posséderoit. Si cependant un marchand de Londres peut acheter à Canton pour une demi once d'argent une marchandise qu'il revende ensuite une once d'argent à Londres, il gagne à ce marché cent pour cent, tout comme si une once d'argent avoit précisément la même valeur à Londres qu'à Canton. Il lui est égal qu'une demi-once d'argent lui eût procuré plus du travail d'autrui, & une plus grande quantité des besoins & commodités de la vie à Canton, qu'une once à Londres; avec une once il aura toujours à Londres le double de ce qu'il aura avec une demi-once, & voilà justement ce qu'il lui faut.

C'est donc le prix nominal des marchandises, ou leur prix en argent, qui décide en dernier ressort de la prudence ou de l'imprudence de tous les achats & de toutes les ventes, & qui par-là règle toutes les affaires de la vie commune, où il est question de la valeur; & par conséquent il n'est pas étonnant qu'on y ait fait beaucoup plus d'attention qu'au prix réel.

Il peut être cependant quelquefois utile dans un ouvrage comme celui-ci,

de comparer les différentes valeurs réelles d'une marchandise particulière dans des tems & des lieux différens, ou de voir les divers degrés de pouvoir qu'elles ont donné en diverses occasions à leurs possesseurs sur le travail d'autrui. Les quantités d'argent données communément pour la marchandise, sont moins à considérer en ce cas que les quantités de travail qui pouvoient être achetées avec ces quantités d'argent. Mais à peine peut-on connoître avec quelque exactitude les prix courans du travail à des tems & à des lieux éloignés. Quiqu'on n'ait pas tenu registre de ceux du bled en beaucoup d'endroits, ils ne laissent pas d'être généralement bien mieux connus, parce que les historiens & d'autres écrivains en ont fait mention plus souvent. En général il faut donc nous en contenter, non qu'ils soyent toujours exactement dans la même proportion que les prix du travail, mais parce que communément on n'a pas de meilleure approximation.

Dans les progrès de l'industrie les nations commerçantes ont trouvé qu'il étoit de leur intérêt de faire de la monnoie de différens métaux. Elles ont

fait frapper des pieces de monnoie d'or pour des gros paiemens, d'autres d'argent pour les achats de médiocre valeur, & d'autres de cuivre ou de quelqu'autre métal commun pour ceux d'une valeur inférieure. Cependant elles ont regardé un de ces métaux comme étant plus particulièrement la mesure de valeur qu'aucun des deux autres; & il paroît qu'elles ont généralement donné cette préférence au métal qui leur a servi d'abord d'instrument de commerce. Elles ont continué par habitude l'usage qu'elles en avoient fait par nécessité.

On dit que les Romains n'avoient encore que de la monnoie de cuivre cinq ans avant la dernière guerre punique, tems auquel ils firent frapper de la monnoie d'argent. Aussi le cuivre paroît avoir toujours conservé dans cette république la qualité de mesure de valeur. On y faisoit tous les comptes, & on y calculoit la valeur de tous les biens en *as* & en *sesterces*. L'*as* y fut toujours la dénomination d'une monnoie de cuivre: le mot *sesterce* signifie deux *as* & demi. Par conséquent quoique le *sesterce* fût toujours une monnoie d'argent, sa valeur étoit estimée

mée en cuivre. On disoit à Rome de celui qui devoit de grosses sommes, qu'il avoit beaucoup de cuivre à autrui.

Il semble que les nations du Nord qui se sont établies sur les ruines de l'Empire Romain ayent eu dès les commencemens de leur établissement de la monnoie d'argent, & qu'elles ne conquirent ni celle d'or ni celle de cuivre que plusieurs siècles après. Il y eut des monnoies d'argent en Angleterre du tems des Saxons ; mais il n'y en eut guere en or jusqu'au tems d'Edouard III. & point en cuivre jusqu'à celui de Jacques I. C'est par cette raison qu'en Angleterre, & , à ce que je crois, chez toutes les nations modernes de l'Europe tous les comptes sont tenus, & la valeur de toutes les marchandises & de tous les biens énoncée en argent. Quand nous voulons exprimer à quoi se monte la fortune de quelqu'un, nous ne parlons guere du nombre de guinées, mais du nombre de livres qu'on en donneroit.

Dans tous pays, je pense, on n'a pu faire originairement des offres réelles que dans les especes du seul métal qui étoit considéré particulièrement comme mesure de valeur. On a frappé

des monnoies d'or en Angleterre long-tems avant que l'or y fût regardé comme paiement légal. La proportion entre les valeurs des monnoies d'or & d'argent n'étoit fixée par aucune loi ou proclamation publique : on laissoit au marché à l'établir. Si un débiteur offroit de payer en or, le créancier pouvoit ou rejeter le paiement, ou l'accepter à telle évaluation de l'or dont ils convenoient entr'eux. Actuellement le cuivre n'est point une offre légale de paiement, si ce n'est dans le change des petites pieces d'argent. Dans cet état des choses, la distinction entre le métal, mesure de valeur, & celui qui ne l'étoit pas, étoit quelque chose de plus qu'une distinction nominale.

Par la suite le peuple étant devenu plus familier avec l'usage des différens métaux monnoyés, & connoissant par conséquent mieux leurs valeurs respectives, on a jugé, je pense, dans la plupart des pays, qu'il falloit constater cette proportion, & déclarer par une loi, qu'une guinée, par exemple, de tel titre & de tel poids vaudroit vingt-un schelings, & feroit un paiement légal pour une dette de pareille somme. Dans cet état des choses & pendant

que subsiste une proportion réglée de cette nature, la distinction entre le métal, mesure de valeur, & celui qui ne l'est pas, n'est guere qu'une distinction nominale.

Cependant dès qu'il arrive quelque changement dans cette proportion réglée, cette distinction redevient, ou semble au moins redevenir quelque chose de plus qu'une distinction nominale. Si, par exemple, la valeur fixée ou réglée d'une guinée venoit à être réduite à vingt schelings, ou à monter à vingt-deux, tous les comptes & presque toutes les obligations pour dette étant articulées en argent, la plus grande partie des paiemens pourroit se faire, comme auparavant, avec la même quantité d'argent, mais non avec la même quantité d'or. Il faudroit plus d'or dans un cas & moins dans l'autre; l'argent paroîtroit plus invariable que l'or dans sa valeur; il sembleroit que la valeur du premier de ces métaux mesureroit la valeur du second, & non le second la valeur du premier. La valeur de l'or paroîtroit dépendante de la quantité d'argent qu'on auroit en échange, & celle de l'argent indépendante de la quantité d'or qu'on donneroit pour elle.

Cette différence ne viendrait pourtant que de la coutume de tenir les comptes & d'exprimer le montant des grandes & des petites sommes plutôt en argent qu'en or. En admettant ce changement, un billet de M. Drummond de vingt-cinq ou de cinquante guinées seroit encore payable de la même manière qu'il l'étoit auparavant. Il le feroit avec la même quantité d'or, & ne le feroit plus avec la même quantité d'argent. Or dans ce paiement ce seroit l'or qui paroîtroit plus invariable dans sa valeur, & ce seroit la valeur de l'or qui paroîtroit mesurer celle de l'argent. Si la coutume de tenir les comptes & d'exprimer les billets & autres obligations en monnoie d'or, devenoit générale, on regarderoit l'or & non l'argent comme étant la mesure particulière de valeur.

Dans la réalité tant qu'il y a quelque proportion réglée entre les valeurs respectives des monnoies de différens métaux, c'est la valeur du métal le plus précieux qui règle celle de toute la monnoie. Douze *pences* ou deniers de cuivre contiennent une demi-livre ou huit onces de cuivre, qui n'est pas de la meilleure qualité, & qui, avant d'être



frappé , vaut rarement sept *pences* en argent. Mais comme par le règlement des Monnoies, douze de ces *pences* valent un *scheling*, on les prend au marché pour l'équivalent d'un *scheling*, & en tout tems on peut avoir un *scheling* à leur place. Avant même qu'on fit la dernière réforme de la monnoie d'or de la Grande-Bretagne, l'or, au moins celui qui circuloit à Londres & dans les environs, étoit en général moins dégradé par le frai que la plus grande partie de l'argent. Cependant vingt-un *schelings* usés & effacés étoient considérés comme l'équivalent d'une guinée qui étoit usée & peut-être effacée de son côté, mais qui rarement l'étoit autant. Peut-être n'est-il pas possible de porter la monnoie courante d'aucune nation plus près du poids qu'elle doit avoir, qu'on ne l'a fait à l'égard de notre monnoie d'or, par les derniers réglemens ; & l'ordre de ne recevoir l'or qu'au poids dans toutes les caisses publiques lui conservera vraisemblablement cette intégrité tant qu'on y tiendra la main. Depuis cette réforme la dégradation & le frai dans la monnoie d'argent sont restés les mêmes qu'auparavant, ce qui n'empêche pas

que vingt-un schelings de cet argent dégradé ne foyent encore considérés dans le commerce comme valant une guinée de cette excellente monnoie d'or.

Il est évident que la réforme de la monnoie d'or a haussé la valeur de la monnoie d'argent qu'on donne en échange.

A la Monnoie d'Angleterre on fait avec une livre d'or quarante-quatre guinées & demie, ce qui, à vingt-un schellings la guinée, est égal à quarante-six livres quatorze schelings & six deniers. Une once de cette monnoie d'or vaut donc trois livres dix-sept schelings dix deniers & demi en argent. Il n'y a point de droit ou de seigneurage en Angleterre sur la fabrication des monnoies, & celui qui porte à la Monnoie une livre ou une once d'or au titre en lingots, y reçoit une livre ou une once d'or monnoyé sans aucune déduction. C'est pourquoi l'on dit que le prix de l'or à la Monnoie d'Angleterre est de trois livres dix-sept schelings & dix deniers & demi l'once.

Avant la réforme de la monnoie d'or le prix du marché pour l'or au titre en lingots avoit excédé pendant plu-

fleurs années trois livres dix-neuf  
 schelings, & fort souvent quatre livres  
 l'once; & il est probable que dans l'é-  
 tat de dégradation & de frai où étoit  
 la monnoie d'or, cette somme conte-  
 noit rarement plus d'une once d'or au  
 titre. Depuis cette réforme le prix du  
 marché de l'or au titre en lingots passe  
 rarement trois livres dix-sept schelings  
 sept deniers l'once. Auparavant le prix  
 du marché se trouvoit toujours plus  
 ou moins supérieur à celui qu'on don-  
 noit à la Monnoie; depuis il a été const-  
 tamment au-dessous. La dernière ré-  
 forme de la monnoie d'or n'a donc  
 pas seulement haussé la valeur de cette  
 monnoie, mais elle a augmenté celle  
 de la monnoie d'argent proportionnelle-  
 ment à l'or en l'ingots, & vraisemblable-  
 ment aussi en proportion de toutes  
 les autres marchandises, quoique le  
 prix de la plupart des autres marchan-  
 dises étant déterminé par tant de cau-  
 ses, le haussement de la valeur des  
 monnoies d'or ou d'argent proportion-  
 nellement à elles, ne puisse être aussi  
 clair & aussi sensible.

A la Monnoie d'Angleterre avec une  
 livre d'argent au titre en lingots on  
 frappe soixante-deux schellings conte-

nant de même une livre d'argent au titre. En conséquence on dit que le prix de l'argent à la Monnoie d'Angleterre est cinq schellings deux deniers l'once, ou qu'on y donne cette quantité d'argent monnoyé pour une once d'argent au titre en lingots. Avant la réforme de la monnoie d'or l'once d'argent au titre en lingots valoit au prix du marché cinq schellings, cinq, six, sept, & quelquefois huit deniers; mais à ce qu'il paroît le plus communement sept. Depuis cette réforme ce prix du marché est tombé à cinq schellings, trois, quatre & cinq deniers l'once, & il n'a jamais excédé cette dernière somme: ainsi quoique le prix du marché de l'argent en lingots ait baissé considérablement depuis la réforme de la monnoie d'or, il a moins baissé que celui qu'on en donnoit à la Monnoie.

Comme le cuivre est estimé beaucoup au-dessus de sa valeur réelle dans les différens métaux des Monnoies Angloises, ainsi l'argent est estimé un peu au-dessous de la sienne. En Europe avec une once d'or pur, monnoie de France ou de Hollande, on a environ quatorze onces d'argent pur. En

Angleterre on en a quinze. C'est plus qu'elle n'en vaut suivant l'estimation commune de l'Europe. Mais comme le prix du cuivre en barres ne hausse point en Angleterre par le haut prix du cuivre monnoyé, de même le prix de l'argent en lingots n'y baisse point par le bas prix de l'argent monnoyé. L'argent en lingots y conserve sa proportion réelle avec l'or, par la même raison que le cuivre en barres conserve la sienne avec l'argent.

Lors de la réforme de la monnoie d'argent sous Guillaume III, le prix de l'argent en lingots continua d'être encore quelque temps un peu au-dessus de celui qu'on en donnoit à la Monnoie. M. Locke attribuoit ce haut prix à la permission d'exporter l'argent en lingots & à la défense d'exporter l'argent monnoyé. Cette permission d'exporter, disoit-il, fait qu'on demande plus d'argent en lingots que d'argent monnoyé; mais le nombre des gens qui ont besoin de monnoie d'argent pour les ventes & les achats qui se font dans l'intérieur du royaume, est certainement beaucoup plus grand que le nombre de ceux qui ont besoin d'argent en lingots, soit pour

l'exportation, soit pour tout autre usage. La même permission & la même défense subsistent à présent par rapport à l'or en lingots & à l'or monnoyé ; & cependant le prix de l'or en lingots est devenu inférieur à celui qu'on en donne à la Monnoie. Mais alors , comme aujourd'hui , l'argent dans les Monnoies Angloises étoit estimé au-dessous de ce qu'il vaut en proportion de l'or ; & la monnoie d'or ( qu'on ne croyoit pas avoir besoin de réforme en ce tems-là ) régloit, comme elle fait encore aujourd'hui , la valeur de toutes les autres. La réforme faite dans la monnoie d'argent n'ayant pas réduit alors le prix de l'argent en lingots à celui qu'on en donnoit à la Monnoie, il n'est guere probable qu'une pareille réforme en vînt à bout de nos jours.

Si la monnoie d'argent pouvoit être ramenée aussi près de son véritable poids que celle d'or , il est probable que selon la proportion actuelle, on auroit avec une guinée plus d'argent monnoyé qu'en lingots. La monnoie d'argent contenant tout le poids qu'elle doit avoir, il y auroit un profit à la fondre, afin de la vendre d'abord

en lingots pour de la monnoie d'or, & à changer ensuite cette monnoie d'or contre de la monnoie d'argent, qu'on refondroit encore. Un changement dans la proportion actuelle semble être le seul moyen de parer à cet inconvénient.

Il vaudroit peut-être mieux que la monnoie d'argent fût estimée autant au dessus de sa véritable valeur, qu'elle l'est au dessous. Mais il faudroit ordonner en même tems que tout paiement légal en argent n'excédât pas une guinée, comme le paiement légal en cuivre ne doit pas excéder un schelling. Moyennant ce règlement, aucun créancier ne pourroit être trompé en conséquence de la haute évaluation de l'argent monnoyé, comme aucun ne peut l'être à présent en conséquence de la haute évaluation du cuivre. Les Banquiers seuls en souffriroient. Quand tout le monde fonde chez eux pour retirer son argent, ils s'efforcent quelquefois de gagner du tems en payant en pieces de six deniers ou *pences*, & un tel règlement leur ôteroit cette misérable ressource dont ils se servent pour éluder le paiement immédiat. Ils seroient obligés

conséquemment d'avoir en tout tems de plus gros fonds dans leurs caisses qu'ils n'en ont à présent; & quoique ce fût sans doute un grand inconvénient pour eux, ce seroit en même tems une grande sûreté pour leurs créanciers.

Trois livres dix-sept schelings dix deniers & demi (prix de l'or à la Monnoie) ne contiennent certainement pas plus d'une once d'or au titre, même dans notre monnoie d'or actuelle, toute excellente qu'elle est, & on peut croire là-dessus qu'avec pareille somme on n'auroit pas plus d'une once d'or au titre en lingots. Mais l'or monnoyé est plus commode que l'or en lingots; & quoique la fabrication des monnoies soit libre d'impôts en Angleterre, cependant l'or qu'on porte en lingots à la Monnoie peut rarement revenir monnoyé à son propriétaire avant qu'il se passe plusieurs semaines, & dans l'embarras où on est aujourd'hui à la Monnoie, il faut même un délai de plusieurs mois pour le avoir. Or ce délai équivalant à un petit droit ou impôt, & donne à l'or monnoyé un peu plus de valeur qu'à l'autre. Si dans nos Monnoies Angloi-



les l'argent étoit estimé au prorata de la valeur qu'il doit avoir par proportion avec l'or, le prix de l'argent en lingots tomberoit au dessous du prix qu'on en donne à la Monnoie, sans qu'il fût besoin d'aucune réforme dans nos pieces d'argent, leur valeur dans l'état même de dégradation où elles sont étant réglée par la valeur de l'excellente monnoie d'or qu'on peut avoir en échange.

Un petit seigneurage ou droit sur la fabrication des monnoies d'or & d'argent augmenteroit probablement encore la supériorité de ces deux métaux monnoyés sur pareille quantité de l'un & de l'autre en lingots. Dans ce cas la fabrication accroîtroit la valeur du métal frappé en proportion de l'étendue de ce petit droit, par la même raison que la façon donne un accroissement de valeur dû à la vaisselle d'argent en proportion du prix de cette façon. La supériorité de la monnoie sur les lingots empêcheroit de la fondre & en décourageroit l'exportation. Si dans quelque nécessité publique il falloit exporter de la monnoie, la plus grande partie de ce qui sortiroit, rentreroit de soi-même. On

ne pourroit la vendre chez l'Etranger que pour son poids en lingots ; il y auroit par conséquent un profit à la rapporter dans le pays. Il y a en France un seigneurage d'environ huit pour cent sur la fabrication des monnoies, & on dit que la monnoie de France exportée retourne d'elle-même en France.

Les variations accidentelles de l'or & de l'argent en lingots dans le prix du marché, viennent des mêmes causes qui produisent celles du prix de toutes les autres marchandises. Dans les pays qui n'ont point de mines en propre, il faut une importation continue pour réparer la perte qui s'en fait par divers accidens sur terre & sur mer, par ce qui s'en consomme en dorure, en vaisselle, en galons & en broderie, & par le frai de la monnoie & de la vaisselle qui s'usent. On peut croire que les marchands importateurs tâchent, comme tous les autres marchands, de régler leurs importations dans l'occasion sur le besoin qu'ils jugent qu'on en peut avoir dans le moment. Cependant malgré toute leur attention ils en importent quelquefois plus, quelquefois moins en lingots.

qu'on n'en demande. Dans le premier cas, plutôt que de se mettre dans le risque & dans l'embarras d'une nouvelle exportation, ils aiment quelquefois mieux en vendre une partie moins cher que le prix moyen ou ordinaire. Dans le second, ils gagnent quelquefois au-delà de ce prix. Mais quand avec toutes ces variations accidentelles le prix du marché de l'or ou de l'argent en lingots reste plusieurs années de suite ou moins au dessus ou plus ou moins au dessous du prix qu'on en donne à la Monnoie, nous pouvons être assurés que cette constante supériorité ou infériorité du prix est l'effet de quelque chose dans l'état de la monnoie, qui la met au dessus ou au-dessous de la valeur de la quantité précise de métal qu'elle doit contenir. La durée & la constance de l'effet suppose une durée & une constance proportionnée dans la cause.

L'argent d'un pays dans un tems & dans un lieu donnés, est une mesure de valeur plus ou moins exacte, selon que la monnoie qui a cours dans ce pays, est plus ou moins exactement conforme à son titre, & selon qu'elle contient plus ou moins exactement la

quantité précise d'or ou d'argent pur, qu'elle doit contenir. Par exemple, si en Angleterre quarante-quatre guinées & demie contenoient exactement le poids d'une livre d'or au titre, ou bien onze onces d'or pur & une once d'alliage, la monnoie d'or d'Angleterre seroit en un tems & en un lieu particuliers quelconques, une mesure de la valeur des marchandises aussi exacte que le comporteroit la nature des choses. Mais si par les frottemens & le frai quarante-quatre guinées & demie contiennent généralement moins d'une livre pesant d'or au titre, la diminution cependant étant plus grande en certaines pieces que dans d'autres, la mesure de valeur devient sujette à la même espece d'incertitude à laquelle sont communément exposés tous les autres poids & mesures. Comme il arrive rarement que ceux-ci soyent parfaitement conformes à leur étalon, le marchand regle autant qu'il peut le prix de ses marchandises, non sur ce que doivent être ces poids & mesures, mais sur ce que l'estimation moyenne & l'expérience lui montrent qu'elles sont actuellement. En conséquence d'un pareil désordre dans la

monnoie , le prix des marchandises vient de même à se regler non sur la quantité d'or ou d'argent pur que doit contenir la monnoie , mais sur ce qu'on juge d'après une estimation moyenne , & d'après l'expérience qu'elle en contient actuellement.

Observez que par le prix pécuniaire des marchandises , j'entends toujours la quantité d'or ou d'argent pur pour laquelle on les vend , sans aucun égard à la dénomination de la monnoie. Je regarde , par exemple , six schelings & huit deniers , au tems d'Edouard I, comme faisant le même prix en argent que fait actuellement une livre sterling , parce qu'autant que nous en pouvons juger , ils contenoient la même quantité d'argent pur.

---

## CHAPITRE VI.

*Des parties constituant du prix des marchandises.*

DANS cet état informe par où commence la société , & qui précède l'accumulation des fonds & la propriété

des terres , la proportion entre les quantités de travail nécessaires pour acquérir différens objets , paroît être le seul point qui puisse donner une règle pour les échanges. Si dans une nation de chasseurs , par exemple , il en coûte ordinairement deux fois plus de peine pour tuer un bievre ou castor , que pour tuer un daim ; un bievre doit actuellement s'échanger contre deux daims. Il est naturel que ce qui est d'ordinaire le fruit de deux jours ou de deux heures de travail , soit estimé ou vaille le double de ce qui est communément le fruit du travail d'un jour ou d'une heure.

Si une espece de travail est plus dure qu'une autre , on aura naturellement égard à sa difficulté ; & le produit du travail d'une heure dans un genre , sera souvent échangé contre le produit du travail de deux heures dans un autre genre.

Ou si une espece de travail demande un degré extraordinaire d'adresse ou de génie , l'estime que font les hommes de ces qualités , donnera naturellement à leur produit une valeur supérieure à celle du tems qu'on y aura mis. Rarement acquiert-on des ta-

lens singuliers , autrement que par une longue application , & souvent la valeur supérieure de leur produit n'est rien de plus qu'une compensation raisonnable pour le tems & la peine qu'il a fallu pour les acquérir. Quand la société s'est perfectionnée , on tient ordinairement compte dans le salaire du travail de la difficulté & du talent supérieur ; & il est probable qu'elle a fait quelque chose d'approchant dès son enfance.

Dans cet état des choses la quantité du travail qu'il en coûte communément pour acquérir ou produire quelque marchandise , est le seul point qui puisse régler la quantité de travail dont elle doit communément procurer l'achat ou la disposition , ou qu'on doit avoir en échange.

Dès qu'il y aura des fonds accumulés entre les mains de certains particuliers , ils s'en serviront pour faire travailler des gens industrieux , auxquels ils fourniront les matieres & la subsistance pour faire un profit par la vente de leur ouvrage , ou par ce que le travail ajoute à la valeur des matieres. Dans l'échange qui se fait de ce qui est complètement ma-

nufacturé, soit pour de l'argent, soit pour du travail ou d'autres marchandises, outre ce qui peut suffire pour payer les matieres & le salaire des ouvriers, il faut encore donner quelque chose pour les profits de l'entrepreneur de l'ouvrage, qui hafarde ses fonds dans l'entreprise. La valeur que les ouvriers ajoutent aux matieres se résout donc en ce cas en deux parties, dont une paye leur salaire, l'autre les profits que celui qui les employe, fait sur tous les fonds des matériaux & du salaire qu'il a avancés. Il n'auroit point d'intérêt à faire travailler, s'il n'attendoit de la vente de l'ouvrage, quelque chose de plus que ce qui suffiroit pour remplacer ses fonds; & si ses profits ne devoient pas avoir quelque proportion avec l'étendue de ses fonds, il n'auroit aucun intérêt à en employer de gros plutôt que de petits.

On pourroit croire peut-être que ce qu'on appelle profits des fonds, n'est qu'un nom différent pour marquer le salaire d'une espece particuliere de travail, qui est l'inspection & la direction du travail même. Cependant ils sont toute autre chose; ils se reglent sur de tout autres principes, & n'ont



aucune proportion avec la quantité, la difficulté ou l'industrie de ce travail supposé d'inspection & de direction. Ils sont entièrement réglés pour la valeur des fonds employés & plus ou moins proportionnés à l'étendue de ces fonds. Supposons, par exemple, qu'en tel lieu particulier, où le profit annuel des fonds d'une manufacture est le dix pour cent, il y ait deux manufactures différentes qui occupent chacune vingt ouvriers, gagnant chacun 15 liv. sterlings par an, par conséquent 300 à eux tous. Supposons encore que les matières travaillées dans l'une de ces manufactures soyent plus grossières, & qu'elles ne coûtent que 1000 livres sterlings, tandis que les matières de l'autre plus précieuses en coûtent 7000; le capital employé dans la première se montera seulement à 1000 livres sterlings, au lieu que le capital employé dans la seconde se montera à sept mille trois cents. Ainsi à dix pour cent de bénéfice, l'entrepreneur de l'une comptera seulement sur cent livres de profit annuel, tandis que l'entrepreneur de l'autre comptera sur environ sept cents trente livres; mais quoique leurs profits soyent ainsi fort

inégaux , leur travail d'inspection & de direction peut être égal ou à-peu-près le même. Dans les grands ouvrages , on le confie souvent presque entier à un principal commis dont les gages expriment proprement quelle est sa valeur. Quoique pour fixer cette valeur on ait communément égard non seulement à sa peine & à son industrie , mais encore à la confiance dont il est dépositaire , cependant ses gages n'ont jamais de proportion régulière avec le capital dont il inspecte l'administration , & le propriétaire de ce capital s'attend toujours que ses profits en auront une, quoiqu'il se décharge de presque tout le soin sur la vigilance de son commis. Ainsi dans le prix des marchandises , les profits des fonds sont une source de valeur absolument différente du salaire du travail , & ils se règlent par de tout autres principes.

Par conséquent dans cet état des choses , la quantité du travail qu'on met communément à acquérir ou à produire une marchandise , n'est plus le seul point qui puisse régler les quantités du travail d'autrui qu'on doit se procurer par le moyen de cette marchandise.

Dès que toutes les terres d'un pays deviennent des propriétés particulières, les propriétaires, ainsi que tous les autres hommes, sont bien aises de recueillir où ils n'ont point semé, & ils demandent une rente pour le produit naturel du sol. C'est un prix additionnel sur les bois des forêts, sur l'herbe des champs, & sur tous les fruits que la terre produit d'elle-même, & qui, lorsqu'elle étoit commune, coûtoient simplement la peine de les cueillir. Il faut payer la permission de le faire, & lorsqu'on les échange pour de l'argent, pour du travail ou pour d'autres marchandises, outre ce qui est dû tant pour la peine de les recueillir que pour les profits des fonds employés à ce travail, il faut mettre encore quelque chose de plus pour le prix de la permission ; prix qui constitue la première rente de la terre. Cette rente forme ainsi une troisième source de valeur dans le prix de la plupart des marchandises.

Dans cet état des choses, ni la quantité du travail qu'on emploie communément à l'acquisition ou à la production d'une marchandise, ni les profits des fonds avancés pour fournir le fa-

laire & les matieres de ce travail ne sont plus les seuls points qui peuvent déterminer quelle est la quantité de travail qu'on doit acheter, ou avoir à sa disposition, ou avoir en échange pour cette marchandise. Il y a pour lors une troisieme circonstance à considérer, savoir, la rente de la terre & il faut que la marchandise procure l'achat, la disposition ou l'échange d'un surcroît de travail, pour que la personne qui l'apporte au marché soit en état de payer cette rente.

La valeur réelle de toutes les différentes parties qui composent le prix est ainsi mesurée par la quantité de travail que chacune d'elles peut acheter, ou dont elle peut mettre en état de disposer. Le travail mesure la valeur, non seulement de la partie du prix qui se résout en travail, mais encore de celle qui se résout en rente, & de celle qui se résout en profits.

Dans toute société le prix de chaque marchandise se résout finalement en quelque une de ces parties ou en toutes; & dans une société perfectionnée toutes les trois entrent plus ou moins dans la composition du prix de presque toutes les marchandises.

Dan

Dans le prix du bled, par exemple, une partie paye la rente du propriétaire de la terre, une autre paye le salaire ou la subsistance des ouvriers & du bétail dont on emploie le travail à sa production ; & la troisième paye le profit du fermier. Ces trois parties semblent faire immédiatement & en dernière analyse, le prix du bled. Peut-être pourroit-on imaginer qu'il faut une quatrième partie pour remplacer les fonds du fermier, ou pour compenser le dépérissement du bétail qui laboure & des autres instrumens du labourage : mais il faut considérer que le prix d'un instrument d'agriculture, tel qu'un cheval de charrue, est composé aussi des trois mêmes parties, de la rente de la terre sur laquelle il est élevé, du travail de le nourrir & de le panser ou soigner, & des profits du fermier qui avance & la rente de la terre & le salaire de ce travail. Ainsi quoique le prix du bled puisse payer le prix aussi bien que la subsistance du cheval, le prix total se résout encore, ou immédiatement ou en dernière analyse, dans les mêmes trois parties, la rente, le travail & le profit.

Dans le prix de la farine il faut ajou-

ter au prix du bled, les profits du meunier & les gages de ses valets, dans celui du pain, les profits du boulanger & les gages de ses garçons, & dans le prix de l'un & de l'autre, le travail nécessaire pour transporter le bled de la maison du fermier à celle du meunier, & de la maison du meunier à celle du boulanger, avec les profits de ceux qui avancent le salaire de ce travail.

Le prix du lin se résout dans les trois mêmes parties que celui du bled. Dans le prix de la toile, il faut ajouter à ce prix les salaires de celui qui serance le lin, de celui qui le file, du tisserand, du blanchisseur, &c. avec les profits de ceux qui les employent.

A mesure qu'une marchandise vient à être plus manufacturée, cette partie du prix qui se résout en salaire & en profit, augmente & devient plus grande par comparaison à celle qui se résout en rente. Non-seulement le nombre des profits se multiplie avec les progrès d'une manufacture, mais chaque profit postérieur est plus grand que celui qui le précède, parce que le capital d'où il est tiré, doit toujours être plus grand. Le capital qu'employent

les tisserands , par exemple , doit être plus grand que celui qui est employé par ceux qui filent , parce que non-seulement il remplace ce capital avec ses profits , mais parce qu'il paye de plus les salaires des tisserands ; & il faut que les profits aient toujours quelque proportion avec les capitaux.

Cependant il y a toujours dans les sociétés les plus florissantes quelques marchandises dont le prix se résout en deux parties seulement , savoir , le salaire du travail & les profits des fonds ; & il y en a même en plus petit nombre , où il consiste uniquement dans le salaire du travail ; par exemple , dans le prix du poisson de mer , une partie paye le travail des pêcheurs , & l'autre les profits du capital employé à la pêche. Il est rare que la rente en fasse partie , quoiqu'elle le fasse quelquefois , comme je le montrerai ci-après. Il n'en est pas de même , au moins dans la plus grande partie de l'Europe , des pêches qu'on fait dans les rivières. Une pêche de saumon paye une rente ; & , quoiqu'on ne puisse pas trop l'appeller rente de terre , elle fait une partie du prix du saumon , aussi-bien que le salaire & le profit. En quelques endroits d'E-

coffe, des gens pauvres s'occupent à ramasser le long des côtes de la mer ces petites pierres bigarrées, connues sous le nom de *cailloux d'Ecosse*. Le prix que leur paye celui qui les taille, n'est que le salaire de leur travail. On n'y trouve ni rente ni profits.

Mais tout le prix de chaque chose doit finalement se résoudre en une ou plusieurs de ces trois parties, ou dans toutes les trois, attendu que tout ce qui reste, après avoir payé la rente de la terre & le prix de tout le travail employé à produire, manufacturer & mettre en état de vente, doit nécessairement tourner au profit de quelqu'un.

Comme le prix, ou la valeur échangeable de chaque marchandise particulière, pris séparément, se résout en quelques-unes de ces trois parties, ou dans les trois, de même le total de toutes les marchandises qui forment le produit annuel du travail de chaque pays, se résout nécessairement en ces mêmes trois parties, & se distribue parmi les habitans du pays, soit comme salaire de leur travail, soit comme profits de leurs fonds, soit comme rente de leurs terres. Le total de ce qui est annuellement produit ou recueilli par le travail



de chaque société, ou, ce qui revient au même, le prix de ce total, se partage ainsi entre différens de ses membres. Le salaire, le profit & la rente, sont donc originairement les trois sources de tout revenu, aussi-bien que de toute valeur échangeable; tout autre revenu vient d'elles en dernière analyse.

Quiconque tire son revenu d'un fonds qui est à lui, le tient ou de son travail, ou de ses fonds, ou de sa terre. Le revenu tiré du travail, s'appelle *salaire*; celui qui est tiré des fonds par la personne qui les emploie, s'appelle *profits*; celui qui en est tiré par la personne qui ne les emploie pas elle-même, mais qui les prête à une autre, s'appelle *intérêt*, ou *rente de l'argent*. C'est une compensation que l'emprunteur paye au prêteur pour le profit qu'on le met en état de faire par l'usage de l'argent. Une partie de ce profit appartient naturellement à l'emprunteur, qui court les risques & prend la peine d'employer l'argent; il en revient une partie au prêteur qui le met dans le cas de faire ce bénéfice. L'intérêt de l'argent est toujours un revenu qu'on tire, sinon du profit résultant de l'argent,

au moins de quelqu'autre source de revenu, si ce n'est peut-être que l'emprunteur ne soit un dissipateur qui contracte une seconde dette pour payer l'intérêt de la première. Le revenu qu'on tire uniquement de la terre, est appelé *rente*: celui du fermier, vient en partie de son travail & en partie de ses fonds. La terre n'est pour lui qu'un moyen ou un instrument qui le met à portée de gagner le salaire de son travail & de faire profiter ses fonds. Toutes les taxes & tous les revenus fondés sur elles, tous les salaires, toutes les pensions & les annuités de toute espèce dérivent enfin de compte, de quelque-une de ces trois sources originales de revenu, & se payent médiatement ou immédiatement du salaire du travail, des profits des fonds, ou de la rente de la terre.

Lorsque ces trois différentes sortes de revenu appartiennent à des personnes différentes, on les distingue sans peine; mais quand elles appartiennent à la même personne, on les confond quelquefois l'une avec l'autre, au moins dans le langage ordinaire.

Un gentilhomme qui fait valoir une partie de son bien, doit gagner, les

frais de culture payés, la rente du propriétaire & le profit du fermier. Tout son gain il l'appellera *profit*; & il confondra, au moins dans le langage ordinaire, la rente avec le profit. La plupart de nos planteurs de l'Amérique septentrionale font dans ce cas. Ils font valoir leur bien par eux-mêmes; c'est pourquoi nous entendons rarement parler de la rente, mais souvent du profit d'une plantation.

Les fermiers ordinaires commettent rarement un inspecteur pour diriger les opérations générales de la ferme. Ils mettent eux-mêmes la main à l'œuvre pour conduire la charrue, herfer, &c. Ce qui reste de la moisson, la rente payée, doit donc non-seulement leur faire rentrer les fonds employés à la culture, avec leurs profits ordinaires, mais leur payer encore le salaire qui leur est dû en qualité d'ouvriers & d'inspecteurs. Cependant on appelle profit ce qui reste de la moisson, après que la rente est payée & que les fonds sont remplacés, quoique le salaire en fasse évidemment partie. Dès que le fermier épargne ce salaire, il faut nécessairement qu'il le gagne. On le confond donc alors avec le profit.

Un manufacturier indépendant qui a des fonds suffisans pour acheter les matieres, vivre & s'entretenir jusqu'à ce qu'il puisse porter son ouvrage au marché, doit gagner en même tems le salaire d'un journalier qui travaille sous un maître, & le profit que fait ce maître en vendant l'ouvrage de son journalier. Tout son gain cependant est appelé profit; & dans ce cas on confond encore le salaire avec le profit.

Un jardinier qui cultive de ses propres mains un jardin à lui appartenant, réunit dans sa personne les trois différens caracteres de propriétaire, de fermier & d'ouvrier. Son produit doit par conséquent lui payer la rente du premier, le profit du second, & le salaire du troisieme. On ne laisse pourtant pas de regarder ordinairement le tout comme un gain qu'il fait par son travail; & dans ce cas la rente & le profit sont confondus avec le salaire.

Comme dans un pays civilisé il y a peu de marchandises dont la valeur échangeable naît uniquement du travail, presque toutes empruntant une grande partie de la leur, de la rente & du profit, le produit annuel du travail dans un tel pays suffira toujours

pour acheter, ou avoir à sa disposition une quantité de travail beaucoup plus grande que ce qu'il en a fallu pour faire venir & préparer ce produit, & le porter ensuite au marché. Si la société employoit annuellement le travail qu'elle peut acheter chaque année, comme la quantité du travail augmenteroit considérablement tous les ans, le produit de l'année qui succéderoit, seroit d'une valeur beaucoup plus grande que celui de l'année précédente. Mais il n'y a point de pays où le produit total annuel soit employé à faire vivre les gens laborieux & industrieux. Les fainéans en consomment par-tout une grande partie; & selon les différentes proportions, dans lesquelles il se répartit annuellement entre ces deux classes d'hommes, il faut que sa valeur ordinaire ou moyenne croisse annuellement, ou qu'elle diminue, ou qu'elle reste la même d'une année à l'autre.

## C H A P I T R E VII.

*Du prix du marché & du prix naturel  
des marchandises.*

**I**L y a dans chaque société ou arrondissement, un taux ordinaire & moyen du salaire & du profit pour les différens emplois du travail & des fonds. Ce taux est naturellement réglé, comme je le montrerai ci-après, en partie par les circonstances générales où se trouve la société, par ses richesses ou sa pauvreté, son état progressif, stationnaire ou rétrograde; & en partie par la nature particulière de chacun de ces emplois.

Il y a de même dans chaque société ou arrondissement, un taux de rente moyen ou ordinaire, qui est aussi réglé, comme je le montrerai ci-après, en partie par les circonstances générales où se trouve la société, ou l'arrondissement dans lequel est située la terre; & en partie par la fertilité naturelle ou acquise du sol.

Ces taux ordinaires ou moyens peuvent être nommés les taux naturels du

salairé, du profit & de la rente, dans le tems & le lieu où ils prévalent communément.

Lorsque le prix d'une marchandise n'est ni plus ni moins que ce qu'il faut pour payer, selon leurs taux naturels, la rente de la terre, le salaire du travail, & le profit des fonds employés à sa production, sa préparation & son transport au marché, la marchandise se vend alors ce qu'on peut appeller son prix naturel.

Elle se vend précisément ce qu'elle vaut ou ce qu'elle coûte à la personne qui la met en vente. Car quoique dans le langage ordinaire, ce qu'on nomme le premier coût d'une marchandise, ne renferme pas le profit de celui qui doit la vendre ensuite, cependant s'il la vend un prix qui ne lui rapporte pas le profit qu'on y fait ordinairement dans son voisinage, il perd évidemment à ce commerce, puisqu'en employant ses fonds dans un autre, il auroit pu faire ce profit. D'ailleurs son profit est son revenu & le fonds de sa subsistance. Comme il a avancé à ses ouvriers leur salaire & leur subsistance, il s'est avancé aussi la sienne, qui est généralement proportionnée au profit qu'il peut attendre de la vente de ses

marchandises. A moins donc qu'il n'en retire ce profit, on peut dire très-proprement qu'elles ne lui rapportent pas ce qu'elles lui coûtent réellement..

Ainsi quoique le prix que lui laisse ce profit, ne soit pas toujours le plus bas auquel un marchand peut vendre quelquefois ses marchandises, il est le plus bas auquel il puisse les vendre habituellement & un long tems de suite, au moins s'il habite un pays où régne une pleine liberté, & où il puisse changer de commerce quand il voudra.

Le prix actuel que se vend une marchandise, est appelé le prix du marché; il peut être plus fort, ou plus faible, ou exactement le même que son prix naturel.

Le prix du marché, pour chaque marchandise particulière, est réglé par la proportion entre la quantité qu'on en apporte au marché, & celle qu'en demandent les gens qui veulent en payer le prix naturel, c'est-à-dire, toute la valeur de la rente, du travail & du profit qui doivent être payés pour qu'elle vienne au marché. On peut appeler ceux qui veulent en donner le prix, des demandeurs effectifs, & leur demande, une demande effective, puis



qu'elle suffit pour que la marchandise soit mise en vente. La demande absolue est différente. Un homme pauvre aura beau demander un carrosse à six chevaux, & desirer d'en avoir un, jamais on ne mettra de carrosse & de chevaux en vente pour le contenter. Sa demande n'est donc pas une demande effective.

Lorsque la quantité d'une marchandise qu'on apporte au marché, est au dessous de la demande effective, il n'y en aura point assez pour fournir aux besoins de tous ceux qui sont résolus de payer toute la valeur de la rente, du salaire & du profit qui doivent être payés pour qu'elle y vienne. Plutôt que de s'en passer entièrement, quelques-uns des demandeurs en offriront davantage. Dès ce moment il s'établira parmi eux une concurrence, & le prix du marché s'élèvera plus ou moins, selon que la grandeur du *deficit* augmentera plus ou moins l'ardeur des compétiteurs. Ce même *deficit* occasionnera généralement plus ou moins de chaleur dans la concurrence, selon que l'acquisition de la marchandise sera plus ou moins importante pour les compétiteurs. De là le prix exorbitant des

choses nécessaires à la vie durant le blocus d'une ville ou dans une famine.

Lorsque la quantité qu'on apporte au marché, est au dessus de la demande effective, on ne peut vendre le tout à ceux qui sont disposés à en payer le prix naturel, ou toute la valeur de la rente, &c. Il faut en vendre une partie à ceux qui en offrent moins, & le bas prix qu'ils en donnent fait nécessairement une réduction sur le prix du tout. Le prix du marché baissera plus ou moins au dessous du prix naturel, selon que la grandeur du surabondant augmentera plus ou moins la concurrence des vendeurs, ou selon qu'il sera plus ou moins important pour eux de se défaire de la marchandise. La même surabondance dans l'importation des marchandises qui peuvent se gâter & se perdre, comme les oranges, occasionnera une concurrence bien plus animée que ne le feront celles qui sont durables, comme la ferraille.

Si la quantité portée au marché suffit juste pour fournir à la demande effective, & rien de plus, le prix du marché sera exactement le même que le prix naturel, ou il en approchera le plus près possible, autant qu'on en peut

juger. Toute la quantité qu'il y en a, peut être vendue à ce prix, & pas plus cher. La concurrence des vendeurs les oblige à la donner pour cela, & non pour moins.

La quantité de chaque marchandise apportée au marché, se met naturellement de niveau avec la demande effective. Tous ceux qui emploient leur terre, leur travail & leurs fonds, sont intéressés à ce qu'elle n'excede pas cette proportion; & tous les autres sont intéressés à ce qu'elle y arrive toujours.

Si en certain tems elle excède la demande effective, quelques-unes des parties constituant de son prix seront nécessairement payées au dessous de leur taux naturel. Si c'est la rente, l'intérêt des propriétaires leur fera faire aussi-tôt un autre emploi d'une partie de leurs terres; & si c'est le salaire ou le profit, les ouvriers & ceux qui les mettent en œuvre, feront un autre emploi d'une partie de leur travail & de leur fonds. La quantité qu'on en apportera au marché, ne sera bientôt plus que suffisante pour répondre à la demande effective; toutes les différentes parties de son prix remonteront à leur taux naturel, & le prix total à son prix naturel.

Si au contraire la quantité portée au marché se trouve moindre que la demande effective, quelques parties constituant de son prix s'élèveront au dessus de leur taux naturel. Si c'est la rente, l'intérêt de tous les autres propriétaires leur fera consacrer plus de terre à la culture de cette production; si c'est le salaire ou le profit, on y mettra plus de travail & plus de fonds. La quantité qu'on en portera au marché, suffira bientôt pour satisfaire à la demande effective. Toutes les différentes parties du prix de la marchandise descendront bientôt à leur taux naturel, & tout le prix reviendra à son prix naturel.

Ainsi le prix naturel est, pour ainsi dire, le prix central vers lequel gravitent continuellement les prix de toutes les marchandises. Divers accidens peuvent les tenir quelquefois suspendus assez haut au dessus de ce prix, & les faire descendre même quelquefois un peu plus bas. Mais quels que soient les obstacles qui les empêchent de s'établir dans ce centre de repos & de stabilité, elles tendent constamment à s'y mettre.

C'est ainsi que la quantité totale de

l'industrie annuellement employée pour qu'une marchandise arrive au marché, se proportionne naturellement à la demande effective. Elle vise naturellement à garnir toujours le marché de la quantité précise qu'il faut, & pas au-delà de ce qu'il faut, pour fournir à cette demande.

Mais il y a certaines applications de l'industrie qui, avec la même quantité de travail, ne produisent pas tous les ans la même quantité de marchandises : & il y en a certaines où elle produit autant ou presque autant une année que l'autre. Le même nombre d'ouvriers dans l'agriculture produira dans différentes années des quantités fort différentes de bled, de vin, d'huile, d'houblon, &c. Mais le même nombre de fileuses ou de tisserands produit chaque année la même, ou à très-peu de chose près, la même quantité de toile & d'étoffe de laine. Dans la première espèce d'industrie, le produit moyen ou pris année commune, peut seul répondre en quelque sorte à la demande effective ; & comme son produit annuel est souvent beaucoup plus grand ou beaucoup moindre que son produit pris année commune, la quantité de marchan-

dites dont elle garnira le marché, sera quelquefois bien surabondante, & quelquefois bien inférieure à la demande. Ainsi quand même cette demande n'augmenteroit & ne diminueroit jamais, le prix du marché sera sujet à de grandes vicissitudes, & on le verra tantôt bien au dessus, tantôt bien au dessous du prix naturel. Dans l'autre espèce d'industrie, le produit des quantités égales de travail étant toujours le même, ou très-peu s'en faut, il peut être plus exactement proportionné à la demande effective. Ainsi, tandis que cette demande reste la même, le prix du marché ne changera pas, & il continuera d'être ou entièrement le même que le prix naturel, ou d'en être à la plus grande proximité dont on puisse juger. Chacun fait par expérience, que le prix des toiles & des étoffes de laine n'est pas sujet à d'aussi grandes variations que celui du bled. Le prix de cette espèce de marchandises varie seulement comme la demande; le prix de l'autre espèce, outre ces variations, en éprouve encore de beaucoup plus grandes & de beaucoup plus fréquentes dans la quantité qu'on porte au marché pour fournir à la demande.

Les vicissitudes accidentelles & passageres d'une marchandise dans le prix du marché, tombent principalement sur les parties de son prix qui se résolvent en salaire & en profit. Cette partie qui se résout en rente, n'en est point affectée. Elles n'affectent nullement une rente certaine en argent dont elles ne changent en rien, ni le taux, ni la valeur. Une rente qui consiste dans une certaine proportion ou dans une certaine quantité du produit brut, est sans doute affectée dans sa valeur annuelle, par toutes les variations passageres & accidentelles qui arrivent au prix que ce produit brut se vend au marché. Mais elles l'affectent rarement dans son taux annuel. Quand il s'agit de dresser les articles d'un bail, le propriétaire & le fermier ont grand soin de fixer ce taux, non au prix passager & accidentel, mais au prix moyen & ordinaire de ce produit.

Ces variations affectent tant la valeur que le taux du salaire ou du profit, selon que le marché est dégarni ou surchargé de marchandise ou de travail, d'ouvrage fait ou d'ouvrage à faire; un deuil public fait monter le prix des étoffes noires (dont le mar-

ché est presque toujours mal fourni dans ces occasions ), & il augmente les profits des marchands qui en ont en quantité. Il n'a point d'effet sur le salaire des tisserands ; le marché est mal fourni de marchandises & non de travail, d'ouvrage fait, & non d'ouvrage à faire. Il fait hauffer le salaire des journaliers tailleurs ; c'est qu'à cet égard, le marché est mal fourni de travail, parce qu'il y a une demande effective de travail pour plus d'ouvrage à faire qu'on n'en peut avoir. Il fait baïsser le prix des soies & des étoffes de couleur, & par conséquent les profits des marchands qui en ont beaucoup dans leurs magasins. Il fait baïsser aussi le salaire des ouvriers employés à préparer ces marchandises, dont la demande est arrêtée pour six mois, & même pour un an : c'est qu'à cet égard, le marché est surchargé de marchandises & de travail.

Mais quoique le prix du marché pour chaque marchandise particulière grave, pour ainsi dire, continuellement de cette manière vers le prix naturel, cependant des accidens particuliers, des causes naturelles & des réglemens de police peuvent tenir long-tems le prix



le marché assez au dessus du prix naturel.

Quand le prix d'une marchandise particulière s'élève sensiblement au dessus du prix naturel en conséquence d'une augmentation dans la demande effective , ceux qui employent leurs fonds à fournir ce marché , ont généralement grand soin de cacher ce changement. S'il étoit public, la grandeur de leurs profits leur fusciteroit tant de rivaux qui feroient tentés de faire le même usage de leurs fonds , que la demande étant complètement remplie , le prix du marché descendroit bientôt au niveau , & peut-être même pour quelque tems au dessous du prix naturel. Si le marché est à une grande distance de la résidence de ceux qui le fournissent , ils peuvent quelquefois garder ce secret plusieurs années de suite , & jouir long-tems de leurs profits extraordinaires , sans avoir plus de rivaux. Cependant il faut convenir que des secrets de cette nature ne peuvent guere se garder long-tems , & le bénéfice extraordinaire cesse bientôt dès qu'ils sont divulgués.

On garde mieux les secrets d'une manufacture. Un teinturier , qui a trouvé

le moyen de faire une couleur avec des matieres qui ne lui coûtent que la moitié de celles dont on se sert communément pour la faire, peut, avec une bonne conduite, conserver toute sa vie l'avantage de sa découverte, & le transmettre même à sa postérité. Ses gains extraordinaires viennent du haut prix de son travail particulier. Ils consistent proprement dans le fort salaire de ce travail. Mais comme ils se répètent sur chaque partie de ses fonds, & que, par cette raison, il y a toujours une proportion régulière entre leur montant & ses fonds, on les regarde communément comme des profits extraordinaires des fonds.

Ces renchérissemens du prix du marché sont évidemment les effets d'accidens particuliers, dont cependant l'influence peut quelquefois durer plusieurs années de suite.

Quelques productions naturelles demandent une telle singularité de sol & de situation, que tout le terrain qui leur est propre dans un grand pays, ne peut suffire à la demande effective. Toute la quantité qui en vient au marché, peut donc être livrée à ceux qui en offrent au-delà de ce qu'il faut pour

payer la rente de la terre où elles naissent, le salaire du travail & les profits des fonds employés, selon leurs taux naturels, à les préparer & à les faire venir au marché. Ces sortes de marchandises peuvent continuer de se vendre un haut prix durant des siècles, & la partie de leur prix qui se résout en rente de la terre est généralement, dans ce cas, celle qui se paye au dessus de son taux naturel. La rente de la terre qui donne ces productions singulières & estimées, par exemple, la rente de certains vignobles de France, privilégiés par le sol & la situation, n'a aucune proportion avec la rente des autres terres du voisinage également fertiles & également bien cultivées. Le salaire du travail & les profits des fonds employés à ce genre, gardent au contraire leur proportion naturelle avec ceux des autres emplois du travail & des fonds dans le voisinage.

Cette cherté du prix du marché est évidemment l'effet de causes naturelles qui peuvent toujours empêcher que la demande effective soit pleinement satisfaite, & dont l'influence peut par conséquent toujours durer.

Le monopole accordé, soit à un in-

dividu , soit à une compagnie commerçante , a le même effet qu'un secret dans le commerce ou dans les manufactures. Les monopoleurs tiennent le marché constamment dégarni ; la demande effective n'étant jamais pleinement satisfaite , ils vendent leurs marchandises beaucoup au dessus de leur prix naturel ; & , soit que leurs émolumens consistent en salaire ou en profits ils les portent bien au-delà de leur taux naturel.

Le prix du monopole est en tout tems le plus haut qu'on puisse gagner. Le prix naturel , au contraire , ou le prix de la concurrence libre , est le plus bas qu'on puisse prendre , non en toute occasion , mais pendant un long tems de suite. L'un est le plus cher qu'on puisse avoir en pressurant les acheteurs , ou le plus fort qu'on suppose qu'ils voudront en donner ; l'autre est le plus médiocre dont les vendeurs puissent se contenter ordinairement , pour demeurer en état de continuer leur commerce.

Les privileges exclusifs des communautés , les statuts d'apprentissage , & toutes ces loix qui restreignent la concurrence à un plus petit nombre qu'en n'en contiendrait autrement , ont le même

même tendance, quoiqu'à un degré inférieur. Il en résulte une sorte de monopole étendu, qui souvent durant des siècles, & dans des classes entières d'industrie, peut tenir le prix du marché de certaines marchandises particulières au dessus du prix naturel, & donner constamment au salaire du travail & aux profits des fonds qu'on y emploie, quelque supériorité sur leurs taux naturels.

Ces surhaussemens du prix du marché peuvent subsister aussi long-tems que les réglemens de police qui les occasionnent.

Quoique le prix du marché d'une marchandise particulière puisse être long-tems au dessus du prix naturel, il ne peut rester long-tems au dessous. Sur quelque partie de ce dernier prix que la diminution tombât, les personnes dont l'intérêt en seroit lésé, sentiroient sur le champ la perte, & retireroient bien vite d'un emploi ruineux tant de terre, ou tant de travail, ou tant de fonds que la quantité de marchandises portées au marché n'excéderoit bientôt plus ce qu'il faudroit pour fournir à la demande effective. Le prix du marché s'éleveroit donc bientôt jusqu'au prix naturel. C'est du moins ce

qui arriveroit où régneroit une parfaite liberté.

Il est vrai que les statuts d'apprentissage, & les autres loix des corporations qui mettent un ouvrier en passe d'élever son salaire assez au dessus de son taux naturel, tandis qu'une manufacture est florissante, l'obligent de le baisser assez considérablement au dessous, lorsqu'elle est sur son déclin. Les mêmes réglemens ou loix qui excluoient beaucoup de gens de sa profession dans le tems de prospérité, l'excluent lui-même ensuite de beaucoup de métiers. L'effet de ces fortes de réglemens n'est cependant pas à beaucoup près si durable dans le rabais que dans le surhaussement du salaire de l'ouvrier. Le surhaussement peut durer des siècles; au lieu que le rabais ne peut durer que la vie des ouvriers. Eux morts, le nombre de ceux qui seront élevés dans le même métier, se proportionnera naturellement à la demande effective. Une police qui tiendrait pendant plusieurs générations le salaire du travail, ou les profits des fonds employés dans une profession particulière, au dessous de leurs taux naturels, seroit aussi violente que celle de l'Indostan & de l'ancien-

ne Egypte , où chacun étoit obligé par principe de religion à fuivre la profession de son pere , & où l'on supposoit qu'il ne pouvoit en changer sans commettre un horrible sacrilege.

C'est là tout ce que je crois nécessaire de remarquer pour le présent , touchant les déviations accidentelles ou permanentes , par lesquelles le prix du marché s'éloigne du prix naturel.

Le prix naturel varie lui-même avec le taux naturel des parties qui le composent , c'est-à-dire , avec le taux naturel du salaire , du profit & de la rente ; & ce taux varie dans chaque société selon la condition où elle se trouve , selon ses richesses ou sa pauvreté , & selon son état progressif , stationnaire ou rétrograde. Je tâcherai d'expliquer aussi pleinement & aussi clairement qu'il me sera possible , dans les quatre chapitres suivans , les causes de ces différentes variations.

D'abord je tâcherai de faire voir quelles sont les circonstances qui déterminent naturellement le taux du salaire , & de quelle manière les richesses , la pauvreté , les progrès , l'état stationnaire ou le déclin de la société influent sur elles.

Secondement , j'examinerai quelles

sont les circonstances qui déterminent le taux du profit, & comment ces variations dans l'état de la société influent sur elles.

Quoique les salaires & les profits pécuniaires soyent fort différens dans les divers emplois du travail & des fonds, il semble pourtant qu'il s'établisse une certaine proportion entre le salaire en argent dans tous les différens emplois du travail, & les profits en argent dans tous les différens emplois des fonds. Cette proportion, comme on le verra ci-après, dépend en partie de la nature de ces différens emplois, & en partie des loix & de la police de la société où ils se font. Mais quoique dépendans à bien des égards des loix & de la police, cette proportion paroît peu dérangée par les richesses ou la pauvreté, par les progrès, l'état permanent ou la décadence de la société; causes qui ne l'empêchent pas d'être tout-à-fait ou à-peu-près la même.

Je tâcherai, en troisième lieu, de développer toutes les diverses circonstances qui reglent cette proportion.

Enfin je tâcherai de montrer quelles sont les circonstances qui reglent la rente de la terre, & qui haussent ou baissent



DES NATIONS. Liv. I. Chap. VIII. 125  
sent le prix réel de toutes les substances  
qu'elle produit.

---

## CHAPITRE VIII.

### *Du salaire du travail.*

**L**E produit du travail constitue la récompense naturelle ou le salaire du travail.

Dans l'état primitif qui précède l'appropriation des terres & l'accumulation des fonds, tout le produit du travail appartient à l'ouvrier. Il n'a ni propriétaire ni maître qui le partage avec lui.

Si cet état eût continué, le salaire du travail auroit augmenté à mesure que ses facultés productives auroient acquis la perfection qu'amène la division du travail. Toutes choses seroient devenues par degré meilleur marché. Elles auroient été produites par une moindre quantité de travail ; &, comme les marchandises produites par d'égales quantités de travail se seroient naturellement échangées l'une contre l'autre, il est clair qu'elles auroient été achetées meilleur marché.

Mais quoique tout fût devenu réellement meilleur marché, certaines choses auroient pu devenir en apparence plus chères qu'auparavant. Supposons, par exemple, que dans la plupart des genres d'industrie les facultés productives du travail eussent acquis dix fois plus de perfection, & qu'en un jour on eût fait ce qui étoit d'abord l'ouvrage de dix jours, tandis que dans un genre particulier d'industrie ces mêmes facultés n'ayant acquis que le double de perfection, n'auroient expédié en un jour que ce qui étoit auparavant l'ouvrage de deux. Pour ce dernier ouvrage on auroit eu ce qui avoit été originellement l'ouvrage de dix jours dans d'autres especes d'industrie. Une quantité particuliere, comme une livre pesant de l'ouvrage fait simplement une fois plus vite, auroit donc paru cinq fois plus chere qu'auparavant. Cependant elle eût été réellement deux fois meilleur marché; car quoiqu'il eût fallu cinq fois autant d'autres marchandises pour l'acheter, elle n'auroit coûté réellement que la moitié du travail qu'elle coûtoit d'abord, & par conséquent l'acquisition en auroit été une fois plus aisée qu'elle ne l'étoit auparavant.

Mais cet état primitif où l'ouvrier jouissoit de tout le fruit de son travail, n'a pu durer long-tems au-delà de la première introduction de la propriété des terres & de l'accumulation des fonds. Il n'existoit donc plus bien avant qu'il se fît des améliorations considérables dans les facultés productives du travail, & ce seroit peine perdue que de pousser plus loin la recherche des effets qu'il auroit pu avoir sur la récompense ou le salaire du travail.

Dès que la terre appartient exclusivement à quelqu'un, le propriétaire veut avoir sa part du produit que le cultivateur ou l'ouvrier peut en tirer. Sa rente fait la première déduction sur le produit du travail employé dans la culture ou l'exploitation.

Il arrive rarement que la personne qui cultive la terre ait de quoi vivre de son propre fonds jusqu'à la moisson. Sa subsistance lui est généralement avancée des fonds d'un maître, des fonds du fermier qui l'emploie & qui n'auroit point d'intérêt à l'employer, s'il ne devoit partager avec lui le produit de son travail, ou si ses fonds ne devoient lui rentrer avec un profit. Ce profit est une secon-

de déduction à faire sur le produit du travail employé à la terre.

Le produit de presque tout autre travail, est sujet à la même déduction du profit. Dans tous les arts & manufactures, la plus grande partie des ouvriers a besoin d'un maître qui avance les matieres, leur salaire & leur subsistance jusqu'à ce que l'ouvrage soit fini. Ce maître a part dans le produit de leur travail ou dans la valeur qu'ils ajoutent aux matieres, & c'est dans cette part que consiste son profit.

Un simple ouvrier peut avoir des fonds suffisans pour acheter les matieres qu'il travaille, & ce qui lui est nécessaire pour sa vie & son entretien, jusqu'à ce qu'il ait fini son ouvrage. Il est en même tems l'ouvrier & le maître, & il jouit de tout le produit de son travail, ou de toute la valeur qu'il ajoute aux matieres. Il a ce qui forme ordinairement deux revenus distincts, appartenans à deux personnes distinctes, les profits des fonds & le salaire du travail.

Ce cas est cependant assez rare, & dans toutes les parties de l'Europe pour un ouvrier qui est indépendant, il y en a vingt qui servent sous un maître ; & par-tout quand on parle du salaire du

ravail, on entend ou l'on suppose deux personnes, l'ouvrier & le propriétaire des fonds qui l'emploie.

Ce qui décide par-tout du salaire ordinaire du travail, c'est le contrat fait ordinairement entre ces deux personnes, dont les intérêts ne sont point du tout les mêmes. Les ouvriers veulent gagner le plus, les maîtres donner le moins qu'il se peut. Ils sont disposés à se liguier les uns pour hauffer, les autres pour baisser le prix du travail.

Il n'est pas difficile de prévoir de quel côté doit rester ordinairement l'avantage, & quelle est celle des deux parties qui forcera l'autre à se soumettre aux conditions qu'elle impose. Les maîtres étant en plus petit nombre, il leur est bien plus facile de s'entendre. D'ailleurs la loi les autorise, ou du moins ne leur défend pas de se liguier, au lieu qu'elle le défend aux ouvriers. Nous n'avons point d'acte du parlement contre la conspiration de baisser la main-d'œuvre, & nous en avons plusieurs contre celle de la hauffer. Ajoutez que dans ces sortes de disputes, les maîtres peuvent tenir bien plus long-tems. Un propriétaire, un fermier, un maître manufacturier, un marchand, peuvent généra-

lement vivre une année ou deux des fonds qu'ils ont par-devers eux, sans employer un seul ouvrier. La plupart des ouvriers ne pourroient pas subsister une semaine, fort peu l'espace d'un mois, & presque aucun l'espace d'un an sans travailler. A la longue le maître ne peut pas plus se passer de l'ouvrier que l'ouvrier du maître. Mais le besoin qu'il en a n'est pas si urgent.

Il est rare, dit-on, qu'on entende parler d'une ligue de la part des maîtres, & on parle souvent de celles que font les ouvriers. Mais quiconque imagine là dessus que les maîtres ne s'entendent pas, connoît aussi-peu le monde que le sujet dont il s'agit. Il y a partout une conspiration tacite, mais constante parmi les maîtres, pour que le prix actuel du travail ne monte point. S'écarter de cette loi ou convention tacite, est par-tout l'action d'un faux-frere, & une sorte de tache pour un maître parmi ses voisins & ses égaux. Il est vrai qu'on entend rarement parler de cette ligue, parce qu'elle est d'usage, & qu'elle n'est, pour ainsi dire, que l'état naturel des choses qui ne fait point sensation. Les maîtres se concertent aussi quelquefois pour faire baisser le salaire du travail au dessous de son

prix actuel. Ce projet est conduit dans le plus grand silence & le plus grand secret jusqu'au moment de l'exécution ; & si les ouvriers cedent sans résistance, comme il arrive quelquefois, quoiqu'ils sentent toute la rigueur du coup, le public n'en parle point. Cependant ils opposent souvent une ligue défensive ; & dans certaines occasions, ils n'attendent pas qu'on les provoque ; ils forment d'eux-mêmes une conspiration pour que les maîtres augmentent leur salaire. Les prétextes ordinaires dont ils se servent sont tantôt la cherté des denrées, tantôt la grandeur des profits que les maîtres font sur leur ouvrage. Mais soit que leurs ligues soyent offensives ou défensives, elles font toujours grand bruit. Pour faire décider promptement la question, ils ne manquent jamais de remplir le monde de leurs clameurs, & ils poussent quelquefois la mutinerie jusqu'à la violence & aux outrages les moins pardonnables. Ils sont forcenés, & agissent avec toute la folie & l'extravagance de gens désespérés qui se voient dans l'alternative de mourir de faim, ou d'obtenir sur le champ par la terreur ce qu'ils demandent à leurs maîtres. Ceux-ci, de leur côté, crient

tout aussi haut, & ne cessent d'invoquer le magistrat civil & l'exécution rigoureuse des loix portées avec tant de sévérité contre les complots des domestiques, des ouvriers & des journaliers. En conséquence les ouvriers ne retirent presque jamais aucun avantage de la violence & de ces associations tumultueuses, qui généralement n'aboutissent à rien qu'à la punition & à la ruine des chefs, tant parce que le magistrat civil interpose son autorité, que parce que la plupart des ouvriers sont dans la nécessité de se soumettre pour avoir du pain.

Mais quoique l'avantage doive en général rester du côté des maîtres, il y a néanmoins un certain taux au dessous duquel il paroît impossible de réduire pour un long-tems de suite le salaire ordinaire du travail de l'espece même la plus vile.

Quoiqu'on fasse, il faut toujours qu'un homme vive de son travail, & qu'il en retire de quoi subsister. Il faut même qu'il en retire quelque chose de plus; autrement il seroit impossible à un ouvrier d'élever une famille, & la race de ceux qui n'en élèveroient pas périroit avec la première génération. Sur ce principe, M. Cantillon semble



supposer que la dernière classe d'ouvriers doit gagner par-tout au moins le double de sa subsistance, pour que l'un portant l'autre ils soyent en état d'élever deux enfans, le travail de la femme, à raison du soin qu'elle est obligée de prendre des enfans, n'étant pas estimé au-delà de ce qui suffit pour qu'elle gagne sa propre subsistance. Mais on compte que la moitié des enfans qui naissent, meurt avant d'avoir atteint l'âge viril. Selon ce calcul, il est donc nécessaire que les plus pauvres ouvriers entreprennent l'un portant l'autre d'élever au moins quatre enfans, afin qu'il en reste deux. Or on suppose que la subsistance de quatre enfans est à peu près égale à celle d'un homme. Le même auteur ajoute que le travail d'un esclave valide est apprécié le double de ce qu'il lui faut pour vivre ; & il pense que le travail du dernier artisan ne peut valoir moins que celui d'un esclave. Il résulte au moins de là, que même dans la dernière classe des ouvriers, le travail d'un homme & de sa femme doivent leur produire quelque chose au-delà de leur subsistance pour qu'ils puissent élever une famille. Savoir, si ce produit est dans la proportion assignée par

M. Cantillon, ou dans quelqu'autre; c'est ce que je n'entreprends pas de décider.

Il y a cependant certaines circonstances qui donnent quelquefois un avantage aux ouvriers, & qui les mettent dans le cas de faire monter leur salaire beaucoup au-delà de ce taux, qui est évidemment le plus bas que l'humanité puisse leur accorder.

Lorsque le besoin de gens qui vivent de leur salaire, d'ouvriers, de journaliers, de serviteurs de toute espèce, augmente continuellement dans un pays, lorsque chaque année fournit de l'occupation pour un plus grand nombre d'hommes qu'on n'en avoit employé l'année d'auparavant, les ouvriers n'ont que faire de se liguier pour l'augmentation de leur salaire. La disette de bras occasionne une concurrence parmi les maîtres, qui se disputent les ouvriers, & qui rompent volontairement le pacte naturel entr'eux contre l'accroissement du salaire.

Il est évident qu'on ne peut demander plus de gens vivans de leur salaire, qu'en proportion qu'il y a plus de fonds destinés au paiement de ce salaire. Ces fonds sont de deux sortes, 1°. le reve-

nu qui excède le nécessaire pour la subsistance, 2°. le fonds qui excède le nécessaire pour que le travail des maîtres se soutienne.

Si un propriétaire, un rentier ou un homme pécunieux a plus de revenu qu'il ne croit en avoir besoin pour l'entretien de sa famille, il emploie en tout ou en partie ce surplus à l'entretien d'un ou de plusieurs domestiques. Augmentez ce surplus, il augmentera naturellement le nombre de ceux qui le servent.

Si un ouvrier indépendant tel qu'un tisserand ou un cordonnier a plus de fonds qu'il ne lui en faut pour acheter les matières de son ouvrage & pour vivre jusqu'à ce qu'il le vende, il emploie naturellement un ou deux journaliers de plus, afin de faire un profit sur leur ouvrage. Augmentez ce surplus, il augmentera naturellement le nombre de ses journaliers.

La demande de gens vivans de leur salaire augmente donc nécessairement avec le revenu & les fonds de chaque pays, & ne pourroit peut-être augmenter sans cela. Or l'accroissement du revenu & des fonds est l'accroissement de la richesse nationale. Ainsi on demande d'autant plus d'ouvriers & de domesti-

ques dans une nation qu'elle devient plus riche.

Ce n'est pas la grandeur actuelle de la richesse nationale, mais son accroissement continuél qui occasionne le haussément du salaire. Aussi n'est-ce pas dans les pays les plus riches que le prix du travail est le plus haut, mais dans ceux qui s'enrichissent le plus vite. L'Angleterre est sans doute actuellement un pays beaucoup plus riche qu'aucune partie de l'Amérique septentrionale, & le salaire du travail y est pourtant beaucoup moins haut. Dans la province de la nouvelle Yorck les moindres ouvriers gagnent trois schelings & six sols par jour argent du pays, ce qui est égal à deux schelings sterlings. Les charpentiers de vaisseaux gagnent dix schelings six pences ou deniers par jour, avec une pinte de rum valant six deniers sterl. en tout l'équivalent de six sols six deniers sterl. Les charpentiers en bâtimens & les maçons huit schelings, qui reviennent à quatre sols six deniers sterl. Les garçons tailleurs cinq schelings, c'est-à-dire, environ deux sols dix deniers sterl. Ces prix sont tous au dessus de celui de Londres, & on assure qu'ils ne sont

pas moins hauts dans les autres colonies. Le prix des denrées est d'ailleurs bien plus bas dans l'Amérique septentrionale qu'en Angleterre. On n'y a jamais connu de disette. Si les mauvaises années ont moins fourni pour l'exportation, elles ont toujours fourni suffisamment pour la consommation des colons. Par conséquent, si le prix du travail en argent est supérieur à celui qu'on donne dans la Métropole, son prix réel ou la faculté qu'il donne réellement de se procurer le nécessaire & le commode, doit y être en proportion encore plus grande.

Mais quoique l'Amérique septentrionale ne soit pas si riche que l'Angleterre, elle fait bien plus de progrès & marche bien plus rapidement à une augmentation de richesses. La marque la plus décisive de la prospérité d'un pays est la multiplication de ses habitans. On suppose qu'il ne faut pas moins de cinq cents ans pour en doubler le nombre dans la Grande-Bretagne, & dans la plupart des autres pays de l'Europe. On a trouvé qu'il doubloit en vingt ou vingt-cinq ans dans les colonies angloises de l'Amérique septentrionale; & aujourd'hui ce n'est plus à l'importation continuelle de nou-

veaux habitans , mais à la grandeur de la population qu'elles doivent principalement ce merveilleux accroissement. Les vieillards y voient souvent , dit-on , depuis cinquante jusqu'à cent de leurs descendans , & même davantage. Le travail y est si bien récompensé , qu'une multitude d'enfans , au lieu d'être un fardeau pour le pere & la mere , sont pour eux une source d'opulence & de prospérité. Le travail de chaque enfant , avant de quitter la maison paternelle , est estimé valoir net cent livres sterl. par an. Souvent on y recherche comme un bon parti une jeune veuve qui a quatre ou cinq enfans : c'est-à-dire , une charge en Europe qui dans les rangs moyens & inférieurs , lui laisseroit si peu d'espérance de trouver un second mari. De tous les encouragemens pour le mariage , le plus grand est la valeur des enfans. Nous ne devons donc pas être étonné qu'on se marie généralement fort jeune dans l'Amérique septentrionale. Malgré la nombreuse population qui est la suite de ces mariages contractés de bonne heure , on s'y plaint continuellement de manquer de bras. Ils ne peuvent trouver , ce semble , assez vite des ouvriers

à employer, tant croissent rapidement le besoin qu'ils en ont & les fonds destinés à leur salaire.

Quoiqu'il y ait de grandes richesses dans un pays, s'il reste depuis longtemps au même point, il ne faut pas s'attendre que le salaire du travail y soit fort haut. Les fonds destinés à le payer, le revenu & le capital des habitans peuvent être très-considérables; mais s'ils ont eu depuis plusieurs siècles la même, ou à-peu-près la même étendue, le nombre des ouvriers employés chaque année peut fournir & au-delà ce qu'il faut d'ouvriers pour l'année suivante. Rarement y manquera-t-on de bras, & rarement les maîtres seront obligés de mettre l'enchere pour en avoir. Dans ce cas, au contraire, les bras se multiplieront naturellement au-delà de l'ouvrage à faire, & les ouvriers seront obligés de se louer au rabais. Si dans un tel pays le salaire du travail a jamais été plus que suffisant pour l'entretien d'un ouvrier, & l'éducation de sa famille, soyez sûr que la concurrence des ouvriers & l'intérêt des maîtres, l'aura bientôt réduit au taux le plus bas qui soit compatible avec la simple humanité. La Chine a

été long tems un des plus riches pays, c'est-à-dire, un des plus fertiles, des mieux cultivés, des plus industrieux & des plus peuplés. Il semble en même tems qu'elle est restée pendant des siècles au même point. Marc Paul qui l'a vue il y a cinq cents ans, parle de sa culture, de son industrie & de sa population, presque dans les mêmes termes que les voyageurs de nos jours. Peut-être étoit-elle déjà depuis long tems parvenue à cette plénitude de richesses que comporte la nature de ses loix & de ses institutions. Les récits des voyageurs, qui se contredisent en bien d'autres articles, conviennent tous du bas prix du salaire à la Chine, & de la difficulté qu'y trouve un ouvrier d'élever une famille. Si en remuant la terre toute une journée, il peut gagner de quoi acheter le soir une petite quantité de riz, il est content. La condition des artisans y est encore pire, s'il est possible. Au lieu d'attendre nonchalamment dans leurs maisons qu'on vienne leur commander de l'ouvrage, comme il se pratique en Europe, ils courent perpétuellement les rues avec les outils de leurs métiers dans les mains, offrant leur service,



& mendiant, pour ainsi dire, de l'emploi. La pauvreté des derniers rangs du peuple à la Chine, surpasse de bien loin celle des plus misérables nations de l'Europe. On dit que dans le voisinage de Kanton, plusieurs centaines, plusieurs milliers de familles n'ont point d'habitation sur la terre, mais qu'elles passent leur vie dans de petits bateaux de pêcheurs, sur les rivières & les canaux. Ils ont tant de peine à trouver de quoi subsister, qu'ils pêchent avec empressement les plus sales tripailles qu'un vaisseau d'Europe jette dans la mer. Une charogne, un chien ou un chat mort, quoique puant & à demi-pourri, leur fait autant de plaisir que la nourriture la plus saine en fait ailleurs. Le mariage à la Chine est encouragé non par le profit que rapportent les enfans, mais par la liberté de les détruire. Dans toutes les grandes villes on trouve chaque nuit plusieurs enfans exposés dans les rues, ou noyés, comme de petits chiens. On dit même que cette horrible fonction fait un métier particulier & avoué, par lequel certaines gens gagnent leur vie.

Cependant il ne paroît pas que la Chine soit encore rétrograde. Ses villes

ne font nulle part abandonnées par leurs habitans. Les terres une fois cultivées n'y font point négligées : il faut donc que l'on continue d'y faire annuellement le même ou à-peu-près le même travail, & que les fonds destinés à le maintenir ne foyent par conséquent pas sensiblement diminués. Ainsi, malgré la peine que les ouvriers de la dernière classe ont à subsister, il faut que de maniere ou d'autres ils aient trouvé moyen de perpétuer leur race au point que leur nombre n'ait point souffert de diminution.

Il en feroit autrement dans un pays où les fonds destinés à maintenir le travail éprouveroient une décadence sensible. Chaque année on demanderoit moins de serviteurs & d'ouvriers dans tous les genres, qu'on n'en demandoit l'année d'auparavant. Une partie de ceux qui auroient été élevés dans les classes supérieures n'y trouvant plus de quoi travailler, chercheroient à gagner leur vie dans les inférieures. Celles-ci furchargées non-seulement de leurs propres ouvriers, mais de ceux des autres classes qui auroient reflué chez elles, regorgeroient de monde, & la concurrence y deviendrait si grande,

que le salaire seroit réduit à la plus chétive & la plus misérable subsistance de l'ouvrier. Plusieurs même ne pourroient se la procurer, faute d'emploi, cette misérable subsistance, & ils mourroient de faim, ou n'auroient d'autre ressource que celle de mendier, ou de commettre les plus grands crimes. Le besoin, la famine, la mortalité, se jetteroient aussi-tôt dans la classe la plus pauvre, & de là s'étendroient à toutes les classes supérieures, jusqu'à ce que le nombre des habitans fût réduit à ce qui pourroit subsister aisément du restant du revenu & des fonds échappés aux calamités ou à la tyrannie qui auroit détruit le reste. Tel est à-peu-près l'état présent du Bengale, & de quelques autres établissemens Anglois dans les Indes orientales. Quand on voit mourir de faim trois ou quatre cents mille personnes en un an dans un pays fertile, qui a été déjà fort dépeuplé, & où par conséquent il ne doit pas être fort difficile de subsister, on peut conclure hardiment que les fonds destinés à la subsistance des pauvres ouvriers suivent une décadence rapide. L'état de l'Amérique septentrionale & des Indes orientales, est peut-être ce qu'il y

a de plus propre à faire sentir la différence entre le génie de la constitution angloise protégeant & gouvernant le premier de ces deux pays, & le génie d'une compagnie mercantile opprimant & tyrannifiant l'autre.

La récompense libérale du travail est donc en même tems l'effet & le symptôme naturel de l'accroissement de la richesse nationale. D'un autre côté, quand les ouvriers ont de la peine à vivre, c'est signe que les choses restent comme elles sont; & quand ils meurent de faim, c'est signe qu'elles vont à grands pas à leur ruine.

Il paroît aujourd'hui que le salaire du travail dans la Grande-Bretagne est quelque chose de mieux que ce qu'il faut précisément pour mettre l'ouvrier en état d'élever une famille. Pour nous en convaincre, il est inutile de chercher par un calcul ennuyeux ou douteux, quelle est la moindre somme nécessaire à cet effet. Il y a plusieurs symptômes clairs que parmi nous le prix du travail n'est réglé nulle part sur le taux le plus bas qui soit compatible avec l'humanité ordinaire.

1°. Il y a presque par-tout dans la Grande-Bretagne une distinction entre

le salaire d'été & celui d'hyver , même pour le travail de la dernière espèce. Le salaire d'été est toujours plus fort : mais à raison de la dépense extraordinaire du chauffage, l'entretien d'une famille coûte davantage en hyver : ainsi le salaire étant plus fort lorsque la dépense est plus faible , il paroît évident qu'il ne se règle point sur ce qui est nécessaire à cette dépense , mais sur la quantité ou la valeur supposée de l'ouvrage. On peut dire, à la vérité, qu'un ouvrier doit épargner une partie de ce qu'il gagne l'été pour payer la dépense en hyver , & qu'en toute l'année il ne gagne pas au-delà de ce qui est nécessaire pour entretenir sa famille , pendant l'année entière. Cependant nous ne traiterions pas de cette manière un esclave , ou tout autre , qui dépendroit absolument de nous : sa subsistance journalière seroit proportionnée à ses besoins journaliers.

2°. Le salaire du travail ne varie point chez nous avec le prix des vivres. Celui-ci varie par-tout d'une année à l'autre , & souvent d'un mois à l'autre : mais il y a beaucoup d'endroits où le prix du travail en argent reste le même cinquante ans de suite. Si dans ces endroits les pauvres qui travaillent,

peuvent entretenir leurs familles dans les années chères, ils doivent être à leur aise quand les années ne sont pas mauvaises, & dans l'abondance quand elles sont très-bonnes. La cherté des vivres durant les dix dernières années n'a point été accompagnée, dans la plus grande partie du royaume, d'une augmentation sensible dans le prix du travail en argent. Il est bien augmenté en certains endroits; mais probablement ce changement vient plutôt, de ce qu'on demandoit plus de travail, que de ce que les vivres étoient plus chers.

3°. Si, d'une année à l'autre, le prix des vivres est plus variable que celui du travail, d'un autre côté, le prix du travail varie plus d'un endroit à l'autre, que celui des vivres. Les prix du pain & de la viande de boucherie, sont les mêmes dans la plus grande partie des trois royaumes. Ces denrées & beaucoup d'autres, qui se vendent en détail, parce que les pauvres qui travaillent n'achètent qu'en détail, sont généralement à aussi bon ou à meilleur marché dans les grandes villes que dans les parties reculées du pays, & cela pour des raisons que j'aurai occasion d'expliquer dans la suite. Mais le

alaire du travail dans une grande ville & son voisinage, est souvent plus fort qu'une quatrième ou d'une cinquième partie, de vingt à vingt-cinq pour cent, qu'il ne l'est à quelques milles de distance. Dix-huit pences ou deniers par jour peuvent être regardés comme le prix commun du travail à Londres, & dans ses environs. A quelques milles de distance, il n'est que de quatorze ou quinze pences; à Edimbourg, il n'est que de dix; & à quelques milles de là, il n'est plus que de huit, ainsi que dans la plus grande partie de la basse-Ecosse, où il ne varie pas tant qu'en Angleterre. Une telle différence de prix, qui ne paroît pas toujours suffire pour transporter un homme d'une paroisse à l'autre, occasionneroit nécessairement à l'égard des marchandises, même les plus volumineuses, un transport si considérable, non-seulement d'une paroisse à l'autre, mais d'un bout du royaume, & presque d'un bout du monde à l'autre, qu'elle s'évanouiroit bientôt, c'est-à-dire, que les prix se mettroient bientôt plus de niveau. Après tout ce qui s'est dit de la légèreté & de l'inconstance de la na-

ture humaine, il paroît évidemment par l'expérience, que de toutes les especes de bagage, l'homme est le plus difficile à transporter. Si donc les pauvres qui travaillent, peuvent entretenir leurs familles dans les parties du royaume où le travail est le plus bas, ils doivent vivre dans l'abondance où il est le plus haut.

4°. Non-seulement les variations dans le prix du travail ne correspondent point, soit pour le tems, soit pour le lieu, avec celles qui arrivent dans le prix des vivres, mais elles sont souvent absolument opposées.

Le grain, qui est la nourriture du simple peuple, est plus cher en Ecosse qu'en Angleterre, d'où l'Ecosse en reçoit presque tous les ans d'abondantes provisions. Mais le bled d'Angleterre doit être vendu plus cher en Ecosse où il est importé, qu'en Angleterre d'où il est exporté, & en proportion de sa qualité, il ne peut y être vendu plus cher que le bled d'Ecosse même. La qualité du grain dépend principalement de la quantité de fleur de farine qu'il rend au moulin; & à cet égard, celui d'Angleterre est tellement supérieur à celui d'Ecosse, que quoique souvent



plus cher en apparence ou en proportion de son volume, il est en général meilleur marché dans la réalité, c'est-à-dire, en proportion de sa qualité, ou même de son poids. Le prix du travail, au contraire, est plus cher en Angleterre qu'en Ecosse. Par conséquent, si le pauvre qui travaille en Ecosse peut y entretenir une famille, il doit être à son aise en Angleterre. Il est vrai que le gruau fournit aux gens du peuple, en Ecosse, la plus grande & la meilleure partie de leur nourriture, qui généralement est fort inférieure à celle de leurs voisins les Anglois du même rang. Cette différence dans leur manière de vivre n'est pourtant pas la cause, mais l'effet de l'inégalité de leur salaire, quoique par une étrange méprise, je l'aye souvent entendu donner comme en étant la cause. Ce n'est point parce qu'un homme a un carrosse, tandis que son voisin va à pied, que l'un est riche, & l'autre pauvre : mais c'est parce que l'un est riche, qu'il a un carrosse, & parce que l'autre est pauvre, qu'il va à pied.

Durant le cours du dernier siècle, une année dans l'autre, le grain a été plus cher dans les deux royaumes.

qu'il ne l'a été ce siècle-ci. C'est un fait dont il n'est pas possible de douter raisonnablement aujourd'hui ; & la preuve en est encore plus décisive par rapport à l'Ecosse, que par rapport à l'Angleterre, puisqu'en Ecosse il porte sur le témoignage public d'évaluations faites chaque année, sur ferment, de toutes les différentes sortes de grains, selon l'état actuel des marchés, dans tous les différens comtés. Si une preuve aussi directe avoit besoin d'être confirmée par aucune preuve collatérale, j'observerois que la France a été dans le même cas, & probablement aussi la plus grande partie de l'Europe. Quant à la France, nous en avons la plus grande certitude. Mais s'il est certain qu'en Angleterre & en Ecosse, le grain a été un peu plus cher le siècle passé, qu'il ne l'est à présent, il n'est pas moins certain que le travail y étoit meilleur marché ; d'où il suit que les pauvres ouvriers qui pouvoient élever leurs familles dans le dernier siècle, doivent être aujourd'hui plus au large. Ils gagnoient communément en Ecosse six pences par jour, en été, & cinq en hyver. On paye encore en quelques endroits des montagnes & des isles

occidentales d'Ecosse, trois schelings par semaine aux ouvriers ordinaires, ce qui revient presque au même prix. Or, dans la plus grande partie de la Basse-Ecosse le salaire du commun travail est ordinairement de huit pences par jour; il est de dix & quelquefois d'un scheling aux environs d'Edimbourg, dans les comtés limitrophes de l'Angleterre, probablement à cause de ce voisinage, & dans quelques autres lieux où la demande du travail est depuis peu considérablement augmentée, comme aux environs de Glascow, de Carron, l'Air-Shire, &c. Les progrès de l'agriculture, des manufactures & du commerce en Angleterre, ont devancé ceux qu'ils ont faits en Ecosse. La demande du travail, & conséquemment son prix, ont dû nécessairement suivre ces progrès. Aussi dans le dernier siècle, comme dans le nôtre, le salaire du travail étoit plus haut en Angleterre. Il est fort augmenté depuis, quoiqu'on ne puisse dire de combien, parce qu'il a varié davantage en différens lieux. En 1614 la paie d'un fantassin étoit comme à présent, de huit pences par jour. Lors de l'établissement des soldats d'infanterie, elle dut naturellement se

régler sur le salaire commun des ouvriers, qui font la classe d'où ils sont tirés pour l'ordinaire. Le lord chef-justice Hales, qui écrivoit du tems de Charles II, suppute la dépense nécessaire à la famille d'un ouvrier, composée de six personnes, le pere & la mere, deux enfans capables de faire quelque chose, & deux qui ne peuvent rien faire : il met cette dépense à dix schelings par semaine, ou à vingt-six livres sterl. par an. Il suppose que s'ils ne peuvent gagner cette somme, il faut qu'ils mendient, ou qu'ils volent pour suppléer à ce qui s'en manque. Il paroît avoir examiné la chose avec beaucoup de soin. En 1688 M. Gregoire King, dont l'habileté en fait d'arithmétique politique est si vantée par le docteur Davenant, met à quinze livres sterl. par an, le revenu ordinaire des ouvriers & des gens de journée, par chaque famille, qu'il suppose être, l'une portant l'autre, de trois personnes & demie. Son calcul, quoique différent en apparence de celui de Hales, s'y rapporte dans le fond. Ils supposent tous deux que ces familles dépensent par semaine environ vingt pences par

tête. Mais le revenu & la dépense de ces familles, en argent, ont augmenté considérablement depuis ce tems-là dans la plus grande partie du royaume, en quelques endroits plus, en d'autres moins, quoique peut-être nulle part autant que l'ont représenté dernièrement au public certains comptes exagérés du salaire actuel du travail. Il faut observer qu'on ne peut s'assurer au juste, du prix du travail, parce qu'on paye souvent différens prix dans le même endroit & pour la même sorte d'ouvrage, & que cela dépend non-seulement de la capacité des ouvriers, mais encore de la générosité ou de la dureté des maîtres. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de dire ce qu'il est le plus communément où la loi ne le fixe point; & l'expérience semble montrer que la loi ne peut jamais le régler convenablement, quoique souvent elle ait prétendu le faire.

La récompense réelle du travail, ou la quantité réelle des choses nécessaires & commodés qu'il peut procurer à l'ouvrier, est peut-être augmentée durant le cours de notre siècle, en plus grande proportion encore que son prix en argent. On n'a pas seulement le

grain à meilleur marché, mais beaucoup d'autres choses, dont le peuple tire une nourriture agréable & saine. Les pommes de terre, par exemple, ne coûtent pas dans la plus grande partie du royaume, la moitié de ce qu'elles coûtoient il y trente ou quarante ans. On peut dire la même chose des navets, des carottes, des choux, qu'on faisoit venir ci-devant avec la bêche, & qu'on fait venir communément aujourd'hui avec la charrue. Toutes les especes de légumes en général sont à meilleur compte. La plus grande partie des pommes & même des oignons que la Grande-Bretagne consommoit dans le dernier siecle, lui venoient de Flandres. Par les grandes améliorations dans les manufactures de grosse toile & de grosses étoffes de laine, les ouvriers sont mieux habillés & à moins de frais. Par celles qui ont perfectionné les manufactures des métaux les plus grossiers, ils se fournissent d'outils meilleurs & moins chers, aussi-bien que de plusieurs pieces de ménage agréables & commodes. Il y a véritablement sur le savon, le sel, la chandelle, le cuir & les liqueurs fermentées, une augmentation de prix assez forte, qui vient principalement

des taxes qu'on a mises sur ces denrées ; mais la quantité que les ouvriers sont obligés d'en consommer est si petite, que l'accroissement dans leur prix ne balance pas la diminution dans celui de tant d'autres choses. Les plaintes ordinaires, que le luxe gagne jusqu'aux derniers rangs du peuple, & que les pauvres qui travaillent ne se contentent plus aujourd'hui de la nourriture, du vêtement & du logement, dont ils se trouvoient bien autrefois ; ces plaintes peuvent nous convaincre que ce n'est pas seulement le prix du travail en argent qui est augmenté, mais encore sa récompense réelle.

Cette amélioration, dans la condition des dernières classes du peuple, doit-elle être regardée comme un avantage, ou comme un inconvénient pour la société ? La réponse, au premier coup d'œil, paroît toute simple. Les domestiques, les ouvriers & les artisans de toute espèce forment la partie la plus considérable du corps politique. Mais ce qui fait le bien-être de la plus grande partie, ne peut être regardé comme un inconvénient pour le tout. Une société dont la plupart des membres sont pauvres & misérables, ne peut certaine-

ment être florissante & heureuse. D'ailleurs il paroît fort juste que ceux qui nourrissent, qui habillent & qui logent tout le corps du peuple, tirent du produit de leur travail de quoi être eux-mêmes passablement bien nourris, vêtus & logés.

Sans doute que la pauvreté décourage le mariage, mais elle ne l'empêche pas toujours. Elle paroît même être favorable à la génération. Une montagnarde d'Ecosse à demi-affamée, devient souvent mère de vingt enfans, tandis qu'une jolie femme abondamment & délicatement nourrie, est souvent incapable de donner naissance à un seul, ou que généralement elle est épuisée par deux ou trois. La stérilité si fréquente parmi les femmes du beau monde, est fort rare parmi celles d'un état inférieur. Le luxe, en enflammant peut-être la passion pour la jouissance, affoiblit, ce semble, & détruit souvent absolument les facultés génératives.

Mais la pauvreté qui n'empêche pas la génération est extrêmement défavorable à l'éducation des enfans. C'est une tendre plante qui naît, mais elle se dessèche & meurt bientôt dans un terrain si froid & un climat si rigou-



reux. J'ai souvent oui dire qu'il n'étoit pas rare dans les montagnes d'Ecosse qu'une mere qui avoit mis vingt enfans au monde, n'en eût pas deux vivans. Plusieurs officiers d'une grande expérience m'ont assuré que bien loin de trouver dans les enfans de leurs régimens de quoi les recruter, ils n'avoient seulement pas pu y trouver assez de fifres & de tambours. Cependant il est difficile de voir un plus grand nombre de beaux enfans qu'on en voit autour des barraques des soldats. Il paroît que très-peu arrivent à l'âge de treize ou quatorze ans; dans quelques endroits une moitié des enfans meurt avant l'âge de quatre ans; en beaucoup d'autres c'est avant l'âge de sept, & presque par-tout avant celui de neuf ou dix ans. Par-tout cependant cette grande mortalité tombe sur-tout sur les enfans du simple peuple, qui ne peut pas les élever avec le même soin que les gens d'un état plus heureux élèvent les leurs. Quoique les mariages du peuple soyent généralement plus féconds que ceux des gens du monde, il y a en proportion moins de leurs enfans qui viennent à maturité. La mortalité fait encore plus de ravage dans les

hospitaux d'enfans trouvés, & parmi les enfans qui sont à la charité des paroisses.

Toutes les especes d'animaux multiplient naturellement en proportion des moyens de leur subsistance, & elles ne peuvent multiplier au-delà. Mais dans une société civilisée, ce n'est que parmi les rangs inférieurs du peuple que la disette de subsistance peut mettre des limites à la multiplication ultérieure de l'espece humaine; & ces limites, elle ne peut les mettre autrement qu'en détruisant une grande partie des enfans que produit la fécondité de leurs mariages.

La récompense honnête du travail, en leur donnant de quoi mieux pourvoir à leurs enfans, & par conséquent de quoi en élever en plus grand nombre, tend naturellement à reculer & à étendre ces limites. Une chose qui mérite aussi d'être observée, c'est qu'elle le fait en approchant le plus près possible de la proportion qu'exige la demande du travail. Si cette demande va continuellement en croissant, la récompense du travail doit nécessairement encourager le mariage & la multiplication des ouvriers, au point de les mettre

en état d'y fournir, par une population qui croisse aussi continuellement. Si cette récompense étoit moindre qu'elle ne doit être pour cet effet, aussi-tôt le manque de bras la feroit augmenter, & s'il arrivoit qu'elle fût trop forte, l'excessive multiplication des bras la réduiroit bien vite à ce taux nécessaire. Dans un cas le marché seroit tellement dégarni de travail, & dans l'autre il en seroit tellement surchargé, que son prix seroit bientôt forcé de monter ou de descendre à son taux propre, qui est celui qu'exige l'état de la société. C'est ainsi que le besoin ou la demande d'hommes, comme celle de toute autre marchandise, règle nécessairement la production des hommes, qu'elle l'avance lorsqu'elle va trop lentement, & qu'elle l'arrête quand elle va trop vite. C'est cette demande qui détermine l'état de la propagation dans tous les différens pays du monde. Dans l'Amérique septentrionale, en Europe & à la Chine, c'est elle qui hâte si merveilleusement les progrès de la population dans la première, qui les rend lents & graduels dans la seconde, & qui les arrête dans la troisième.

On a dit que le déchet d'un esclave

étoit aux dépens de son maître , & que celui d'un domestique ou serviteur libre étoit à ses propres dépens. Dans le fait , cependant , il n'est pas moins aux dépens du maître que celui de l'esclave. Ce qu'on paye aux journaliers & aux domestiques de toute espèce doit suffire , pour que l'un portant l'autre ils puissent continuer la race des journaliers & des domestiques , selon que la demande qu'en fait la société , croît , diminue ou reste la même. Mais quoique le déchet d'un serviteur libre soit à la charge du maître comme celui d'un esclave , généralement il lui coûte beaucoup moins. Le fonds destiné pour remplacer ou réparer , si je peux parler ainsi , le déchet d'un esclave , est communément administré par un maître ou un surveillant négligent. Celui qui a la même destination par rapport à un homme libre , est administré par l'homme libre. La première administration est sujette aux désordres qui se glissent dans les affaires du riche ; la seconde est naturellement dirigée par la frugalité & l'étroite économie qui président aux affaires du pauvre. Cette différence dans l'administration , en met dans la dépense. Aussi paroît-il , à ce

que je pense, par l'expérience de tous les siècles & de toutes les nations, que l'ouvrage fait par des hommes libres, revient au bout du compte à meilleur marché que celui qui est fait par des esclaves. Cette remarque se vérifie à à Boston même, à New-Yorck & à Philadelphie, où le salaire du travail est si haut.

Concluons que comme la récompense libérale du travail est l'effet de l'accroissement de la richesse, elle est de même la cause de l'accroissement de la population. Se plaindre de ce que les ouvriers sont bien récompensés, c'est se lamenter sur la cause & l'effet nécessaires de la plus grande prospérité publique.

Peut-être n'est-il pas inutile de remarquer, que c'est dans l'état progressif de la société, ou quand elle avance dans l'acquisition des richesses ultérieures, plutôt que dans l'état de repos, ou quand elle n'acquiert plus, que la condition du pauvre qui travaille, c'est-à-dire, du grand corps du peuple, est la plus heureuse & la plus douce. Elle est dure dans l'état stationnaire, & misérable dans l'état de déclin. Le bon tems pour tous les ordres de la société,

est celui qu'elle passe dans l'état progressif. Il est lourd dans l'état stationnaire, & triste dans le rétrograde.

La récompense libérale du travail, en encourageant la propagation, augmente aussi l'industrie du simple peuple. Le salaire du travail excite l'industrie, qui comme toute autre qualité humaine, se perfectionne en proportion de l'encouragement qu'elle reçoit. Une subsistance abondante augmente la force corporelle de l'ouvrier, & le doux espoir d'améliorer sa condition & peut-être de finir ses jours dans l'aisance, l'anime à tirer tout le parti possible de sa vigueur. Aussi voyons-nous que dans les endroits où le salaire est haut, les ouvriers sont plus actifs, plus diligens & plus expéditifs, que dans ceux où il est bas ; qu'ils le sont, par exemple, davantage en Angleterre qu'en Ecosse, dans le voisinage des grandes villes que dans les campagnes éloignées. Il est vrai qu'il y a tels ouvriers, qui pouvant gagner en quatre jours de quoi vivre toute la semaine, feront les trois autres jours à ne rien faire. Mais la plus grande partie ne mérite point ce reproche ; au contraire ceux qu'on paye

bien à la piece, sont sujets à se ruiner en peu d'années la santé & le tempéramment à force de travail. On suppose qu'à Londres & en quelques autres lieux, un charpentier ne peut conserver sa plus grande vigueur au-delà de huit ans. Il arrive quelque chose de semblable dans plusieurs autres métiers, où les ouvriers sont payés à la piece, comme ils le sont généralement dans les manufactures, & même dans les travaux de la campagne, par-tout où ils gagnent plus que le taux ordinaire. Presque toutes les classes d'artisans sont sujettes à quelque maladie particuliere occasionnée par une application excessive à leur genre d'ouvrage. Ramuzini, médecin Italien distingué, a fait un livre exprès sur ces sortes de maladies. Nos soldats ne passent point pour l'espece de gens la plus industrielle qui soit parmi nous : cependant quand on les a employés à quelque travail, & qu'on les a bien payés à la piece, leurs officiers ont été souvent obligés de stipuler de l'entrepreneur, qu'il ne les laisseroit pas gagner par jour au-delà d'une certaine somme, selon le prix qu'il étoit convenu de leur donner par piece. Avant que les

officiers eussent mis cette condition, l'émulation & l'avidité du gain les pouffoient souvent à s'excéder de travail, & leur santé en étoit altérée. L'application excessive durant quatre jours de la semaine, est la plupart du tems la vraie cause de la fainéantise des trois autres jours, dont on se plaint si fréquemment & si haut. Le grand travail, soit de l'esprit, soit du corps, continué plusieurs jours de suite, est naturellement suivi dans la plupart des hommes, d'un grand desir de relâche, qui, s'il n'est contenu par la force ou par quelque nécessité pressante, est presque irrésistible. C'est le cri de la nature qui demande à être foulagée, & qui veut quelquefois non-seulement qu'on lui accorde du repos, mais de la dissipation & de l'amusement. Si on n'a pas cette complaisance pour elle, il en arrive des suites souvent dangereuses, quelquefois fatales, & presque toujours assez fâcheuses, pour que tôt ou tard elles amènent la maladie qui est particulière au métier. Si les maîtres écoutoient toujours la voix de la raison & de l'humanité, ils chercheroient plutôt à modérer qu'à redoubler l'application d'une partie de leurs ouvriers. On



trouvera, je crois, dans toutes les fortes de métier, qu'un homme qui travaille avec assez de ménagement pour travailler constamment, conserve non-seulement sa santé plus long-tems, mais que dans le courant d'une année il fait encore une plus grande quantité d'ouvrage.

On prétend que dans les années où les vivres sont à bon marché, les ouvriers sont généralement plus paresseux, & que dans les années chères ils sont plus laborieux que dans les années ordinaires ; d'où l'on a conclu que l'abondance rallentissoit, & que la disette aiguillonnoit leur industrie. Qu'un peu plus d'abondance puisse rendre certains ouvriers paresseux, on n'en peut douter. Mais qu'elle ait cet effet sur le plus grand nombre, ou que les hommes en général travaillent mieux quand ils sont mal nourris que quand ils le sont bien, quand ils sont abattus que quand ils ont le cœur content, quand ils sont souvent malades que quand ils se portent généralement bien, c'est ce qui n'est pas fort probable. Observez que les années de cherté sont pour les gens du peuple des années de maladie & de mortalité, ce qui ne

peut manquer de diminuer le produit de leur industrie.

Dans les années d'abondance, les serviteurs quittent souvent leurs maîtres, & comptent sur leur industrie pour leur subsistance. Mais le bon marché des vivres, en augmentant les fonds destinés à l'entretien des serviteurs, encourage les maîtres, spécialement les fermiers, à en employer un plus grand nombre. Les fermiers dans ces occasions, attendent plus de profit du bled avec lequel ils nourrissent quelques domestiques de plus, qu'ils n'en feroient s'ils le vendoient à bas prix au marché. On demande plus de serviteurs, tandis qu'il y en a moins qui s'offrent à servir. C'est pourquoi le prix du travail augmente souvent dans les années où l'on vit à bon compte.

Dans les années de cherté, la difficulté & l'incertitude de pouvoir subsister, fait que tous ces gens-là s'empresent de rentrer en service. Mais le haut prix des vivres en diminuant le fonds destiné à entretenir des serviteurs, dispose les maîtres à diminuer plutôt qu'à augmenter le nombre qu'ils en ont. D'ailleurs les artisans pauvres & indépendans consomment souvent

dans ces tems de disette, les petits fonds qui leur servoient pour acheter les matieres de leur travail, & ils sont obligés de se louer pour gagner leur vie. Comme il n'y a pas assez d'emploi pour les gens qui en demandent, plusieurs sont forcés d'en accepter à des conditions plus dures, & c'est ce qui fait baisser le salaire tant des domestiques que des journaliers.

Ainsi les maîtres de toute espece font avec ceux qui les servent, des marchés plus avantageux dans les années cheres que dans les années d'abondance. Ils trouvent chez eux plus de docilité & de soumission : voilà pourquoi ils vantent les premieres comme plus favorables à l'industrie. Ajoutez que les propriétaires & les fermiers, deux des plus nombreuses classes de maîtres, ont encore une autre raison pour préférer les années cheres. Les rentes des uns & les profits des autres, dépendent beaucoup du prix des vivres. Rien n'est cependant plus absurde que d'imaginer que les hommes en général soyent moins laborieux quand ils travaillent pour eux-mêmes, que quand ils travaillent pour d'autres. Un pauvre artisan indépendant,

fera plus industrieux que le journalier même, qui travaille à la pièce : l'un jouit de tout le produit de son industrie ; l'autre le partage avec son maître. Le premier, dans son état séparé & libre, est plus à l'abri des tentations de la mauvaise compagnie si pernicieuse aux mœurs du second dans les grandes manufactures. Sa supériorité doit être encore plus grande sur ceux qui se louent au mois ou à l'année, & dont le salaire est toujours le même, soit qu'ils fassent peu ou beaucoup d'ouvrage. Les années d'abondance tendent à augmenter la proportion des ouvriers indépendans, par rapport aux gens de journée & aux serviteurs de toute espèce ; & les années de cherté tendent à la diminuer.

Un auteur françois qui a beaucoup de lumières & d'esprit, M. Messance, receveur des tailles dans l'élection de Saint-Etienne, tâche de montrer que les pauvres font plus d'ouvrage dans les bonnes années que dans les mauvaises. Pour cet effet, il compare la quantité & la valeur des ouvrages faits dans les unes & dans les autres par trois différentes manufactures, l'une de gros drap à Elbeuf, l'autre de toi-

le,

le, & la troisieme de foie; ces deux dernieres dans la généralité de Rouen. D'après l'état qu'il en donne, & qui est copié sur les registres des bureaux publics, la quantité & la valeur des marchandises préparées dans ces trois manufactures ont été plus grandes lorsque les vivres étoient à bon compte, & toujours encore plus grandes, lorsque les années étoient meilleures, comme elles ont été moindres dans les années fâcheuses, & d'autant moindres, que la subsistance étoit plus chere. Ces trois manufactures paroissent stationnaires, ou telles, que leur produit varie bien quelque peu d'une année à l'autre, mais qu'au total, ou au bout d'un certain nombre d'années, il se trouve le même.

La manufacture de toile en Ecosse, & celle de gros draps dans la partie occidentale du comté d'Yorck, sont dans leur croissance; & quoiqu'il y ait quelque variation dans leur produit, il augmente généralement, tant en quantité qu'en valeur. Cependant, en examinant les états de leur produit annuel qui ont été publiés, je n'ai pas vu que ces variations eussent aucune connexion sensible avec la cherté ou

l'abondance des années. En 1740, année de grande disette, les deux manufactures paroissent véritablement avoir beaucoup déchu; mais en 1756, autre année aussi mauvaise, la manufacture d'Ecosse a plus avancé qu'à l'ordinaire. Il est vrai que celle du comté d'Yorck est tombée cette même année, & qu'elle ne s'est pas relevée jusqu'en 1766, après la révocation de l'acte du timbre américain. Durant cet intervalle, son produit n'est pas monté à ce qu'il avoit été en 1755: en 1766 & en 1767, il a excédé de beaucoup celui de toutes les autres années, & il a toujours été depuis en augmentant.

Le produit de toutes les grandes manufactures dont la vente se fait au loin, doit dépendre nécessairement, non tant de la cherté ou de l'abondance des années dans les pays où elles sont établies, que des circonstances qui affectent la demande dans les pays où elles sont consommées; de la paix ou de la guerre, de la prospérité ou de la décadence d'autres manufactures rivales, & de la bonne ou de la mauvaise humeur de leurs principaux chalands. D'ailleurs, une grande partie de l'ouvrage qui se fait pro-

ablement dans les années où l'on vit à bon marché , n'entre jamais dans les registres publics des manufactures. Les compagnons qui quittent leurs maîtres , deviennent des ouvriers indépendans ; les femmes retournent chez leurs parens , où elles filent communément pour leur usage & celui de leurs familles. Les ouvriers indépendans ne travaillent pas même toujours pour le public , & sont employés par des particuliers leurs voisins. Le produit de leur travail ne paroît donc pas dans ces registres publics , dont on publie des relevés avec tant d'étalage , & d'où partent souvent mal à propos nos marchands & nos manufacturiers , pour annoncer la prospérité ou la décadence des plus grands Empires.

Quoique les variations dans le prix du travail ne correspondent pas toujours avec celles qui arrivent dans le prix des vivres , & que souvent même elles foyent en opposition , il ne faut pas imaginer pour cela que le prix des vivres n'influe point sur celui du travail. Le prix du travail en argent , est nécessairement réglé par deux circonstances ; la demande du travail , & le prix des besoins & des commodités

de la vie. Ce qui détermine la quantité des choses nécessaires & commodés que doit avoir l'ouvrier, c'est la demande du travail selon qu'elle croît, décroît ou reste la même, ou selon qu'elle exige une population progressive, stationnaire ou rétrograde; & ce qu'il faut pour acheter cette quantité, est ce qui détermine le prix du travail en argent. Ainsi, posé que ce prix soit haut où le prix des vivres est bas, il seroit encore plus haut, la demande restant la même, si les vivres étoient chers.

C'est parce que la demande du travail augmente dans les années d'une abondance subite & extraordinaire, & parce qu'elle diminue dans celles d'une disette également subite & extraordinaire, que le prix du travail monte quelquefois dans les unes, & baisse dans les autres.

Dans les premières, plusieurs de ceux qui mettent l'industrie en œuvre ont entre les mains des fonds suffisans pour entretenir & employer un plus grand nombre de gens industrieux qu'il n'en avoit été employé l'année précédente, & ils ne peuvent pas toujours avoir ce surplus d'ouvriers. Les maî-



tres qui en ont plus besoin enchérissent les uns sur les autres pour s'en procurer, ce qui fait monter quelquefois tant le prix réel, que le prix en argent de leur travail.

Il arrive tout le contraire dans les années d'une disette subite & extraordinaire ; les fonds destinés à employer l'industrie sont moindres qu'ils n'étoient l'année d'auparavant. Beaucoup de gens qui n'ont plus rien à faire cherchent à l'envi de l'emploi, ce qui fait baisser le prix réel du travail & son prix en argent. En 1740, qui étoit une très-mauvaise année, beaucoup de gens demandoient à travailler pour la seule subsistance proprement dite. Les années suivantes, qui étoient bonnes, il fut plus difficile de trouver des ouvriers & des serviteurs.

La disette d'une année chère, en diminuant la demande du travail, tend à en baisser le prix, comme la cherté des vivres tend à le hausser. L'abondance d'une année fertile, en augmentant la demande, tend au contraire à hausser le prix du travail, comme le bon marché des vivres tend à le baisser. Ces deux causes opposées sem-

blent se contrebalancer l'une l'autre dans les variations ordinaires du prix des vivres ; ce qui probablement est en partie la raison pourquoi le salaire du travail est par-tout , sans comparaison , plus stable & plus premanent que celui des vivres.

L'augmentation dans le salaire du travail fait hausser nécessairement le prix de plusieurs marchandises , en augmentant la partie de ce prix qui se résout en salaire , & par cet endroit elle tend à diminuer leur consommation , tant au dedans qu'au dehors. Cependant la même cause qui fait monter le salaire du travail , & qui est l'accroissement des fonds , tend à augmenter les facultés productives du travail , ou à ce qu'avec moins de travail il se fasse une plus grande quantité d'ouvrage. Le propriétaire de fonds qui emploie un grand nombre d'ouvriers , cherche toujours pour son propre avantage , à combiner tellement la distribution de l'ouvrage , qu'il s'en fasse la plus grande quantité possible. Il tâche par la même raison , de leur fournir ce que lui ou eux peuvent trouver de mieux en fait de machines : ce qui arrive à cet égard parmi les ou-

vriers d'un atelier particulier, arrive également dans le grand corps de la société. Plus elle a d'ouvriers, plus ils se partagent naturellement en différentes classes & subdivisions de travail. Il y a plus de têtes occupées à inventer les machines les plus propres à exécuter ce que chacun doit faire, & il est par conséquent tout simple qu'elles soyent plutôt inventées. Il se trouve par-là que plusieurs marchandises coûtent bien moins de travail qu'elles n'en coûtoient auparavant, & que l'augmentation de leur prix n'est pas capable de balancer l'avantage qui résulte de la diminution du travail.

---

## CHAPITRE IX.

### *Des profits des fonds.*

**L'**AUGMENTATION & la diminution dans les profits des fonds dépendent des mêmes causes qui agissent sur le salaire du travail, c'est-à-dire, des progrès ou de la décadence dans la richesse.

se de la société. Mais ces causes les affectent bien différemment.

L'accroissement des fonds, qui porte le salaire plus haut, tend à mettre les profits plus bas. Lorsque les fonds de plusieurs riches négocians sont placés dans le même commerce, leur concurrence mutuelle tend à faire baisser leurs profits; & lorsqu'un pareil accroissement a lieu dans tous les différens commerces de la société, la même concurrence doit produire le même effet dans tous.

On a déjà observé qu'il n'étoit pas aisé de s'assurer quel est le prix commun du travail dans un lieu & un tems particulier. Rarement même pouvons-nous déterminer autre chose en ce cas, sinon quel est le salaire le plus accoutumé. Mais c'est ce qui ne peut guere se faire à l'égard des profits des fonds. Ils sont tellement variables, que la personne même qui fait un commerce, ne sauroit toujours dire quel est son profit commun dans l'espace d'une année. Ce profit change non seulement selon l'inconstance du prix des marchandises de son négoce, mais encore par la bonne ou mauvaise fortune de ses rivaux & de ses pra-

tiques, & par mille autres accidens auxquels sont exposées les marchandises quand on les transporte par mer ou par terre, ou quand elles sont emmagasinées. Il ne varie donc pas seulement d'année en année, mais de jour en jour, & presque d'heure en heure. Il doit être beaucoup plus difficile d'assigner le profit commun de tous les différens commerces qui se font dans un grand royaume; & il doit être absolument impossible de juger avec quelque précision de ce qu'il peut avoir été autrefois, ou à des périodes de tems éloignés.

Cependant il y a moyen de s'en former quelque notion en consultant quel est, ou quel a été l'intérêt de l'argent. Car on peut établir comme une maxime que par-tout où l'on fait beaucoup avec de l'argent, on donnera communément beaucoup pour en avoir, & qu'on donnera peu si on fait peu; ainsi, selon que l'intérêt ordinaire de l'argent au taux du marché varie dans un pays, selon qu'il hausse ou qu'il baisse, nous pouvons être assurés que les profits ordinaires des fonds varient aussi, qu'ils haussent ou qu'ils baissent avec lui. Les progrès de l'un

peuvent donc nous mener à former quelque'idée du progrès des autres.

Sous Henri VIII, tout intérêt au dessus de dix pour cent fut déclaré illégal. Il semble qu'auparavant on avoit pris quelquefois davantage. Sous le règne d'Edouard VI le zele religieux défendit tout intérêt. On dit cependant que cette prohibition, ainsi que toutes les autres de la même espece, ne produisit aucun effet, & probablement elle aggrava plutôt le mal de l'usure qu'elle ne le modéra. Le statut d'Henri VIII fut renouvelé par Elisabeth, & dix pour cent fut le taux légal jusqu'à ce que Jacques I le restreignit à huit. Il fut réduit à six aussi-tôt après la restauration, & à cinq sous la reine Anne. Tous ces statuts ou réglemens paroissent avoir été faits très-convenablement d'après le taux courant de l'intérêt, ou d'après le denier auquel empruntoient communément les gens qui avoient bon crédit. Il semble que depuis la reine Anne, cinq pour cent ayent été plutôt au dessus qu'au dessous du taux du marché. Avant la dernière guerre, le gouvernement empruntoit à trois pour cent, & ceux qui avoient bon crédit dans la capitale,

& dans plusieurs autres parties du royaume, empruntoient à trois & demi, à quatre & à quatre & demi pour cent.

Depuis le tems d'Henri VIII, la richesse & le revenu du pays ont été continuellement en croissant, & à ce qu'il paroît, d'un pas plutôt graduellement accéléré que retardé. Non seulement ils ont fait constamment des progrès, mais ces progrès semblent avoir constamment augmenté de vitesse. Le salaire du travail a continuellement haussé durant cette même période, & dans la plupart des branches de commerce & de manufactures les profits des fonds ont diminué.

Il faut en général de plus gros fonds pour faire un commerce dans une grande ville que dans un village. Les gros fonds employés à chaque branche de commerce & le nombre des riches compétiteurs font généralement baisser le taux du profit. Il est donc plus haut dans les villages. Mais le salaire du travail y est généralement plus bas que dans les grandes villes. Dans celles-ci les gens qui ont en main des fonds considérables, manquent souvent d'ouvriers pour les employer. C'est à qui

donnera davantage pour en avoir. De là le haussément du salaire & l'abaissement des profits des fonds. Dans ceux-là tout au contraire, il n'y a pas assez de fonds pour employer tout le monde, & la concurrence qui s'établit parmi ceux qui manquent d'ouvrage, fait baisser le salaire & augmente les profits.

Quoique le taux légal de l'intérêt soit le même en Ecosse qu'en Angleterre, le taux du marché s'y trouve ordinairement plus haut. Rarement les gens bien solvables y empruntent à moins de cinq pour cent. Les banquiers particuliers à Edimbourg donnent même quatre pour cent d'intérêt sur leurs billets, dont le paiement en tout ou en partie peut être demandé à volonté. Les banquiers particuliers de Londres ne donnent aucun intérêt pour l'argent qui est déposé chez eux. Il y a peu de commerce qu'on ne puisse faire en Ecosse avec moins de fonds qu'il n'en faut en Angleterre. Le taux commun du profit doit donc y être un peu plus haut. On a déjà remarqué que le salaire du travail y est plus bas. Le pays aussi est non seulement beaucoup plus pauvre, mais les pas



qu'il fait pour s'acheminer à une meilleure condition (car il en fait évidemment) sont beaucoup plus lents & plus tardifs.

Le taux légal de l'intérêt en France n'a pas toujours été réglé durant le cours de ce siècle sur le taux du marché. En 1720 il fut réduit du vingtième au cinquantième denier, ou de cinq à deux pour cent. En 1724 il remonta au trentième denier ou à trois & un tiers pour cent. En 1725 il alla au vingtième denier ou à cinq pour cent. En 1766 il fut réduit sous l'administration de M. de l'Averdy au vingt-cinquième denier ou à quatre pour cent. L'abbé Terray l'a mis ensuite à l'ancien taux de cinq pour cent. On a cru que le but de plusieurs de ces violentes réductions d'intérêt étoit de préparer la voie à la réduction de celui des dettes publiques ; intention qui a été quelquefois exécutée. La France n'est peut-être pas actuellement un pays aussi riche que l'Angleterre (a) ; & quoique le taux légal de l'intérêt ait été souvent plus bas en Fran-

---

(a) Il ne faut pas oublier que c'est un Anglois qui parle.

ce qu'en Angleterre, le taux du marché a généralement été plus haut ; car là , comme ailleurs , il y a plusieurs méthodes sûres & faciles d'é luder la loi. Des négocians Anglois qui ont commercé dans les deux royaumes , m'ont assuré que les profits du commerce sont plus hauts en France qu'en Angleterre ; & il n'est pas douteux qu'en conséquence plusieurs sujets anglois n'aient mieux aimé employer leurs capitaux dans un pays où le commerce n'est pas en honneur , que dans un où il est fort respecté. Le salaire du travail est plus bas en France qu'en Angleterre. Lorsque vous allez d'Ecosse en Angleterre , la différence que vous appercevez dans l'air & l'habillement du simple peuple de l'un & de l'autre pays , est un indice qui marque assez la différence de leur condition. Le contraste est encore plus grand lorsque vous revenez de France. Quoiqu'elle soit sans doute plus riche que l'Ecosse , elle avance moins dans ses progrès. C'est une opinion commune & même populaire dans le pays , qu'elle recule au lieu d'avancer ; opinion qui , à mon avis , est mal fondée par rapport à la France même , &

qu'on ne peut garder par rapport à l'Ecosse, quand on la voit aujourd'hui, après l'avoir vue il y a trente ou quarante ans.

D'un autre côté, la province de Hollande, en proportion de son territoire & de sa population, est un pays plus riche que l'Angleterre; le gouvernement y emprunte à deux pour cent, & les particuliers qui ont bon crédit, à trois. On dit que le salaire du travail y est plus haut qu'en Angleterre, & on fait que les Hollandois sont de tous les peuples d'Europe celui qui tire les moindres profits du commerce. Quelques personnes ont prétendu que celui que fait la Hollande est tombé; ce qui peut être vrai de certaines branches qui en font partie; mais ces symptomes indiquent assez que la décadence n'est pas générale. Quand le profit diminue, les marchands ne manquent pas de se plaindre que le commerce tombe, quoique la diminution du profit soit l'effet naturel de sa prospérité, ou de ce qu'on y met plus de fonds qu'on n'en mettoit auparavant. Pendant la dernière guerre les Hollandois ont eu tout le commerce de transport que faisoit la France, &

ils en conservent encore une grande partie. Ce qui leur appartient dans les fonds de France & d'Angleterre , & qui est fort considérable , puisqu'on dit que la dernière leur doit quarante millions sterling ( en quoi je soupçonne cependant qu'il y a beaucoup d'exagération ), & les grandes sommes qu'ils prêtent aux particuliers dans les pays où le taux de l'intérêt est plus haut que dans le leur , sont des circonstances qui démontrent clairement la surabondance de leurs fonds, ou qu'ils sont bien au-delà de ce qu'ils peuvent en employer chez eux ; mais elles ne démontrent pas qu'ils en emploient moins chez eux qu'ils ne faisoient par le passé. Le capital qu'acquiert un particulier dans son commerce peut devenir trop considérable pour y entrer tout entier , & cependant il peut se faire que son commerce ne laisse pas d'augmenter. Il en est de même du capital d'une grande nation.

Dans nos colonies de l'Amérique septentrionale & des Indes occidentales , non seulement le salaire du travail , mais l'intérêt de l'argent , & conséquemment les profits des fonds sont

plus hauts qu'en Angleterre. L'intérêt légal & l'intérêt au taux du marché y vont depuis six jusqu'à huit pour cent. Cependant le fort salaire du travail & les grands profits des fonds sont des choses qui ne vont guere ensemble, excepté dans les circonstances particulieres aux nouvelles colonies. Pendant quelque tems une nouvelle colonie est nécessairement moins garnie de fonds en proportion de l'étendue de son territoire, & moins peuplée en proportion de l'étendue de ses fonds que la plupart des autres pays. Elle a plus de terre à cultiver qu'elle n'a de fonds. Aussi elle ne cultive que les plus fertiles & les mieux situées, celles qui bordent la mer & les rivières navigables. Ces terres s'achètent souvent aussi un prix inférieur à la valeur naturelle de leur produit. Les fonds qu'on met à les acheter & à les améliorer doivent donc rapporter un gros profit, & par conséquent de quoi payer un gros intérêt. Ils s'accumulent si rapidement dans un emploi si avantageux, que le colon a besoin de plus de bras qu'il ne peut en trouver dans un établissement nouveau, & qu'il est obligé de récom-

penfer libéralement ceux qu'il met en œuvre. A mesure que la colonie augmente, les profits des fonds diminuent par degrés. Lorsque les meilleures terres sont occupées, il n'y a plus le même profit à faire par la culture de celles qui sont moins bonnes, & il n'est plus possible d'en tirer de quoi payer le même intérêt pour les fonds qu'on y emploie. Aussi l'intérêt légal & l'intérêt au taux du marché ont-ils baissé considérablement ce siècle-ci, dans la plus grande partie de nos colonies. A mesure qu'elles ont acquis, & qu'elles sont devenues plus riches & plus peuplées, l'intérêt est tombé. Le salaire du travail ne baisse point avec les profits des fonds. On demande d'autant plus de travail que les fonds croissent davantage, quels que soient leurs profits; & après que ces profits sont diminués, non seulement les fonds peuvent continuer de croître, mais croître plus vite qu'auparavant. Il en est des nations industrieuses qui s'avancent dans l'acquisition des richesses, comme des invidus industriels. Un gros fonds avec de petits profits s'accroît généralement plus vite qu'un petit fonds avec de gros pro-

fits. L'argent fait l'argent, dit le proverbe. A-t-on gagné quelque chose ? il est souvent aisé de gagner davantage. La grande difficulté est de faire le premier gain. Nous avons déjà expliqué en partie la liaison entre l'augmentation des fonds & celle de l'industrie, ou de la demande d'un travail utile ; mais nous l'expliquerons plus amplement ci-après en traitant de l'accumulation des fonds.

L'acquisition d'un nouveau territoire ou de nouvelles branches de commerce peut quelquefois hauffer les profits des fonds, & avec eux l'intérêt de l'argent dans un pays même qui avance à grands pas dans l'acquisition des richesses. Les fonds du pays ne suffisant pas pour faire face aux nouvelles affaires qui se présentent, on ne les applique plus qu'aux branches qui rendent le plus de profit. On retire une partie de ce qui avoit été employé dans d'autres commerces pour la mettre dans de nouveaux qui sont plus lucratifs. Il y a par conséquent moins de concurrence qu'auparavant dans ces anciens commerces ; le marché est moins fourni de plusieurs sortes de marchandises. Leur

prix monte plus ou moins ; & comme elles rendent un plus grand profit à ceux qui en font le trafic, elles les mettent en état d'emprunter à plus gros intérêt. Quelque tems avant la fin de la dernière guerre, non seulement les particuliers les mieux notés, mais quelques-unes des plus grandes compagnies de Londres empruntoient communément à cinq pour cent, & auparavant elles ne payoient que quatre ou quatre & demi. Pour rendre raison de cette différence, on n'a besoin que de l'aggrandissement de territoire & de commerce qui nous est venu par nos acquisitions dans l'Amérique septentrionale & dans les Indes occidentales, & il est inutile de supposer aucune diminution dans les fonds de la société. Un surcroît si considérable d'entreprises à faire avec les anciens fonds doit nécessairement avoir diminué la quantité qu'on employoit de ces fonds dans beaucoup de branches particulières, où la concurrence étant moindre, les profits ont dû être plus grands. J'aurai dans la suite occasion de dire les raisons qui me disposent à croire qu'il n'est arrivé aucune diminution dans les fonds capi-



taux de la Grande-Bretagne , même par l'énorme dépense de la dernière guerre.

La diminution des fonds capitaux de la société , ou des fonds destinés à entretenir l'industrie , fait cependant monter les profits des fonds , & conséquemment l'intérêt de l'argent , en même tems qu'elle fait baisser le salaire du travail. Par l'abaissement du salaire , les propriétaires des fonds qui restent dans la société , peuvent garnir à meilleur compte le marché de leurs marchandises , & comme ils emploient moins de fonds qu'auparavant à le fournir , ils peuvent vendre ces marchandises plus cher. Elles leur coûtent moins , & ils en retirent davantage. Leurs profits étant ainsi doublement augmentés , ils peuvent en tirer de quoi payer un plus gros intérêt. Les grandes fortunes faites si subitement & si aisément dans le Bengale & dans d'autres établissemens anglois des Indes orientales , sont une bonne preuve que comme le salaire est fort bas dans ces pays ruinés , les profits des fonds y sont de même fort hauts. L'intérêt de l'argent est fort en proportion. Dans le Bengale on prête souvent de

l'argent aux fermiers à quarante , cinquante & soixante pour cent ; & le paiement est hipothéqué sur la récolte suivante. Comme les profits qui peuvent payer un intérêt si excessif , doivent absorber presque toute la rente du propriétaire de la terre , ainsi l'énormité d'une pareille usure doit absorber une grande partie de ces profits. Il semble qu'avant la chute de la République Romaine , les provinces étoient rongées par une usure de cette espèce sous l'administration ruineuse de leurs proconsuls. Les lettres de Cicéron nous apprennent que le vertueux Brutus prêta de l'argent en Chypre à quarante cinq pour cent.

Dans un pays qui auroit acquis toute la richesse dont il est susceptible par la nature de son sol , de son climat , & de sa situation par rapport aux autres pays , qui par conséquent ne pourroit plus avancer , & qui ne reculeroit pas , le salaire du travail & les profits des fonds seroient probablement fort bas. Dans un pays aussi peuplé qu'il pourroit l'être en proportion de ce que son territoire & ses fonds pourroient nourrir & employer , la concurrence pour trouver de l'em-

ploi feroit nécessairement si grande, qu'elle réduiroit le salaire du travail à ce qui feroit simplement suffisant pour y entretenir le nombre d'ouvriers qu'il auroit; & comme il feroit déjà complètement peuplé, ce nombre ne pourroit jamais augmenter. Dans un pays où les fonds pour toutes les entreprises à faire seroient aussi abondans qu'ils pourroient l'être, on en employeroit dans chaque branche particuliere autant que la nature & l'étendue du commerce en comporteroient, ainsi la concurrence seroit par-tout la plus grande, & le profit le plus bas possible.

Mais il n'est peut-être aucun pays qui soit jamais parvenu à ce degré d'opulence. La Chine paroît avoir été long-tems stationnaire, & il y a probablement des siècles qu'elle est aussi riche que la nature de ses loix & de ses institutions lui permet de l'être. Mais sa richesse peut être fort inférieure à ce que comportent son sol, son climat & sa situation, si elle avoit eu d'autres loix & d'autres institutions. Un pays qui néglige ou qui dédaigne le commerce étranger, & qui n'admet que dans un ou deux de ses ports

les vaisseaux des autres nations, n'a certainement pas toute l'industrie qu'il pourroit avoir, & ne fait pas tout ce qu'il pourroit faire avec des loix & des institutions différentes. D'ailleurs quoique les gens riches ou les propriétaires de grands capitaux jouissent à la Chine d'une assez grande sûreté, il n'y en a presque aucune pour les pauvres & les petits propriétaires, qui en tout tems sont pillés & volés, sous prétexte de justice, par les mandarins inférieurs. La quantité de fonds employée dans toutes les différentes branches des affaires qui s'y font, ne peut être égale à ce que la nature & l'étendue de ces affaires comporteroient. L'oppression des pauvres doit établir dans chaque branche le monopole des riches, qui en s'emparant de tout le commerce, y feront de gros profits. Aussi dit-on qu'à la Chine l'intérêt commun de l'argent est à douze pour cent; & il faut bien que les profits ordinaires des fonds suffisent pour les donner.

Un vice dans les loix peut quelquefois hausser le taux de l'intérêt bien au-delà de ce qu'exigeroit l'état du pays considéré par rapport à sa richesse ou à sa pauvreté. Lorsque la loi ne prête  
pas

pas son autorité à la passation des contrats, elle met tous les emprunteurs à peu près sur le même pied, où sont dans les pays mieux réglés les banqueroutiers & les gens d'un crédit douteux. L'incertitude de recouvrer son argent fait que le Prêteur exige le même intérêt usuraire qu'on exige communément des banqueroutiers. Parmi les nations barbares qui ont inondé les provinces occidentales de l'empire romain, la passation des contrats fut laissée pendant plusieurs siècles à la bonne foi des parties contractantes. Les cours de justice de leurs rois s'en mêloient rarement. Peut-être que le haut intérêt qu'on payoit dans ces anciens tems vient en partie de cette cause.

Lorsque la loi défend tout intérêt elle ne l'empêche pas. Il faut que bien des gens empruntent, & ceux qui prêteront auront non seulement égard dans le placement au parti, qu'on peut tirer de leur argent, mais encore au danger & à la difficulté d'éluder la loi. M. de Montesquieu rend raison de l'intérêt exorbitant qu'on prend chez les peuples Mahométans, non par leur pauvreté, mais par le péril de la con-

travention, & par le péril de l'insolvabilité.

Le taux ordinaire le plus bas du profit doit toujours être de quelque chose au dessus de ce qui suffit pour compenser les pertes accidentelles auxquelles est exposé tout emploi des fonds. Ce surplus est uniquement ce qui forme le profit net ou clair, & l'intérêt que l'emprunteur peut payer, est en proportion de ce profit seulement.

Le taux ordinaire le plus bas de l'intérêt, doit être de même un peu plus que suffisant pour compenser les pertes accidentelles auxquelles est exposé le prêt, même celui qu'on fait sans imprudence : autrement il n'y auroit que la charité ou l'amitié qui pourroient engager quelqu'un à prêter.

Supposons un pays qui eût acquis sa plénitude de richesse, & qui auroit pour chaque branche d'industrie, la plus grande quantité de fonds qu'on peut y mettre : comme le taux ordinaire du profit net seroit fort petit, ce qu'on pourroit en tirer pour payer l'intérêt au taux du marché, seroit si peu de chose, qu'il n'y auroit que les personnes les plus opulentes qui pour-

roient vivre des rentes de leur argent. Tous les gens d'une petite ou d'une médiocre fortune feroient obligés de diriger eux-mêmes l'emploi de leurs fonds. Il faudroit que presque tout le monde fût dans les affaires, ou embrassât quelque profession. La province de Hollande paroît fort près de cet état. Il n'y est point à la mode de ne rien faire. La nécessité y a fait passer en usage que presque tous les individus travaillent, & par-tout c'est la coutume qui regle la mode. Comme il est ridicule de s'habiller autrement que les autres, il l'est aussi, en quelque maniere, d'être désœuvré parmi tous gens occupés. Un homme d'une profession civile paroît déplacé dans un camp ou une garnison, il court même le risque d'y être méprisé. Tel est le sort d'un homme qui vit en fainéant au milieu de tous gens qui ont quelque chose à faire.

Le taux ordinaire le plus haut du profit peut être tel que dans le prix de la plupart des marchandises, il absorbe tout ce qui devroit aller à la rente de la terre, & qu'il ne laisse que ce qu'il faut pour payer le travail nécessaire à leur préparation & à leur

transport au marché, selon le taux le plus bas possible du salaire, c'est-à-dire, la stricte subsistance de l'ouvrier. De manière ou d'autre il faut toujours que l'ouvrier soit nourri tandis qu'il travaille; mais il n'y a pas la même nécessité que le maître ou le propriétaire de la terre soit payé. Ce taux des profits n'est peut-être pas fort éloigné de ceux du commerce que les facteurs de la compagnie des Indes orientales font aujourd'hui dans le Bengale.

La proportion qui doit se trouver entre l'intérêt au taux ordinaire du marché, & le taux ordinaire du profit net, varie nécessairement selon que le profit hausse ou baisse. Dans la Grande-Bretagne on évalue au double de l'intérêt de l'argent ce que les négocians appellent un profit honnête, modéré, raisonnable; termes qui, à mon sens, ne signifient rien de plus que le profit commun, ou qu'on est dans l'usage de faire. Si le taux ordinaire du profit net est de huit ou dix pour cent, il peut être raisonnable qu'on en défalque la moitié pour le paiement de l'intérêt lorsque les affaires se font avec de l'argent prêté. Le capital est aux risques de celui qui emprunte, & qui



l'assure, pour ainsi dire, à celui qui prête ; & quatre ou cinq pour cent dans la plupart des branches de commerce peuvent être un profit suffisant sur les risques de cette assurance, & en même-tems une assez grande récompense pour la peine d'employer le capital. Mais la proportion entre l'intérêt & le profit net, peut n'être pas la même dans les pays où le taux ordinaire du profit seroit bien au dessous ou bien au dessus. S'il étoit bien au dessous, l'on ne pourroit pas en prendre la moitié, & s'il étoit bien au dessus, on pourroit en prendre plus de la moitié pour payer l'intérêt.

Dans les pays qui avancent à grands pas, ou qui s'enrichissent rapidement, le taux bas du profit dans le prix de plusieurs marchandises, compense le haut salaire du travail, & met en état de les vendre aussi bon marché que les vendent les pays voisins qui vont moins vite dans l'acquisition des richesses, & où le salaire peut être plus bas.

## C H A P I T R E X.

*Du salaire & du profit dans les différens emplois du travail & des fonds*

**L**ES avantages & les désavantages des différens emplois du travail & des fonds dans le même arrondissement, doivent être en totalité parfaitement égaux, ou avoir une tendance continuelle à l'égalité. Si quelqu'un de ces emplois étoit évidemment plus avantageux, tant de gens s'y porteroient, & s'il l'étoit moins, tant de gens l'abandonneraient que ses avantages reprendroient bientôt le niveau avec ceux des autres. C'est du moins ce qui arriveroit dans une société où l'on laisseroit aller les choses suivant leur cours naturel, où il y auroit une parfaite liberté, & où chacun feroit pleinement libre, tant de choisir l'occupation qui lui plairoit, que d'en changer quand bon lui sembleroit. L'intérêt de chaque individu le porteroit à prendre celle qui feroit avantageuse, & à laisser celle qui ne le feroit pas.

Le salaire & le profit pécuniaires sont véritablement différens par toute l'Europe, selon les différens emplois du travail & des fonds. Mais cette différence vient en partie, de certaines circonstances dans ces emplois même; circonstances qui, soit réellement, soit au moins dans l'imagination des hommes, tiennent lieu d'un petit gain pécuniaire, ou en contrebalancent un grand; & en partie, de la police de l'Europe qui ne laisse nulle part les choses dans un état de parfaite liberté.

Pour considérer séparément ces circonstances & cette police, nous diviserons ce chapitre en deux parties.

## PARTIE PREMIERE.

*Inégalités qui naissent de la nature même des emplois du travail & des fonds.*

**L**ES circonstances suivantes sont, autant que j'ai pu l'observer, les cinq principales qui tiennent lieu d'un petit gain dans certains emplois du travail & des fonds, & qui dans d'autres contrebalancent un gain considérable. La première est l'agrément ou le désa-

grément des emplois même : la seconde est la facilité ou la difficulté de l'apprentissage qu'ils exigent, & le peu de frais ou la grande dépense qu'il en coûte pour le faire : la troisième est la constance ou l'interruption de l'occupation qu'ils donnent : la quatrième est le degré de confiance, petit ou grand, qu'il faut mettre dans ceux qui les exercent ; & la cinquième est la probabilité ou l'improbabilité d'y réussir.

1°. Le salaire du travail varie selon que le travail est aisé ou mal-aisé, propre ou sale, honorable ou déshonorant. Ainsi presque par-tout un garçon tailleur gagne moins dans son année qu'un garçon tisserand. Son ouvrage est beaucoup plus aisé. Un garçon tisserand gagne moins qu'un garçon ferrurier ; son ouvrage n'est pas toujours plus aisé, mais il est plus propre. Un garçon ferrurier, quoiqu'artisan, gagne rarement en douze heures ce que gagne en huit un charbonnier qui travaille aux mines de charbon de terre, & qui n'est qu'un manouvrier ; son ouvrage n'est pas tout-à-fait si sale, il est moins dangereux, il se fait à la lumière du jour & non sous terre.

L'honneur fait une grande partie de la récompense de toutes les professions honorables. Tout considéré, elles sont généralement mal payées en fait de gain pécuniaire, comme je tâcherai de le montrer tout à l'heure. Le déshonneur a l'effet contraire. Le métier d'un boucher est un emploi brutal & odieux; mais en beaucoup d'endroits il est plus lucratif que la plupart des métiers communs. Le plus détestable de tous les emplois, celui de bourreau, est mieux payé en proportion de l'ouvrage fait, qu'aucun des métiers ordinaires.

La chasse & la pêche, les plus importantes occupations des hommes dans l'état agreste de la société, deviennent dans son état d'avancement leurs plus agréables amusemens. Ils font par plaisir ce qu'ils faisoient autrefois par nécessité. Ceux qui dans ce dernier état en font encore un métier, sont tous fort pauvres. Tels ont été les pêcheurs depuis le tems de Théocrite. Un braconier est par-tout dans la Grande-Bretagne, un homme fort pauvre. Dans les pays où la rigueur des loix ne souffre point de braconiers, la condition de ceux auxquels il est permis de chasser pour gagner leur vie,

n'est guere meilleure. Le goût naturel pour cette occupation fait qu'il s'y livre beaucoup plus de monde qu'elle ne peut en faire vivre avec quelque aisance ; & le produit de leur travail est toujours trop bon marché en proportion de sa quantité , pour qu'ils en retirent au-delà d'une étroite subsistance. Le désagrément & le déshonneur affectent les profits de fonds de la même maniere qu'ils affectent le salaire du travail. Un aubergiste ou un cabaretier qui jamais n'est maître chez lui , & qui est exposé à la brutalité de tout ivrogne qu'il reçoit , fait un état qui n'est ni fort agréable ni fort honorable ; mais à peine y a-t-il un métier vulgaire où un petit fonds rapporte un si grand profit.

2°. Le salaire du travail varie selon la facilité ou la difficulté de l'apprendre , & selon les frais, petits ou grands, qu'il en coûte pour cela.

Quand on élève une machine dispendieuse , on s'attend que l'ouvrage extraordinaire qu'elle doit faire avant d'être usée, remplacera le capital qu'on y a mis , & que ce capital rentrera au moins avec ses profits ordinaires. Un homme auquel il en a coûté beaucoup

de peine & de tems pour s'instruire dans une profession qui demande une adresse & une science extraordinaire, peut être comparé à une machine de cette espece. On doit s'attendre qu'outre le salaire ordinaire du travail vulgaire, l'ouvrage qu'il s'est mis en état de faire lui remplacera toute la dépense de son éducation, en y joignant au moins les profits ordinaires d'un capital de valeur égale. Il faut même que cela soit ainsi au bout d'un tems raisonnable, eu égard à la durée incertaine de la vie humaine, égard qu'on a pour la durée plus certaine de la machine.

La différence entre le salaire du travail savant & celui du travail vulgaire est fondée sur ce principe.

La police de l'Europe considère le travail des arts mécaniques, des artisans & des manufacturiers comme travail savant, & celui des ouvriers de la campagne comme travail vulgaire. Il semble qu'elle suppose que le premier est d'une nature plus fine & plus délicate que le second. Cela peut être vrai dans certains cas; mais il se trouve faux dans quantité d'autres, ainsi que je tâcherai de le montrer tout-à-l'heu-

re. En conséquence, pour qu'un homme soit en droit d'exercer la première espèce de travail, les loix & les coutumes de l'Europe lui imposent la nécessité d'un apprentissage plus ou moins rigoureux selon les lieux. Elles laissent l'autre espèce de travail libre & ouverte à tout le monde. Pendant la durée de l'apprentissage, tout le travail de l'apprentif appartient à son maître. Son père & sa mère ou ses parens sont cependant souvent obligés de fournir à sa subsistance, & presque toujours de l'habiller. Il donne aussi communément quelque argent au maître pour qu'il lui enseigne son métier. Ceux qui n'en peuvent pas donner, donnent du tems, ou s'engagent à travailler pour son compte au-delà du terme prescrit par l'usage; marché qui est toujours pour les apprentifs, & qui n'est pas toujours avantageux pour le maître à cause de leur paresse. Dans le travail de la campagne, au contraire, l'ouvrier apprend les parties les plus difficiles de la besogne, tandis qu'on le met aux plus faciles, & il gagne sa subsistance dès le moment qu'il est employé. Il est donc raisonnable qu'en Europe, le salaire des artisans & des



manufacturiers soit un peu plus haut que celui des ouvriers de la campagne. Aussi l'est-il; & c'est par la raison de cette supériorité de gain qu'on les regarde en bien des endroits, comme étant d'un rang supérieur dans le peuple. Cette supériorité de gain se réduit cependant à fort peu de chose. Ce que gagnent les journaliers par jour ou par semaine dans les manufactures de l'espèce la plus commune, comme celle de toile & de draps, n'est guère plus, année commune, que ce que gagnent les manouvriers de la campagne. Il est vrai que leur occupation étant plus constante & plus uniforme, ils doivent gagner un peu plus dans le cours d'une année; mais il paroît évidemment que ce surplus n'excede pas ce qui suffit pour compenser la dépense supérieure de leur éducation.

L'éducation dans les arts ingénieux & les professions libérales, est encore plus ennuyeuse & plus coûteuse; par conséquent la récompense pécuniaire des peintres, des sculpteurs, d'un homme de robe, d'un médecin, doit être plus ample. Aussi l'est-elle.

Il paroît que les profits des fonds sont fort peu affectés par la facilité ou

la difficulté d'apprendre le commerce où ils sont employés. Toutes les différentes manieres dont on les emploie communément dans les grandes villes sont , dans le fait, également faciles ou également difficiles à apprendre. Une branche du commerce, soit étranger, soit domestique, ne peut être une affaire beaucoup plus compliquée qu'une autre branche.

3°. Le salaire du travail varie selon que l'occupation qu'il donne est constante ou interrompue.

Elle est beaucoup plus constante dans certaines professions que dans d'autres. Dans la plus grande partie des manufactures , un journalier peut compter d'être employé presque tous les jours de l'année qu'il est en état de travailler. Un maçon , au contraire, ne peut rien faire dans les grandes gelées & dans les tems pluvieux : & en tout autre tems il dépend des occasions que lui fournissent ses pratiques. En conséquence, il est sujet à manquer souvent d'occupation. Ce qu'il gagne quand il est employé, doit donc non-seulement le faire subsister quand il ne l'est pas, mais lui faire une espece de compensation pour ces momens d'inquiétude

& d'abattement que doit quelquefois amener l'idée d'une situation si précaire. Aussi dans les endroits où le gain de la plupart des manufacturiers est à-peu-près de niveau avec le salaire journalier des simples manouvriers, celui des maçons en pierre & en brique est généralement plus fort depuis la moitié jusqu'au double. Si les simples manouvriers gagnent quatre & cinq schelings par semaine, les maçons en gagnent souvent sept ou huit : si les uns en gagnent six, les autres en gagnent souvent neuf ou dix ; & où les premiers en gagnent neuf & dix, comme à Londres, les derniers en gagnent communément quinze & dix-huit. De tous les genres de travail savant, il n'y en a pourtant pas qui s'apprenne plus aisément que celui de maçon. On dit qu'à Londres les porteurs de chaise sont quelquefois employés à la maçonnerie pendant l'été. Le haut salaire de ces ouvriers n'est donc pas tant la récompense de leur savoir, qu'une compensation pour la discontinuation de leur travail.

Il semble qu'un charpentier en bâtiment exerce un métier plus délicat & qui demande plus d'esprit que le métier

de maçon. Il gagne cependant moins à la journée dans la plupart des endroits ; car ce n'est pas de même par-tout. Quoiqu'il dépende de ses pratiques pour la continuation de son travail, il n'en dépend pas si absolument, & le mauvais tems ne l'empêche pas de travailler.

S'il arrive que les métiers dont l'exercice est généralement constant, souffrent une interruption dans un endroit particulier, le salaire des ouvriers s'y élève toujours assez au dessus de la proportion ordinaire avec celui du travail commun ou vulgaire. A Londres presque tous les compagnons artisans sont exposés à être appelés & renvoyés par leurs maîtres d'une semaine & d'un jour à l'autre, comme ceux qui travaillent à la journée dans d'autres endroits. En conséquence les garçons tailleurs qui font la dernière classe des artisans, gagnent par jour une *Alve-Croone* (deux schelings & demi, ou trente pences ou deniers), quoique dix-huit pences puissent être regardées comme le salaire du plus bas travail. Dans les petites villes & les villages, à peine les journées d'un garçon tailleur valent-elles celles des bas ouvriers. Mais à Londres, ils sont souvent sans

occupation , spécialement en été.

Lorsqu'à l'interruption du travail se joignent la dureté, le désagrément & la mal-propreté de l'ouvrage, le prix du bas travail s'élève quelquefois au dessus du salaire des artisans les plus savans. On suppose qu'un homme qui tire du charbon des mines à Newcastle , & qui travaille à la piece , gagne communément environ le double , & en plusieurs endroits d'Ecosse environ le triple du salaire du bas travail ; ce qui vient uniquement de la dureté , du désagrément & de la mal - propreté de son ouvrage. Son occupation peut être la plupart du tems aussi constante qu'il lui plaît. Les portefaix - charbonniers exercent un métier qui n'est guere moins pénible , guere moins désagréable & mal-propre. Mais la plupart ne peuvent l'exercer constamment , à cause de l'irrégularité inévitable dans l'arrivée des vaisseaux de charbon. Si ceux qui tirent le charbon des mines gagnent le double & le triple , il ne paroît pas déraisonnable que ces portefaix gagnent le quadruple & le quintuple du salaire du bas travail. Il y a quelques années qu'on voulut savoir quelle étoit leur condition. On trouva qu'aux taux où

ils étoient payés , ils pouvoient gagner depuis six jufqu'à dix fchelings par jour. Six fchelings font environ le quadruple du falaire du bas travail à Londres, & dans chaque métier le moindre gain ordinaire peut toujours être regardé comme celui que fait la très-grande partie de ceux qui l'exercent. Quelqu'exorbitant que puiſſe paroître un tel falaire , s'il étoit plus que fuſſant pour compenſer tout ce qu'il y a de déſagréable dans la beſogne, il ſeroit bientôt réduit à un moindre taux par la multitude de compétiteurs qu'on verroit dans un métier qui n'a point de privilege excluſif.

La conſtance ou l'interruption du travail ne peut affecter les profits ordinaires des fonds dans aucun commerce particulier ; il dépend du commerçant & non du commerce , que les fonds ſoyent ou ne ſoyent pas conſtamment employés.

4°. Le falaire du travail varie ſelon la confiance, petite ou grande , qu'il faut mettre dans les ouvriers.

Le falaire des orfevres & des jouail-  
lers eſt par-tout ſupérieur à celui de  
la plupart des autres ouvriers dont le  
métier demande non ſeulement autant,  
mais beaucoup plus de talent. C'eſt

qu'on leur confie des matieres précieuses.

: Nous mettons notre santé entre les mains du médecin ; notre fortune & quelquefois notre vie & notre réputation entre les mains d'un avocat & d'un procureur ; on ne pourroit avoir cette confiance en des gens d'une vile & basse condition. Il faut donc que nous les récompensions de maniere à leur donner dans la société le rang qu'exige un dépôt de cette importance. Le tems & la grande dépense qu'il en a coûté pour leur éducation , combinés avec cette circonstance , renchérissent encore nécessairement le prix de leur travail.

La confiance n'a pas lieu quand une personne emploie seulement ses propres fonds dans un commerce ; & le crédit qu'elle peut trouver dépend non de la nature de ce commerce , mais de l'opinion qu'on a de sa fortune , de sa probité & de sa prudence. Les différens taux du profit dans les diverses branches du commerce ne viennent donc point des différens degrés de la confiance qu'on met dans les commerçans.

5°. Le salaire varie dans les différens

emplois du travail, selon la probabilité ou l'improbabilité d'y réussir.

La probabilité du succès n'est pas à beaucoup près la même dans les différentes professions auxquelles on nous destine. Il est presque certain dans la plus grande partie des arts mécaniques, & très-incertain dans les arts libéraux. Mettez votre fils en apprentissage chez un cordonnier, il y a toute apparence qu'il apprendra à faire une paire de souliers. Envoyez-le dans un college de droit, il y a pour le moins vingt à parier contre un, qu'il ne fera point assez de progrès en ce genre pour pouvoir y gagner sa vie. Dans une loterie parfaitement avantageuse, c'est-à-dire, où le total des lots est égal à celui des mises, ceux qui ont des lots doivent gagner tout ce qui est perdu par ceux qui n'en ont point. Dans une profession où il échoue vingt personnes, pour une qui réussit, celui qui a du succès doit gagner ce que les vingt autres ne gagnent pas. L'avocat qui commence peut-être à l'âge de quarante ans à tirer parti de sa profession, doit recevoir la rétribution non-seulement de son éducation qui a coûté tant d'ennuis & de dépense, mais de celle de



plus de vingt autres à qui vraisemblablement elle ne rapportera jamais rien. Quelqu'excessifs que puissent paroître les honoraires d'un avocat, sa rétribution réelle ne va jamais-là. Qu'on suppose en tel endroit qu'on voudra, ce que peuvent gagner & ce que peuvent dépenser annuellement tous les différens ouvriers d'un métier tel que celui des cordonniers ou des tisserands, on trouvera que la premiere somme excède généralement la derniere. Qu'on fasse le même calcul par rapport à tous les avocats & les jurisconsultes, dans tous leurs colleges, & on trouvera peu de proportion entre leurs gains & leur dépense annuelle, quand on porteroit les premiers aussi haut & la derniere aussi bas qu'il est possible. Il s'en faut donc beaucoup que la loterie de cette profession soit tout-à-fait avantageuse. En fait de gains pécuniaires, elle est évidemment mal récompensée, ainsi que plusieurs autres professions libérales & honorables.

Il y a cependant une espece d'équilibre entr'elles & les autres, & malgré ces découragemens, tous les esprits les plus généreux & qui ont le plus de sentimens, s'empressent d'y entrer. Deux

causes contribuent à leur faire donner la préférence : la première est le desir de la réputation qu'on acquiert quand on y excelle : la seconde est la confiance naturelle que chacun a plus ou moins non-seulement dans ses talens, mais encore dans sa bonne fortune.

Exceller dans une profession où fort peu de gens parviennent à la médiocrité, c'est la marque la plus décisive de ce qu'on appelle génie ou talens supérieurs. L'admiration que le public a pour eux fut toujours une partie de leur récompense ; partie plus ou moins considérable selon le degré plus fort ou plus foible de cette admiration qu'il faut compter pour beaucoup dans la médecine, peut-être pour davantage dans le barreau, & presque pour tout en poésie & en philosophie.

Il y a certains talens fort beaux & fort agréables dont la possession inspire une forte d'admiration, mais dont l'exercice en vue du gain est regardé, soit raison, soit préjugé, comme une espèce de prostitution publique. Ainsi la récompense pécuniaire de ceux qui les exercent par ce motif doit être suffisante non-seulement pour payer le tems, la peine & la dépense qu'il a

fallu pour les acquérir, mais encore pour les dédommager du décri dans lequel tombent ceux qui les emploient comme des moyens de subsistance. Le gain exorbitant que font les comédiens, les chanteurs, les danseurs d'opéra, &c. est fondé sur ces deux principes; la rareté & la beauté des talens, & le peu de considération qu'on a pour ceux qui en vivent. Au premier coup-d'œil il paroît absurde qu'on méprise leurs personnes & qu'on récompense leurs talens avec tant de profusion. L'un est pourtant une suite nécessaire de l'autre. Si l'opinion publique ou le préjugé changeoit à l'égard de ces occupations, elles deviendroient aussi-tôt moins lucratives. Plus de gens s'y adonneroient, & la concurrence réduiroit bien vite le prix de leur travail. Ces sortes de talens, quoique loin d'être communs, ne sont pas aussi rares qu'on se l'imagine. Il y a bien des gens qui les possèdent dans une grande perfection, & qui dédaignent d'en faire cet usage, & il y en a bien davantage qui feroient capables de les acquérir si l'on pouvoit en faire quelque chose d'honorable.

L'opinion présomptueuse que la plu-

part des hommes ont de leur capacité, est un mal ancien, remarqué par les philosophes & les moralistes de tous les siècles. On a moins parlé de l'absurde vanité qui les porte à présumer de leur bonne fortune. Elle est cependant, s'il est possible, encore plus universelle. Il n'y a point d'homme vivant qui n'en ait sa part quand il est passablement bien portant & bien disposé. Chacun grossit plus ou moins la chance du gain; le grand nombre exténue celle du mal, & à peine trouvera-t-on quelqu'un qui n'étant ni malade ni chagrin l'estime plus qu'elle ne vaut.

Qu'on surfassé naturellement la chance du gain, c'est ce que nous pouvons apprendre du succès universel des loteries. Le monde n'en a jamais vu & n'en verra jamais où la probabilité du gain soit égale à celle de la perte, & où le total de l'un compense le total de l'autre, parce qu'il n'y auroit pas de bénéfice pour l'entrepreneur. Dans les loteries d'Etat les billets ne valent réellement pas le prix qu'en donnent les premiers souscripteurs & cependant ils se vendent communément sur la place pour vingt, trente, & quelquefois quarante

quarante pour cent de prime. La vaine espérance de gagner quelque bon lot est la seule cause qu'on en veut avoir à ce prix. Les plus sages regardent à peine comme une folie de payer une petite somme pour la chance de gagner dix ou vingt mille livres sterling, quoiqu'ils sachent que cette petite somme est peut-être de vingt ou trente pour cent supérieure à ce que vaut la chance. On ne marqueroit pas le même empressement pour avoir des billets dans une loterie où aucun lot n'excéderoit vingt livres sterl. , quoiqu'à d'autres égards elle approchât plus d'une loterie parfaitement égale que n'en approchent les loteries ordinaires. Pour augmenter la chance de quelque lot considérable , certaines gens prennent plusieurs billets, & d'autres de petites parts dans un nombre de billets encore plus grand. Cependant plus on prend de billets, plus on doit perdre naturellement. Il n'y a point de proposition plus certaine dans les mathématiques. Qu'on les prenne tous , on sera certain d'y perdre, & plus on en prend, plus on approche de cette certitude.

Qu'on évalue la chance de la perte souvent moins, & presque jamais plus :

qu'elle ne vaut, c'est ce qui paroît par le profit très-moderé que font les assureurs. La prime ordinaire pour se faire assurer contre les dangers du feu & de la mer (les seuls que les assureurs prennent sur eux), doit être suffisante pour compenser les pertes qui arrivent communément, pour payer la dépense de l'administration de l'assurance, & pour rapporter un profit tel qu'on auroit pu le tirer d'un capital égal employé dans un commerce ordinaire. La personne qui ne donne pas davantage ne paye manifestement pas au-delà de la véritable valeur du risque, ou au-delà du plus bas prix auquel elle peut raisonnablement souhaiter d'en être exempte. Mais quoique bien des gens aient gagné quelque argent par l'assurance, il y en a fort peu qui y aient fait une grande fortune; ce qui démontre assez que la balance ordinaire du profit & de la perte n'est pas plus avantageuse dans l'état d'assureur, que dans quantité d'autres où tant de gens s'enrichissent. Cependant tout modéré qu'est le prix ordinaire de l'assurance, une infinité de gens ne se soucient pas de le payer, tant ils sont peu touchés du risque. Prenez tout le royaume ensemble, il y

a dix-neuf maisons sur vingt, peut être plutôt quatre-vingt-dix-neuf sur cent, qui ne sont point assurées contre le feu. Le risque de la mer alarme plus de monde, & la proportion des vaisseaux assurés à ceux qui ne le sont pas, est beaucoup plus grande. On en voit pourtant grand nombre se mettre en mer dans toutes les saisons, & même en tems de guerre, sans être assurés. Peut-être n'y a-t-il quelquefois aucune imprudence à le faire. Lorsqu'une grande compagnie ou un gros négociant a vingt ou trente vaisseaux en mer, ils s'assurent, pour ainsi dire, l'un l'autre. La prime épargnée sur tous, peut être plus que suffisante pour indemniser des pertes auxquelles il est naturel de s'attendre selon le cours ordinaire des chances. Mais la plupart du tems la négligence de faire assurer les vaisseaux, comme les maisons, n'est pas l'effet d'un calcul si délié, elle vient de la sécurité que donne le mépris téméraire & présomptueux du risque à courir.

Le mépris du risque & l'espérance présomptueuse du succès, ne sont jamais plus actifs que dans ce période de la vie où les jeunes gens font choix de leurs professions. Que la crainte du

malheur soit bien foible à cet âge, en comparaison de l'espérance du bonheur, c'est ce qui paroît encore plus évidemment dans la facilité avec laquelle s'engage le menu peuple pour être soldat ou aller sur mer, que dans l'empressement des jeunes gens de meilleure sorte pour entrer dans ce qu'on nomme les professions libérales.

On sent assez ce que peut perdre un simple soldat. Cependant, sans avoir aucun égard au danger, les jeunes volontaires ne s'enrôlent jamais si gaïement qu'au commencement d'une nouvelle guerre; & quoiqu'ils n'aient pas la moindre probabilité de s'avancer, leur imagination vive se repaît de mille occasions d'acquérir de l'honneur & de la distinction qui ne se présentent jamais. Ces espérances romanesques font tout le prix de leur sang. Leur paie est moindre que celle des bas ouvriers, & la fatigue de leur service beaucoup plus grande.

La loterie de la mer n'est pas tout-à-fait si défavantageuse que celle de l'armée. Le fils d'un honnête ouvrier ou artisan, peut s'embarquer avec le consentement de son pere; il ne l'aura pas pour se faire soldat. Les autres



voient quelque apparence qu'il ne perdra pas son tems dans le service de mer, & il est le seul qui en voye à réussir dans celui de terre. Le public admire plus un grand général qu'un grand amiral, & les plus beaux succès dans la marine, promettent une fortune & une réputation moins brillante que des succès égaux dans la guerre de terre. Il y a la même différence entre les grades inférieurs dans l'une & dans l'autre. Par les regles de la préférence, un capitaine de vaisseau a le rang d'un colonel; mais il ne l'a pas dans l'opinion publique. Moins il y a de lots considérables dans une loterie, plus il y en a de petits. C'est pourquoi il est plus commun de faire quelque fortune, & de s'avancer parmi les gens de mer, que dans les troupes de terre; & c'est l'espérance de ces lots plus nombreux qui décide plutôt en faveur de cette profession qu'en faveur de l'autre. Quoique la science & l'adresse de ceux qui l'exercent soyent fort supérieures à celles de presque tous les artisans, & quoique leur vie soit une scene continuelle de fatigues & de dangers, cependant tant qu'ils restent dans la condition de simples marins, ils reçoivent à peine

d'autre récompense que celle d'endurer les unes & de surmonter les autres. Ils ne gagnent pas plus que les manouvriers au port, où le salaire de ceux-ci règle le leur. Comme ils vont continuellement d'un port à l'autre, ce qu'on paye par mois à ceux qui font voile de tous les différens ports de la Grande-Bretagne, est plus uniforme que ce qu'on paye à toute autre classe d'ouvriers en des lieux différens : & le taux du port d'où s'embarquent & auquel abordent le plus grand nombre, c'est-à-dire, le taux du port de Londres, est celui qui règle tout le reste. A Londres le salaire de la plus grande partie des diverses classes d'ouvriers, est environ le double de ce qu'il est pour les mêmes classes à Edimbourg. Mais les marins qui font voile du port de Londres, gagnent rarement par mois trois ou quatre schelings de plus que ceux qui font voile du port de Leith, & souvent la différence de leur salaire ne va pas jusques-là. Dans les tems de paix & dans le service de la marine marchande, le prix de Londres est depuis une guinée jusqu'à environ vingt-sept schelings par mois, tandis qu'un simple manouvrier peut y gagner de

quarante à quarante-cinq schelings, sur le pied de neuf ou dix schelings par semaine. Il est vrai que le marin est fourni de vivres outre sa paie ; mais la valeur de sa nourriture n'excede peut-être pas cette différence de sa paie à celle du manouvrier ; & quand elle le feroit quelquefois , cet excédent ne feroit pas un gain clair pour lui , parce qu'il ne peut le partager avec sa femme & sa famille qu'il est obligé de faire vivre à la maison sur ce qu'il gagne.

Il semble que les périls & les hasards d'une vie à aventure , bien loin de décourager la jeunesse , ne servent souvent qu'à lui donner de l'ardeur pour une profession. Une tendre mere tremble d'envoyer son fils à l'école dans une ville où il y a un port. Elle craint que la vue des vaisseaux & le récit des aventures des gens de mer ne le séduisent. La perspective éloignée des hasards , dont nous pouvons espérer de nous tirer par le courage & l'adresse , n'est point désagréable pour nous. Elle ne fait point hausser le salaire dans aucun genre de travail. Il n'en est pas de même de ceux où le courage & l'adresse ne peuvent être d'aucun se-

cours. Dans les métiers connus pour être mal-sains, le salaire du travail est toujours fort. Leur mauvaise influence sur la santé est une espèce de désagrément, & leurs effets à cet égard doivent être rangés sous ce chef.

Dans tous les différens emplois des fonds le taux ordinaire du profit varie plus ou moins suivant la certitude ou l'incertitude des retours. Ils sont en général moins incertains dans le commerce intérieur, que dans le commerce étranger, & moins dans certaines branches de celui-ci que dans d'autres ; par exemple, moins dans le commerce avec l'Amérique septentrionale, que dans celui qui se fait à la Jamaïque. Le taux ordinaire du profit s'élève toujours plus ou moins avec le risque. Il ne paroît pourtant pas s'élever en proportion suffisante pour que l'un fasse entièrement la compensation de l'autre. Les commerces les plus hasardeux sont ceux où les banqueroutes sont les plus fréquentes. Il n'en est point où l'on court tant de risques que dans celui qui se fait par fraude ; & quoiqu'il n'y en ait pas de plus lucratif, quand on a le bonheur d'y échapper, il conduit infailliblement à la banqueroute. La con-

fiance dans le succès semble agir dans ce métier là comme dans toutes les autres occasions. Elle y attire tant d'aventuriers , que leur concurrence réduit le profit au dessous de ce qu'il faut pour compenser le risque. Pour que cette compensation fût complète , il faudroit qu'outre les profits ordinaires des fonds , les retours donnassent non-seulement de quoi indemniser de toutes les pertes accidentelles , mais encore un surplus de profit de la même nature que celui des assureurs. Or si les retours ordinaires dans le commerce par fraude remplissoient tous ces objets , les banqueroutes n'y feroient pas plus fréquentes que dans les autres commerces.

Des cinq circonstances qui affectent le prix du travail , on voit qu'il n'y en a que deux qui affectent les profits des fonds , savoir , l'agrément ou le désagrément de la chose , & le risque ou la sûreté qui l'accompagnent, L'agrément ou le désagrément ne mettent que peu ou point de différence dans la grande partie des emplois des fonds ; mais ils en mettent beaucoup dans ceux du travail ; & quoique le profit ordinaire des fonds augmente avec le risque , il ne paroît pas toujours augmenter en

proportion. Il doit résulter de là, que dans la même société ou le même arrondissement, les taux ordinaires & communs du profit dans les différens emplois des fonds soyent plus près du niveau que les taux du salaire en argent dans les différentes sortes de travail. Aussi le sont-ils. La différence entre ce que gagne un simple ouvrier, & ce que gagne un médecin ou un homme de loi bien employés, est évidemment beaucoup plus grande que celle qui se trouve entre les profits ordinaires dans deux branches de commerce quelconques. Ajoutez que la différence apparente dans les profits de différens commerces, est généralement une illusion provenant de ce que nous ne distinguons pas toujours, ce qui doit être considéré comme salaire, & ce qui doit être considéré comme profit.

Les parties d'apothicaire sont passées en proverbe pour désigner un profit énorme. Cependant ce grand profit apparent que font les apothicaires, n'est souvent que le raisonnable salaire de leur travail. La science que demande leur profession est d'un genre beaucoup plus fin & plus délicat que celle de tous les artisans, & la confiance qu'on leur

donne est beaucoup plus importante. Un apothicaire est le médecin des pauvres dans tous les cas, & des riches quand le mal ou le danger ne sont pas bien effrayans. Sa récompense doit donc être proportionnée à ses talens & à la confiance qu'on lui donne. Cette récompense vient généralement du prix auquel il vend ses drogues. Mais toutes les drogues qu'un apothicaire le plus en vogue vendra en un an dans une grande ville, ne lui coûtent peut-être pas au-delà de trente ou quarante livres sterling. Supposé donc qu'il les vende à trois ou quatre cent, ou à mille pour cent de profit, il peut se faire que cela n'excede point ce qu'il doit raisonnablement gagner par son travail, & qu'il ne peut avoir autrement qu'en le mettant sur le prix de ses drogues. La plus grande partie du profit apparent, est le salaire réel déguisé sous l'air & le nom de profit.

Dans une petite ville à port, un petit épicier fera quarante ou cinquante pour cent d'un fonds de cent livres sterling, tandis qu'un fort marchand en gros, n'y fera qu'à peine huit ou dix pour cent d'un fonds de dix mille livres. Le commerce de l'épicier peut

être nécessaire pour la commodité des habitans, & il est possible que les bornes étroites du marché ne comportent pas l'emploi d'un capital plus considérable en ce genre. Il faut cependant non-seulement qu'un homme vive de son commerce, mais qu'il en vive proportionnellement aux qualités qui l'y rendent propre. Outre la possession d'un petit capital, il est nécessaire que ce petit épicier sache lire, écrire & compter; qu'il juge aussi peut-être d'une cinquantaine ou d'une soixantaine de différentes sortes de marchandises, de leurs prix, de leurs qualités, & des marchés où il peut les avoir à meilleur compte. Il faut en un mot qu'il ait toutes les connoissances d'un fort marchand tel qu'il le deviendrait, n'étoit le manque d'un capital suffisant. Trente ou quarante livres sterlings par an ne peuvent être regardées comme une récompense trop grande pour un homme de ce mérite. Otez cela des profits de son capital qui vous paroissent considérables, & il ne restera guere que les profits ordinaires des fonds. La plus grande partie du profit apparent est aussi dans ce cas le véritable salaire.

La différence entre le profit apparent



du commerce en détail & celui du commerce en gros, est beaucoup moindre dans la capitale que dans les petites villes & les villages. Là où dix mille livres sterling peuvent être employées dans le commerce de l'épicerie, ce que l'épicier retire de son travail n'est qu'une légère addition aux profits d'un fonds si considérable. Les profits du riche détaillier s'y mettent donc plus de niveau avec ceux du marchand en gros. C'est par cette raison qu'on a les marchandises en détail à aussi bon & souvent à meilleur marché dans la capitale que dans les petites villes & les villages. Les épiceries, par exemple, y sont en général beaucoup moins chères, & souvent le pain & la viande ne le sont pas davantage. Il n'en coûte pas plus pour amener les épiceries dans une grande ville, que pour les amener dans un village; mais il en coûte beaucoup plus pour y amener du bled & des bestiaux, parce que la plus grande partie de ces denrées vient de plus loin. Le premier coût des épiceries étant donc le même dans une grande ville & dans un village, elles sont à meilleur compte où on fait un moindre profit sur elles. Le premier coût du pain &

de la viande de boucherie, est plus grand dans l'une que dans l'autre, & conséquemment quoique le profit soit moindre, ils n'y sont pas toujours à meilleur marché, & ils s'y vendent souvent au même prix. Dans des articles tels que le pain & la viande, la même cause qui diminue le profit apparent augmente le premier coût. L'étendue du marché en donnant jour à employer de plus gros fonds, diminue le profit apparent. Mais comme elle met dans la nécessité de se fournir dans une plus grande distance, elle augmente ainsi le premier coût. La diminution de l'un & l'augmentation de l'autre fait la plupart du tems qu'ils se contre-balancent à-peu-près mutuellement; ce qui est probablement la raison pour quoi les prix du pain & de la viande sont à peu de chose près les mêmes dans la plus grande partie du royaume, quoique les prix du bled & du bétail soyent fort différens.

Quoique les profits des fonds du commerce tant en gros qu'en détail soyent généralement moindres dans la capitale que dans les petites villes & les villages, on y voit souvent de petits commencemens mener à une grande

fortune, ce qui n'arrive presque jamais dans les petits endroits. Dans ceux-ci les bornes du marché sont trop étroites pour que le commerce puisse toujours s'étendre à mesure que les fonds s'étendent. Quoique le taux des profits d'une personne particulière puisse y être fort haut, la somme ou le montant de ces profits, & par conséquent celle de leur accumulation annuelle, ne peuvent être fort grandes. Dans les grandes villes, au contraire, le commerce peut s'étendre à mesure que les fonds croissent, & le crédit d'un homme frugal & qui fait bien ses affaires, croît encore plus vite que son fonds. Son commerce s'aggrandit en proportion de l'un & de l'autre. La somme ou le montant de ses profits est en proportion de l'étendue de ce commerce, & l'accumulation annuelle en proportion du montant de ses profits. Il est cependant rare qu'il s'y fasse des fortunes considérables par aucune branche d'industrie régulière, établie & bien connue, si ce n'est en conséquence d'une longue vie, laborieuse, frugale & appliquée. Les fortunes s'y font par ce qu'on nomme le commerce de spéculation. Le marchand qui spécule n'exerce

point une branche régulière, établie & bien connue de commerce. Il est marchand de bled cette année, il sera marchand de vin l'année prochaine, & celle d'ensuite il sera marchand de sucre, de tabac, ou de thé. Il entre dans toutes les affaires où il prévoit un profit extraordinaire, & il les quitte dès qu'il prévoit que le gain à y faire va retomber au niveau des autres commerces. Ses profits & ses pertes n'ont donc point de proportion régulière avec ceux des branches établies & bien connues. Deux ou trois spéculations heureuses peuvent valoir une fortune considérable à un homme entreprenant; mais il n'en faut de même que deux ou trois malheureuses pour le ruiner. Ce commerce est particulier aux grandes villes, il demande une intelligence qu'on ne peut avoir que dans les places, où il y a le plus d'affaires & de correspondance.

Quoique les cinq circonstances dont je viens de parler, occasionnent de grandes inégalités dans le salaire du travail & les profits des fonds, elles n'en occasionnent point dans le total des avantages & des désavantages, réels ou imaginaires, des différens emplois tant de

l'un que des autres. La nature de ces circonstances est telle, que dans certains de ces emplois elles tiennent lieu d'un petit gain pécuniaire, & que dans d'autres elles font le contrepoids d'un gain considérable.

Cependant pour que l'égalité subsiste dans le total de ces avantages ou désavantages, il faut le concours de trois choses, dans les endroits même où il regne la plus parfaite liberté; la première est, que les applications du travail & des fonds soyent bien connues & établies depuis long-tems dans le pays ou l'arrondissement; la seconde, qu'elles soyent dans leur état ordinaire ou naturel; & la troisième, qu'elles fassent la seule ou la principale occupation de ceux qui s'y livrent.

1°. Cette égalité ne peut avoir lieu que dans des emplois du travail & des fonds qui sont bien connus, & qui sont établis depuis long-tems dans le pays.

Tout le reste égal, le salaire est généralement plus fort dans les métiers nouveaux que dans les anciens. Celui qui veut établir une manufacture nouvelle doit commencer par tenter des ouvriers occupés à autre chose, en leur

offrant un salaire plus fort que celui qu'ils gagnent ailleurs, & peut-être trop fort pour la nature de l'ouvrage qu'il leur propose; & il se passera bien du tems avant qu'il puisse l'amener ou le réduire au niveau commun. Les manufactures qui dépendent de la mode & du caprice changent continuellement, & durent si peu qu'on ne peut guere les regarder comme des manufactures établies. Celles qui sont fondées sur l'utilité ou la nécessité, sont moins sujettes au changement, & le public peut demander la même forme ou façon pendant des siècles de suite. Il est donc naturel que le salaire du travail soit plus haut dans les premières que dans les dernières. Le trafic de Birmingham est principalement dans celles de la première espèce: celui de Scheffield dans celles de la seconde; & on dit que le salaire du travail dans ces deux endroits suit cette différence.

L'établissement d'une manufacture nouvelle, ou d'une nouvelle branche de commerce, ou d'une nouvelle pratique dans l'agriculture, est toujours une spéculation dont l'auteur se promet un profit extraordinaire. Quelquefois il y gagne gros; quelquefois &

le plus souvent peut-être, il y perd, ou y gagne fort peu de chose. Mais en général ses profits n'ont point de proportion régulière avec ceux des anciens commerces ou métiers qui sont dans le voisinage. Communément ils sont d'abord fort hauts, quand le projet réussit; mais si l'affaire prend bien & qu'elle soit bien connue, la concurrence les réduit avec le temps au niveau des autres.

2°. Cette égalité dans le total des avantages & des défavantages des différens emplois du travail & des fonds, ne peut avoir lieu que quand ces emplois sont dans leur état ordinaire, ou ce qu'on peut appeller leur état naturel.

La demande du travail dans presque tous les genres est quelquefois plus, quelquefois moins grande qu'à l'ordinaire. Dans le premier cas, les avantages de l'emploi s'élèvent au dessus, & dans le second ils s'abaissent au dessous du taux commun. On demande plus de travail pour la campagne dans le tems de la fenaison & de la moisson, que durant la plus grande partie de l'année, & les ouvriers qu'on y emploie gagnent davantage. En tems de guerre où quarante ou cinquante mille hommes de

mer sont obligés de passer du service de la marine marchande à celui de la marine royale, il y a disette de matelots pour les vaisseaux marchands, & leur salaire hausse communément dans ces occasions d'une guinée & de vingt-six ou vingt-sept schelings jusqu'à quarante schelings & trois livres sterlings par mois. C'est tout le contraire dans une manufacture qui va en décadence. Plusieurs ouvriers aiment mieux gagner au dessous du prix ordinaire de leur travail, que de quitter leur ancien métier.

Les profits des fonds varient avec le prix des marchandises où ils sont employés. A mesure que le prix d'une marchandise s'élève au dessus du taux ordinaire ou commun, ou qu'il descend au dessous, les profits des fonds, ou au moins de quelque partie des fonds, haussent ou baissent. Toutes les marchandises sont plus ou moins sujettes à varier de prix; mais il y en a qui le sont beaucoup plus que d'autres. Dans toutes celles que produit l'industrie des hommes, la quantité d'industrie annuellement employée, est nécessairement réglée par la demande annuelle, de manière qu'elle répond autant qu'il est possible à la consommation annuelle.



Nous avons déjà observé que la même quantité d'industrie produit toujours la même, ou à-peu-près la même quantité de marchandise dans certains emplois de travail. Par exemple, avec le même nombre de bras on fait toujours annuellement autant de toile ou de draps. Les variations dans le prix de ces marchandises, selon le cours du marché, viennent donc de quelques variations accidentelles dans la demande. Un deuil public fait hauffer le prix des étoffes noires; mais comme la demande pour les toiles & les draps unis est assez uniforme, le prix l'est aussi. Dans d'autres genres, la même quantité d'industrie ne donne pas toujours la même quantité de marchandises. Par exemple, elle donne en différentes années des quantités fort différentes de bled, de vin, de houblon, de tabac, de sucre, &c. C'est pourquoi le prix de ces marchandises varie non seulement selon les variations de la demande, mais encore selon celles de leur quantité, qui sont beaucoup plus grandes & plus fréquentes, & il éprouve conséquemment de grandes vicissitudes. Mais le profit de quelques-uns de ceux qui en trafiquent, doit nécessairement les éprouver aussi. Les opérations des mar-

chands qui spéculent roulent principalement sur ces sortes de marchandises. Ils tâchent de les acheter quand ils prévoient qu'elles hausseront de prix, & de les vendre quand ils prévoient qu'elles baisseront.

3°. Cette égalité ne peut avoir lieu que dans les emplois du travail & des fonds qui font la seule ou la principale occupation de ceux qui s'y adonnent.

Lorsqu'une personne tire sa subsistance d'un métier qui lui laisse une grande partie de son tems, elle travaille souvent d'un autre métier pour remplir les intervalles de son loisir, & donne son ouvrage à meilleur marché qu'il ne feroit autrement.

Il se trouve encore en divers endroits d'Ecosse, une espece de gens qu'on appelle *Casaniers*, & qui n'y font pas si communs aujourd'hui qu'ils l'étoient il y a quelques années. Il sont une sorte de domestiques externes pour les propriétaires & les fermiers. La récompense que les maîtres font dans l'usage de leur donner, est une maison, un petit jardin potager, autant d'herbe qu'il en faut pour nourrir une vache, & peut-être un acre ou deux de terre labourable. Quand leur maître a besoin d'eux,

il leur donne de plus deux picotins de gruau d'avoine par semaine, valant environ seize deniers sterlings. Il peut se passer de leur service pendant une grande partie de l'année, & la culture de leur petite possession ne suffit pas pour occuper tout le tems qui reste à leur disposition. On dit que lorsque cette espece de tenanciers étoit en plus grand nombre qu'elle n'est à présent, ils donnoient volontiers leurs momens de loisir à tout venant pour fort peu de chose, & qu'ils travailloient à meilleur marché que les autres ouvriers. Il semble qu'anciennement ils étoient communs dans toute l'Europe. Dans des pays mal cultivés & plus mal peuplés, la plupart des propriétaires & des fermiers ne pouvoient se pourvoir autrement de la quantité extraordinaire de bras qu'exige le travail de la campagne en certaines saisons. Il est évident que la récompense occasionnelle que ces ouvriers recevoient de leurs maîtres par jour ou par semaine, étoit seulement une partie du prix de leur travail, & que leur petit tenement en étoit une considérable. Il paroît cependant que cette récompense journaliere ou hebdomadaire a été regardée com-

me faisant tout leur salaire, par plusieurs écrivains qui ont recueilli les prix du travail & des vivres dans les anciens temps, & qui ont pris plaisir à les représenter les uns & les autres comme merveilleusement bas.

Le produit d'un tel travail revient souvent à meilleur marché qu'il ne seroit sans cela, & qu'il ne devroit être selon sa nature. Dans plusieurs parties de l'Ecosse on tricote des bas à meilleur marché qu'on n'en fait de drapés partout ailleurs. Ils font l'ouvrage de gens de service & d'ouvriers qui tirent la plus grande partie de leur subsistance de quelque autre métier. On importe annuellement à Leith plus de mille paires de bas de Sethland, dont le prix est depuis cinq jusqu'à sept pences la paire. On m'a assuré qu'à Leawick, la petite capitale des isles de Sethland, le prix commun du bas travail est de dix pences par jour. Il se fait dans les mêmes isles une sorte de bas qui se vendent une guinée la paire & même au-delà.

La toile se file en Ecosse comme les bas se tricotent, par des gens qui servent à d'autres choses. Ceux qui n'ont d'autre ressource qu'un de ces deux métiers, gagnent à peine de quoi subsister.

ter. Une bonne fileuse en Ecoſſe eſt celle qui gagne vingt pences en une ſemaine.

Le marché eſt en général ſi étendu dans les pays opulens , que tout commerce y eſt ſuffiſant pour employer tout le travail & les fonds de ceux qui s'en mêlent. C'eſt dans les pays pauvres ſur-tout , qu'on trouve des exemples de gens qui vivent d'un métier , & qui en même tems tirent quelque avantage d'un autre. Il y a cependant un exemple de quelque choſe de ſemblable dans la capitale d'un royaume puiffamment riche. De toutes les villes de l'Europe , Londres eſt , je crois , celle où le loyer d'une maiſon eſt le plus cher , & je n'en connois point où un appartement meublé ſoit à ſi bon marché. Non ſeulement il coûte beaucoup moins qu'à Paris , mais beaucoup moins qu'à Edimbourg au même degré de bonté ; & , ce qui peut paroître extraordinaire , la cherté du loyer de la maiſon eſt la cauſe du bon marché des appartemens. Cette cherté à Londres ne vient pas ſeulement de ces cauſes qui l'établiffent dans toutes les grandes villes capitales , du haut prix du travail , de celui des matériaux qu'il faut généralement aller

chercher à une grande distance , & surtout de l'énormité de la rente de la terre , chaque propriétaire agissant en monopoleur , & exigeant souvent pour un seul acre de terre dans la ville , une rente plus forte que celle qu'on peut avoir pour cent acres situés dans la meilleure campagne. Elle vient aussi en partie des mœurs & des coutumes du peuple , qui obligent chaque chef de famille à louer toute une maison depuis la cave jusqu'au grenier. Par logement on entend en Angleterre tout ce qui est contenu sous le même toit. En France , en Ecosse , & dans plusieurs autres parties de l'Europe , on n'entend souvent rien de plus qu'un étage. Un artisan à Londres est obligé de louer une maison entière dans la partie de la ville où demeurent ses pratiques. Sa boutique est au rez-de-chaussée. Lui & sa famille couchent au grenier , & il tâche de payer une partie de son loyer en louant les deux étages du milieu : il compte , non sur ses locataires , mais sur son métier , pour l'entretien de sa famille. Au lieu qu'à Edimbourg & à Paris ceux qui louent des logemens , n'ont communément pas d'autres moyens de subsister , & comptent sur

les locataires non-seulement pour le paiement du loyer de la maison, mais encore pour payer toute la dépense de leur famille.

## PARTIE SECONDE.

*Inégalités occasionnées dans les différens emplois du travail & des fonds, par la police de l'Europe.*

**T**ELLES sont les inégalités que le défaut des trois conditions dont je viens de parler, doit occasionner dans le total des avantages & des défavantages des différens emplois du travail & des fonds, là même où regne la liberté la plus parfaite. Mais la police de l'Europe, en gênant la liberté, en occasionne d'autres de bien plus grande conséquence.

Elle le fait principalement de trois manieres, 1°. en restreignant la concurrence dans certaines professions à un nombre plus petit qu'il ne seroit sans les entraves qu'elle met à ceux qui veulent y entrer; 2°. en l'augmentant dans les autres au-delà de ce qu'elle seroit naturellement; 3°. en empêchant le travail & les fonds de circuler librement.

d'un emploi à l'autre & d'une place à une autre.

1°. La police de l'Europe occasionne une importante inégalité dans le total des avantages & des défavantages des différens emplois du travail & des fonds, en resserrant la concurrence dans des bornes plus étroites qu'elles ne feroient naturellement.

Les privilèges exclusifs des corporations, sont le moyen dont elle se sert pour cet effet.

Le privilège exclusif d'un corps de métier, borne nécessairement la concurrence dans une ville où il est établi à ceux qui y sont aggrégés. Pour acquérir le droit d'en être, il faut communément servir comme apprentif dans une ville sous un maître dûement qualifié. Les statuts de la corporation régulent quelquefois le nombre d'apprentifs qu'un maître peut avoir, & presque toujours le nombre d'années que doit durer l'apprentissage. L'intention de ces réglemens est de restreindre la concurrence à un plus petit nombre qu'il n'en entreroit sans cela dans le métier. La limitation du nombre des apprentifs le fait directement ; la longue durée de l'apprentissage le fait plus in-



directement, mais aussi efficacement, en augmentant la dépense de l'éducation.

Par un statut de la communauté des couteliers, un maître ne peut avoir qu'un apprentif à la fois dans Sheffield. A Norfolk & à Norwick, un maître tisserand ne peut en avoir que deux, sous peine d'une amende de 5 liv. sterl. par mois, payable au roi. Il n'est permis à un maître chapelier nulle part en Angleterre ni dans les plantations angloises, d'en avoir davantage, sous peine de pareille amende, moitié au profit du roi, moitié au profit de celui qui dénonce le contrevenant & le poursuit à quelque greffe. Mais quoique ces réglemens ayent été confirmés par une loi publique du royaume, ils sont manifestement dictés par le même esprit de corporation qui a fait les statuts de Scheffield. Il y avoit à peine un an que les ouvriers en soie formoient une communauté à Londres, lorsqu'ils défendirent par un statut, à tous les maîtres de leur corps, de prendre plus de deux apprentifs à la fois. Il a fallu un acte du parlement pour casser ce réglemeut.

Il paroît qu'anciennement la durée de l'apprentissage dans toute l'Europe,

étoit de sept ans , pour la plupart des corps de métier. On appelloit autrefois ces communautés des *universités*, ce qui est le mot latin propre pour toute incorporation. L'*université des forgerons*, l'*université des tailleurs*, &c. sont des expressions qu'on rencontre communément dans les vieilles chartes des anciennes villes. Lors du premier établissement de ces incorporations, qu'on appelle aujourd'hui particulièrement *universités*, le nombre d'années d'étude qu'on exigea pour passer maître-ès-arts, fut manifestement emprunté de la durée de l'apprentissage dans les professions mécaniques, dont les incorporations étoient bien antérieures. Comme il falloit avoir travaillé sept ans, sous un maître dûement qualifié pour obtenir la maîtrise & le droit d'avoir soi-même des apprentifs dans un métier, il fut de même nécessaire d'avoir étudié sept ans, sous un maître dûement qualifié, pour devenir maître, professeur ou docteur (mots anciennement synonymes), & pour avoir des écoliers & des apprentifs, mots également synonymes dans l'origine.

Par l'acte se du regne d'Elisabeth, appelé communément le *statut d'appren-*

*tissage*, il est ordonné que personne à l'avenir n'exercera aucun métier, profession ou art mécanique exercé alors en Angleterre, à moins qu'il n'ait servi préalablement au moins sept ans comme apprentif; & ce qui n'avoit été auparavant qu'un statut de plusieurs corporations particulières, devint une loi générale & publique pour tous les métiers pratiqués dans les villes de marché; car quoique les mots du statut foyent généraux, & qu'ils paroissent visiblement comprendre tout le royaume, son effet a été limité par interprétation aux villes de marché, parce qu'on a jugé que pour la commodité des habitans de la campagne, & vu la difficulté d'y avoir assez d'ouvrier de chaque espèce, il falloit qu'une seule personne pût exercer dans un village plusieurs métiers différens, quoiqu'elle n'eût pas fait sept ans d'apprentissage dans chacun d'eux.

Par une interprétation littérale des paroles du statut, on en a aussi borné l'effet aux métiers établis en Angleterre avant qu'il parût, & on ne l'a jamais étendu à ceux qui s'y sont introduits depuis. Cette limitation a donné occasion à diverses distinctions, qui, con-

fidérées comme regles de police, ont toute l'extravagance imaginable. Par exemple, on a condamné les carrossiers à ne faire ni par eux-mêmes, ni par les compagnons qu'ils emploient, les roues de leurs carrosses. Il faut qu'ils les achètent des maîtres faiseurs de roues, parce que ce métier existoit en Angleterre avant l'époque du statut d'Elisabeth. Mais un faiseur de roues, qui n'a jamais fait d'apprentissage chez un carrossier, peut faire des carrosses par lui-même ou par les compagnons qu'il emploie, le métier de carrossier n'étant point compris dans le statut, parce qu'il n'existoit pas en Angleterre avant que la loi fût portée. Les manufactures de Birmingham, de Manchester & Wolverhampton n'y sont pas comprises, pour la plupart par la même raison.

En France, la durée de l'apprentissage est différente en différentes villes, & dans différens métiers. Cinq ans sont le terme prescrit à Paris pour un grand nombre; mais avant qu'une personne puisse avoir qualité pour exercer un métier comme maître, il faut dans la plupart qu'elle serve cinq ans de plus comme journalier. Durant ce dernier terme, il est appelé compagnon de son

maître, & le tems qu'il travaille ainsi est appelé compagnonage.

En Ecosse, il n'y a point de loi générale qui fixe universellement la durée de l'apprentissage. Le terme en est différent selon les corporations. Quand il est long, on peut généralement en racheter une partie avec quelque peu d'argent. Dans la plupart des villes, on achete aussi pour peu de chose la maîtrise dans une corporation. Les tisserands de toile de lin & de chanvre, qui font les principales manufactures du pays, & les autres artisans qui travaillent pour eux, comme ceux qui font les rouets, les devidoirs, &c. peuvent y exercer leurs métiers sans rien payer. Dans toutes les villes incorporées, chacun peut vendre de la viande de boucherie tous les jours de la semaine pour lesquels il y a permission. Trois ans font le terme ordinaire de l'apprentissage en Ecosse, même pour certains métiers raffinés, ou qui demandent plus de talent; & en général je ne connois point de pays en Europe, où les loix des corporations soyent si peu oppressives.

Comme la propriété qu'un homme a sur son travail, est ordinairement le

fondement de toute autre propriété, elle est aussi la plus sacrée & la plus inviolable. Le patrimoine d'un homme pauvre est dans la force & l'adresse de ses mains; & l'empêcher d'user de cette force & de cette adresse, comme il croit devoir le faire sans porter aucun préjudice à ses semblables, c'est une violation manifeste de cette propriété de toutes la plus sacrée; c'est un attentat visible à la juste liberté tant de l'ouvrier que de ceux qui voudroient l'employer. Car comme l'ouvrier n'est pas le maître alors de travailler à ce qu'il lui plaît, de même les autres ne sont pas les maîtres de faire travailler qui bon leur semble; on peut s'en rapporter sûrement du choix d'un ouvrier, à la discrétion de ceux qui l'emploient. Ils sont trop intéressés à ne pas s'y méprendre. L'inquiétude recherchée du législateur, qu'on n'emploie des gens incapables, est aussi déplacée qu'oppressive.

Les longs apprentissages ne peuvent donner aucune assurance qu'il n'arrivera pas souvent qu'on mette publiquement en vente de l'ouvrage mal fait. Lorsqu'on en expose de mauvais, c'est généralement l'effet de l'envie de trom-

per, & non de l'incapacité; & les longs apprentissages ne mettent point à l'abri de l'envie de tromper. Il faut de tout autres réglemens pour prévenir cet abus. La marque sterling qui est sur la vaisselle d'argent, & celles qu'on met sur les draps & les toiles, garantissent mieux l'acheteur d'être trompé, qu'aucun statut de l'apprentissage. Celui qui achete regarde à ces marques, & il ne croit pas que ce soit la peine de s'informer si celui qui a fait l'ouvrage a servi ses sept ans comme apprentif.

Cette institution n'est nullement propre à former les jeunes gens à l'industrie. Un ouvrier qui travaille à la piece, doit être plus laborieux qu'un autre, parce qu'il tire un bénéfice de son ardeur & de son application. Un apprentif doit naturellement être paresseux, & il l'est presque toujours, parce qu'il n'a point d'intérêt immédiat à ne pas l'être. Dans les métiers inférieurs, les douceurs du travail consistent entièrement dans sa récompense. Ceux qui sont plutôt dans le cas d'en jouir, doivent naturellement prendre aussi plutôt du goût pour le travail qui les leur procure, & acquérir de meilleure heu-

re l'habitude de l'industrie. Il est tout simple qu'un jeune homme conçoive de l'aversion pour le travail quand il n'en retire aucun bénéfice pendant long-tems. Les petits garçons qu'on met en apprentissage du fonds des charités publiques, sont généralement engagés à servir au-delà du nombre d'années ordinaire, & quand ils en sortent, ce sont en général des fainéans & de mauvais sujets.

Les anciens ne connoissoient point du tout les apprentissages ; les devoirs réciproques de maître & d'apprentif, sont un article considérable dans chaque code moderne ; la loi romaine garde un profond silence à leur égard. Je ne sache pas de mot grec ou latin, (& je crois pouvoir hasarder d'affurer qu'il n'y en a point,) qui exprime l'idée que nous attachons au mot apprentif, celle d'un serviteur qui s'engage à travailler d'un métier particulier pour le bénéfice d'un maître, durant un certain nombre d'années, à condition que le maître lui montrera ce métier.

Les longs apprentissages sont absolument inutiles. Les arts mécaniques supérieurs, tels que celui d'horloger, ne contiennent pas des mystères qui



exigent un si long cours d'instructions. La premiere invention des horloges & des montres, l'invention même de certains instrumens de l'horlogerie, sont sans doute le fruit d'idées profondes & d'un tems considérable, & on peut les regarder, à juste titre, comme les plus heureux efforts de l'esprit humain; mais une fois trouvées & bien conçues, l'explication la plus complete qu'on en peut faire à un jeune homme, pour lui montrer l'usage des instrumens & la construction de ces belles machines, est une affaire qui ne demande que quelques semaines; peut-être même seroit-ce assez de quelques jours. Il n'en faut certainement pas davantage dans les métiers intérieurs. Il est vrai qu'on n'y acquiert la dextérité de la main qu'avec beaucoup de pratique & d'expérience. Mais un jeune homme apportera plus de diligence & d'attention dans la pratique, si dès les commencemens il travaille comme un ouvrier à la journée, s'il est payé à proportion du peu d'ouvrage qu'il peut faire, & qu'il paye à son tour ce qu'il peut gâter par mal-adresse ou par inexpérience. Une pareille éducation auroit en général plus d'effet, & seroit

toujours moins ennuyeuse & moins coûteuse. Véritablement le maître y perdrait le salaire de l'apprentif, qu'il épargne aujourd'hui sept ans de suite. Peut-être qu'à la fin l'apprentif y perdrait aussi : car il auroit plus de concurrens dans un métier qui s'apprendroit facilement, & quand il seroit un ouvrier consommé, son salaire seroit moindre qu'il ne l'est à présent. La même augmentation de concurrence réduiroit les profits des maîtres aussi bien que les journées des ouvriers. Tous les arts, métiers & professions mécaniques y perdroyent ; mais le public y gagneroit, parce que tous les artisans vendroient leurs ouvrages moins chers.

Toutes les corporations, & la plupart de leurs loix, ont été établies pour prévenir cette réduction de prix, & par conséquent celle du salaire & du profit, en arrêtant la concurrence libre qui l'occasionneroit infailliblement. Pour ériger une corporation, il ne falloit anciennement dans la plus grande partie de l'Europe, que l'autorité de la ville corporée où elle se formoit. En Angleterre il falloit encore une charte du roi. Mais cette prérogative de la cou-

ronne semble avoir été réservée plutôt pour extorquer l'argent du sujet, que pour défendre la liberté commune contre l'oppression du monopole. En payant une somme au roi, la charte étoit obtenue sans difficulté; & quand une classe particulière d'artisans ou de marchands s'avisoit d'agir comme corporation sans avoir de charte, le roi ne perdoit pas toujours pour cela ces tributs bâtarde (comme on les appelloit): car ils étoient obligés de payer tous les ans une taxe au roi pour l'exercice de leurs privilèges usurpés. L'inspection immédiate sur toutes les corporations & les statuts qu'elles jugeoient à propos de faire pour se gouverner, appartenoit à la ville corporée où elles étoient; & la discipline à laquelle elles étoient soumises regardoit non le roi, mais la grande corporation dont ces communautés subordonnées faisoient membres ou parties.

Le gouvernement des villes corporées se trouvoit tout entier dans les mains des marchands & des artisans, & c'étoit manifestement l'intérêt de chaque classe de ces citoyens d'empêcher que le marché ne fût trop garni (comme ils s'expriment) des produc-

tions particulieres de son industrie, c'est-à-dire, de le tenir en réalité constamment dégarni. Chaque classe s'empressoit de faire des réglemens dans cette vue; & pourvu qu'on la laissât faire, elle consentoit volontiers que les autres classes en fissent autant. Il est vrai qu'en conséquence de ces réglemens, chaque classe étoit obligée d'acheter un peu plus cher dans la ville, les marchandises des autres classes; mais elle leur vendoit les siennes plus cher aussi; de maniere que tout revenoit au même, & qu'aucune ne perdoit dans le commerce qu'elles faisoient ensemble dans la ville. Mais elles gagnoient toutes gros dans leur commerce avec la campagne, qui est celui qui soutient & enrichit les villes.

Chaque ville tire de la campagne toute sa subsistance & toutes les matieres de son industrie: elle les paye principalement en deux manieres; 1°. en y renvoyant une partie de ces matieres travaillées & manufacturées dont le prix augmente en ce cas du salaire des ouvriers & des profits de leurs maîtres, ou de ceux qui les emploient immédiatement; 2°. en y envoyant une partie des productions, tant brutes que ma-

manufacturées , qui lui viennent , soit des autres pays , soit des parties distantes du pays même , & dont le prix augmente en ce cas , du salaire des voituriers ou des mariniers , & des profits des marchands qui les emploient. L'avantage que les villes tirent de leurs manufactures , consiste dans le gain qu'elles font sur la première de ces deux branches de commerce ; & l'avantage de leur trafic intérieur & extérieur consiste dans le gain qu'elles font sur la seconde. Tout ce qu'elles gagnent par ces deux voies se réduit en salaire & en profits. Par conséquent tous les réglemens qui tendent à faire monter le salaire & les profits plus haut qu'ils n'iroient autrement , tendant aussi à donner aux villes le moyen d'acheter une plus grande quantité du produit du travail de la campagne avec une moindre quantité de leur propre travail. Ils donnent aux marchands & aux artisans des villes un avantage sur les propriétaires , les fermiers & les ouvriers de la campagne , & ils rompent l'égalité naturelle qu'il y auroit sans cela dans le commerce qu'elles font entr'elles. Tout le produit annuel du travail de la société se partage annuel-

lement entre ces deux classes d'hommes. Par le moyen de ces réglemens, il en échut aux habitans des villes une part plus grosse qu'elle ne feroit si ces réglemens n'existoient pas, & celle qui échut aux habitans de la campagne est moindre qu'elle ne doit être naturellement.

Le prix qu'une ville paye réellement pour les vivres & les matieres qu'on y porte annuellement, est la quantité de manufactures & d'autres marchandises qu'on en exporte annuellement. Plus ces dernieres sont vendues cheres, plus elle achete les premieres à bon marché. C'est ce qui rend l'industrie des villes plus avantageuse que celle de la campagne.

Que l'industrie exercée dans les villes soit plus avantageuse par-tout en Europe que celle qu'on exerce à la campagne, c'est une chose dont on peut se convaincre sans entrer dans des calculs raffinés. Il ne faut pour cela qu'une observation fort simple, & à la portée de tout le monde. Nous voyons dans tous les pays de l'Europe, que pour une personne qui fait fortune par l'industrie de la campagne, c'est-à-dire, par la culture & l'amélioration de la ter-

re, il y en a cent qui de forts petits commencemens, sont parvenus à de grandes richesses par le commerce & les manufactures, qui sont l'industrie propre aux villes. L'industrie est donc mieux récompensée, & le salaire & les profits des fonds sont donc plus considérables dans une situation que dans l'autre: mais les fonds & le travail cherchent naturellement l'emploi le plus avantageux. De là vient qu'ils se rendent dans les villes, & désertent les campagnes autant qu'ils peuvent.

Les habitans d'une ville étant rassemblés dans le même lieu, peuvent aisément se liguier ensemble. Aussi voit-on que les métiers dont on fait le moins de cas, ont été incorporés. Si ce n'est pas dans une ville, c'est dans une autre; & dans celles où ils n'ont jamais fait corps, l'esprit de corporation, la jalousie contre les étrangers, & la répugnance à prendre des apprentifs ou à communiquer le secret de leur art, ne laissent pas de dominer généralement parmi eux, au point qu'ils savent bien empêcher par des associations & des conventions volontaires, cette liberté de concurrence qu'ils ne peuvent prévenir par des statuts. Ces fortes de

complots se font plus aisément dans les métiers qui n'exigent qu'un petit nombre de bras. Il faut peut-être une demi-douzaine de cardeurs de laine pour donner de l'occupation à un millier de fileuses & de tisserands. En convenant de ne pas prendre d'apprentifs, ils peuvent non-seulement s'emparer de tout l'ouvrage en se faisant employer seuls, mais réduire toute la manufacture dans une sorte d'esclavage, par rapport à eux, & hausser le prix de leur travail bien au-delà de ce qu'il vaut.

Les habitans de la campagne vivant dispersés, il ne leur est pas facile de se concerter ensemble. Non-seulement ils n'ont jamais été incorporés, mais l'esprit de corporation n'a jamais régné parmi eux. On n'a pas cru qu'il fût besoin d'apprentissage pour mettre au fait l'agriculture, qui est le travail de la campagne. Cependant, après ce qu'on nomme les beaux arts & les professions libérales, il n'est peut-être pas un métier qui demande une aussi grande variété de connoissances & autant d'expérience. Les livres innombrables écrits sur ce sujet dans toutes les langues, font bien voir que les nations



les plus sages & les plus savantes n'ont jamais regardé cette matiere comme fort aisée à entendre. Or nous tenterions vainement de puiser dans tous ces livres une connoissance des opérations variées & compliquées du fermier, telle que la possèdent communément les fermiers ordinaires, quoiqu'en puissent dire certains auteurs fort méprisables de ces livres, qui affectent quelquefois de parler d'eux avec dédain. A peine y a-t-il, au contraire, un seul art mécanique dont on ne puisse développer tous les procédés dans un pamphlet de quelques pages, aussi complètement & aussi distinctement qu'il est possible de le faire avec des mots illustrés par des figures. Dans l'histoire des arts que l'académie des sciences de Paris publie actuellement, plusieurs d'entr'eux se trouvent expliqués de cette maniere. D'ailleurs la direction d'opérations qui doivent varier selon le tems qu'il fait, & selon bien d'autres accidens, exige beaucoup plus de jugement & de circonspection que celle d'opérations qui sont toujours les mêmes ou à-peu-près les mêmes.

Ce n'est pas seulement l'art du fermier, ou la direction générale des tra-

vaux de la campagne, qui demande beaucoup plus d'intelligence & d'expérience que la plupart des arts mécaniques : il en faut aussi davantage dans plusieurs branches inférieures de ce travail. Celui des ouvriers en cuivre & en fer, se fait avec des instrumens & sur des matieres dont l'état ne change point ou presque point : mais l'homme qui laboure la terre avec un attelage de chevaux ou de bœufs, travaille avec des instrumens dont la fanté, la force & la disposition sont fort différentes en différentes occasions. L'état des matieres sur lesquelles il travaille, est aussi variable que celui de ces instrumens, & les uns & les autres veulent être maniés avec beaucoup de jugement & de discrétion. Quoiqu'on regarde communément un homme qui laboure la terre, comme un modele de stupidité & d'ignorance, il manque rarement de ce jugement & de cette prudence. Véritablement il est moins accoutumé au commerce social que les artisans qui vivent dans les villes : sa voix & son langage ont plus de rudesse, & on a plus de peine à les entendre, quand on n'y est pas fait. Cependant son esprit habitué à considérer une plus grande

variété d'objets , est , généralement parlant , fort supérieur à celui des ouvriers mécaniques , dont toute l'attention est occupée du matin au soir à faire une ou deux opérations très-simples. Ceux que leurs affaires ou leur curiosité ont mis à portée de converser avec le bas peuple de la campagne & celui des villes , savent combien le premier l'emporte sur l'autre. Aussi à la Chine & dans l'Indostan , le rang & le salaire des ouvriers de la campagne font , à ce qu'on dit , supérieurs à ceux de la plupart des artisans & des manufacturiers , & il en seroit vraisemblablement de même par tout , sans l'esprit & les loix des corporations.

L'avantage que l'industrie des villes a sur celle de la campagne dans toute l'Europe , n'est pourtant pas uniquement l'effet des corporations & de leurs loix. Il est soutenu par plusieurs autres réglemens. Les gros droits sur les manufactures étrangères & sur les marchandises importées par les marchands étrangers , tendent tous au même but. Les loix des corps de métiers , mettent les habitans des villes dans le cas de hausser leurs prix , sans craindre que la concurrence de leurs concitoyens les

force à les diminuer. Les autres réglemens écartent également la concurrence des étrangers. Le surhaussement du prix occasionné par ces doubles entraves, tombe finalement sur les propriétaires, les fermiers & les ouvriers de la campagne, qui rarement se sont opposés à ces fortes de monopoles. Ils n'ont communément ni la volonté, ni la fermeté nécessaires pour former une contreligue, & les clameurs & les raisons sophistiques des marchands & des manufacturiers, leur persuadent aisément que l'intérêt d'une partie, & d'une partie subordonnée, est l'intérêt du tout.

Il semble que la supériorité de l'industrie des villes sur celle de la campagne, ait été plus grande autrefois dans la Grande-Bretagne qu'elle ne l'est à présent. Le salaire du travail de la campagne, approche davantage aujourd'hui de celui du travail des manufactures, & les profits des fonds employés dans l'agriculture, s'éloignent moins de ceux des fonds employés dans le commerce & les manufactures, qu'ils ne faisoient dans le dernier siècle, & au commencement de celui-ci. Cette révolution peut être regardée comme une  
conséquence

conséquence nécessaire, quoique tardive, de l'encouragement extraordinaire donné à l'industrie des villes. Les fonds qu'on y accumule, deviennent si considérables avec le tems, qu'on ne peut plus les employer avec le même profit dans cette industrie qui a ses limites comme toute autre. La diminution de profit dans les villes, force les fonds à en sortir pour passer dans la campagne, où ils sont nécessairement monter le salaire du travail, parce qu'ils y occasionnent une demande nouvelle de ce travail. Ils se répandent, pour ainsi dire, alors sur la face de la terre; & par l'emploi qui s'en fait dans l'agriculture, ils sont rendus en partie à la campagne, aux dépens de laquelle, en bonne partie, s'étoit faite leur accumulation dans les villes. Je tâcherai de faire voir ci-après, que par-tout en Europe les plus grandes améliorations de la campagne sont dues à la surabondance des fonds originellement accumulés dans les villes. Je tâcherai de démontrer en même tems, que ce cours des choses, quoiqu'il ait élevé certains pays à un degré considérable d'opulence, est en lui-même nécessairement lent, incertain, sujet à être troublé &

interrompu par mille accidens, & à tous égards contraire à l'ordre de la nature & de la raison. Les intérêts, les préjugés, les loix & les coutumes qui l'ont établi, seront expliqués aussi ample-ment & aussi clairement que je le pourrai dans le troisieme & le quatrieme livres de cet ouvrage.

Les gens du même métier se rassemblent rarement, même pour se divertir & prendre de la dissipation, sans que la conversation aboutisse à une conspiration contre le public, ou à quelque invention pour renchérir leur travail. Véritablement il est impossible d'empêcher ces assemblées par aucune loi qui soit exécutable, & qui soit compatible avec la liberté & la justice. Mais si les loix ne peuvent les empêcher, elles ne doivent rien faire pour les faciliter, ni à plus forte raison, pour les rendre nécessaires.

Un règlement qui oblige les gens d'un même métier à consigner leurs noms & leurs domiciles dans un registre public, facilite ces assemblées. Il lie ensemble les individus qui, sans cela, ne se feroient jamais connus, & donne à chacun d'eux le moyen de trouver tous les autres.

Un règlement qui les autorise à se taxer eux-mêmes pour le soulagement de leurs pauvres, de leurs malades, de leurs veuves & de leurs orphelins, rend ces assemblées nécessaires, parce qu'il leur donne un intérêt commun à conduire.

Une incorporation n'entraîne pas seulement la nécessité des assemblées, elle fait que la pluralité des voix lie tous les membres. Dans un métier libre, il ne peut se former de ligue efficace que par le consentement unanime de tous ceux qui l'exercent, & elle ne peut durer qu'autant que chacun d'eux persiste dans son avis. Dans un corps de métier, la majorité fera passer un statut accompagné d'une sanction pénale, qui limitera la concurrence d'une manière plus efficace & plus durable que ne le feront jamais toutes les conventions volontaires.

Ce qu'on dit de la nécessité des corporations pour maintenir le bon ordre & la police dans les métiers, est avancé sans aucun fondement. La véritable discipline & la plus efficace sur les ouvriers, n'est pas celle de leur communauté; mais celle qu'exercent leurs pratiques. C'est la crainte de les perdre

qui empêche un ouvrier de tromper , & qui le corrige de sa négligence. Or le privilege exclusif des corps de métier affoiblit nécessairement cette discipline, puisqu'on est obligé de se servir des membres de ces corps, qu'ils travaillent bien ou mal. C'est pour cette raison que plusieurs grandes villes incorporées ne fournissent pas un ouvrier passable dans quelques métiers, même des plus nécessaires. Si on veut que l'ouvrage ne soit pas mauvais, il faut le commander dans les fauxbourgs où les ouvriers, n'ayant point de privilege exclusif, ne peuvent rien attendre que de leur réputation ; & quand cet ouvrage est fait, il faut chercher des expédiens pour le faire entrer en fraude dans la ville.

C'est ainsi que la police de l'Europe, en limitant la concurrence dans certaines professions à un plus petit nombre qu'il ne seroit naturellement, occasionne une inégalité importante dans la répartition du total des avantages & des désavantages des différens emplois du travail & des fonds.

2°. En augmentant en certaines professions la concurrence au-delà de ce qu'elle y seroit naturellement, elle pro-



duit une autre inégalité d'un genre opposé dans cette même répartition.

L'idée de l'importance de certaines professions , & la crainte qu'elles ne manquaissent de sujets , ont engagé le public , & quelquefois des particuliers , à fonder des pensions , des écoles , des colleges , des bourses , &c. pour l'éducation des jeunes gens qu'on y destine ; ce qui attire dans ces professions bien plus de monde qu'il n'y en auroit autrement. C'est ainsi , je crois , que presque tous les ecclésiastiques sont élevés dans la chrétienté. Fort peu le sont entièrement à leurs frais. Le tems , l'ennui & la dépense qu'il en coûte à ceux-ci , n'ont pas toujours une récompense proportionnée , parce que l'église regorge de sujets , qui , pour subsister , sont obligés de se contenter d'honoraires fort au dessous de ceux qui conviendroient à la décence de leur état & à la nature de leur éducation : d'où il arrive que la concurrence des pauvres ecclésiastiques enlève aux riches la récompense à laquelle ils auroient droit de prétendre. Sans doute il ne seroit pas décent de comparer un curé ou un chapelain avec un simple artisan. On peut cependant regarder

justement la paye des premiers comme étant de même nature avec celle du dernier. Tous les trois sont payés de leur ouvrage, selon le contrat qui se fait entr'eux & leurs supérieurs respectifs. Cinq marks, faisant à-peu-près autant d'argent que dix livres de notre monnoie, étoient en Angleterre, après le milieu du quatorzième siècle, les appointemens ordinaires des vicaires ou des prêtres gagés des paroisses, comme nous le voyons par divers décrets de conciles nationaux. Dans ce même tems, on fixa la paye d'un maître maçon à quatre pences par jour, valant un scheling de notre monnoie, & la journée d'un garçon maçon à 3 pences, qui reviennent à 9 pences d'aujourd'hui. Le salaire de ces deux ouvriers, en supposant qu'ils fussent employés constamment, étoit de beaucoup supérieur à celui d'un vicaire; & pour que celui d'un maître maçon lui fût égal, il faut supposer qu'il n'auroit été employé que les deux tiers de l'année. Par le 12<sup>e</sup> acte parlementaire de la reine Anne, c. 12, il est déclaré que  
 „ d'autant que faute de subsistance &  
 „ d'encouragement pour les vicaires,  
 „ les vicariats ont été assez mal pour-

„vus en différens endroits, l'évêque  
 „est autorisé à leur assigner par un  
 „écrit de sa main & scellé de son  
 „sceau, des appointemens ou une pen-  
 „sion qui n'excede pas cinquante li-  
 „vres sterl. par an, & qui n'aille pas  
 „au-dessous de vingt”. On compte  
 que quarante livres par an font un re-  
 venu fort honnête pour un vicaire ; &  
 malgré cet acte du parlement, il y a  
 plusieurs vicariats dont la portion  
 ne monte pas à 20 liv. Il y a des gar-  
 çons cordonniers à Londres, qui ga-  
 gnent quarante livres par an, & à peine  
 y a-t-il dans cette métropole un arti-  
 san, de quelque espece qu'il soit, qui  
 n'en gagne plus de vingt. Cette der-  
 niere somme, il est vrai, n'excede point  
 ce que gagnent souvent les simplés ou-  
 vriers dans plusieurs paroisses de la cam-  
 pagne. Toutes les fois que les loix ont  
 entrepris de régler le salaire des ou-  
 vriers, ç'a toujours été pour le baïsser  
 plutôt que pour l'augmenter. Mais  
 dans plusieurs occasions, elles ont tenté  
 de faire un meilleur sort aux vicaires ;  
 & pour l'honneur de l'église, elles ont  
 voulu obliger les curés ou recteurs des  
 paroisses, à leur donner quelque chose  
 de plus que la misérable subsistance

qu'ils pouvoient consentir à recevoir. Elles semblent n'avoir pas mieux réussi dans un cas que dans l'autre. Jamais elles n'ont été capables d'empêcher un homme pressé par la misere & forcé par la foule des compétiteurs, de prendre moins que la loi ne lui accorde : comme elles ne peuvent empêcher les ouvriers de recevoir au-delà de ce qu'elle prescrit, lorsqu'il y a une concurrence contraire de la part de ceux qui, pour leur propre plaisir ou leur profit, sont bien aises de les employer.

Les gros bénéfices & les grandes dignités ecclésiastiques soutiennent l'honneur de l'église, malgré la pauvreté d'une partie du clergé inférieur. Le respect qu'on a pour cette profession fait aussi une espece de compensation pour la modicité de la récompense pécuniaire. En Angleterre & dans tous les pays catholiques, la loterie de l'église est réellement beaucoup plus avantageuse que nécessaire. L'exemple des églises d'Ecosse, de Geneve, & de plusieurs autres de la communion protestante, peut nous convaincre qu'un nombre beaucoup plus grand de bénéfices médiocres, attireroit une quantité suffisante d'hommes savans, dé-

cens & respectables dans une profession si honnête & où l'éducation est si facile à se procurer.

Si on élevoit aux dépens du public une égale proportion de jeunes gens dans les professions où il n'y a point de bénéfices, telles que celles du droit & de la médecine, la concurrence y feroit bientôt si grande, que le métier n'en vaudroit plus rien. Ce ne feroit plus la peine qu'un homme y élevât son fils à ses propres frais. Elles seroient abandonnées aux enfans entretenus par les charités publiques, que leur multitude & leurs besoins forceroient à se contenter d'une vile récompense; & alors ces professions, aujourd'hui respectées, seroient totalement dégradées.

L'état où elles seroient réduites dans cette hypothèse, est justement celui de cette race d'hommes peu fortunés, qu'on appelle communément *gens de lettres*. Dans toute l'Europe on élève la plupart de ceux qui le deviennent, pour l'église; mais diverses raisons s'opposent ensuite à ce qu'ils entrent dans les ordres; ils sont donc généralement élevés aux dépens du public, & leur nombre est par-tout si grand, qu'ils ne

peuvent tirer qu'une chétive récompense de leur travail.

Avant l'invention de l'imprimerie, le seul emploi par lequel un homme de lettres pouvoit faire quelque chose de ses talens, étoit celui d'enseigner publiquement, ou de communiquer aux autres les connoissances curieuses & utiles qu'il avoit acquises ; & cet emploi est sûrement encore aujourd'hui plus honorable, plus utile, & en général plus lucratif que celui qu'a occasionné l'imprimerie, d'écrire pour un libraire. Le tems, l'étude, le génie, les connoissances & l'application nécessaires, pour être un excellent professeur dans les sciences, égalent au moins ce qu'il faut de talens pour former les plus grands praticiens dans le droit & la médecine. Mais la récompense ordinaire d'un professeur éminent, n'approche pas de celle d'un avocat ou d'un médecin, parce que le métier de l'un est surchargé d'hommes indigens qu'on a élevés pour lui aux frais du public, au lieu qu'il y a fort peu de sujets dans le métier des autres, qui n'ayent payé leur éducation de leurs propres deniers. Cependant quelque légère que puisse paroître la récompense de ceux qui enseignent en public ou

en particulier, elle feroit encore beaucoup moindre si le marché n'étoit pas déchargé de la concurrence de ces gens de lettres encore plus indigens, qui écrivent pour avoir du pain. Avant que l'art de l'imprimerie fût découvert, les termes d'écoliers & de mendiants semblent avoir été presque synonymes, & il paroît que les recteurs des universités accorderoient souvent à leurs écoliers la permission de mendier.

Les honoraires des savans professeurs, étoient beaucoup plus considérables dans l'antiquité, où il n'y avoit point de ces charitables établissemens pour l'éducation gratuite des jeunes gens qui se destinent aux sciences. Isocrate, dans ce qu'on appelle son discours contre les sophistes, reproche à ceux qui enseignoient de son tems, leur inconséquence. „ Ils font, dit-il, les  
 „ plus magnifiques promesses à leurs  
 „ écoliers, & ils entreprennent de leur  
 „ apprendre à être sages, à être heu-  
 „ reux, à être justes; & en échange  
 „ d'un si important service, ils ne de-  
 „ mandent que la misérable récom-  
 „ pense de quatre à cinq mines. Ceux  
 „ qui montrent la sagesse, continue-t-  
 „ il, doivent certainement être sages

„ eux-mêmes ; mais si quelqu'un ven-  
 „ doit une telle marchandise à ce prix,  
 „ il seroit atteint & convaincu de la  
 „ plus évidente folie ". Cet orateur  
 n'avoit sûrement pas envie d'exagérer  
 la récompense, & on ne peut supposer  
 qu'elle ait été moindre qu'il ne la re-  
 présente. Quatre mines étoient égales  
 à treize livres six schelings & huit pen-  
 ces (299 liv. 12 sols de France), cinq  
 mines à seize livres treize schelings &  
 quatre pences (374 liv. 18 s.). La ré-  
 tribution ordinaire des habiles sophis-  
 tes d'Athenes, étoit donc alors de  
 cinq mines & pas moins. Isocrate en  
 prenoit dix ; on dit qu'il avoit cent  
 écoliers lorsqu'il enseignoit à Athenes,  
 & ce nombre ne paroît point extraor-  
 dinaire pour une si grande ville & un  
 professeur si fameux, qui donnoit des le-  
 çons de rhétorique, celle de toutes les  
 sciences qui étoit le plus à la mode en  
 ce tems-là. Un cours de rhétorique  
 d'un an, lui valoit donc mille mines,  
 ou 3333 liv. 6 s. 8 d. sterl. (environ  
 75000 liv. de France) ; aussi Plutarque  
 dit-il dans un autre endroit, qu'il fai-  
 soit annuellement mille mines de ses  
 leçons. Plusieurs autres grands maî-  
 tres paroissent avoir fait de grosses for-



tunes par la même voie dans le même tems. Gorgias fit présent au temple de Delphes de sa statue en or massif. Je présume qu'il ne faut pas la supposer de grandeur naturelle. Platon nous le représente, ainsi qu'Hippias & Protagoras, comme vivant splendidement & même fastueusement. On dit la même chose de Platon. Aristote, après avoir été précepteur d'Alexandre, & très-magnifiquement récompensé, comme tout le monde en convient, tant par ce prince que par son pere Philippe, crut néanmoins que c'étoit encore la peine de retourner à Athenes, pour y reprendre ses fonctions dans son école. Il y a grande apparence que les maîtres des sciences étoient plus rares alors qu'ils ne le furent un ou deux siècles après, lorsque la concurrence augmentant diminua probablement quelque chose du prix de leur travail & de l'admiration pour leurs personnes. Cependant les plus éminens d'entr'eux paroissent avoir encore joui d'une considération très-supérieure à celles dont jouissent aujourd'hui nos plus habiles professeurs des sciences. Les Athéniens chargerent l'académicien Carnéade & le stoïcien Diogene d'une ambassade

solemnelle à Rome ; & quoiqu'Athènes fût déchue de son ancienne grandeur, elle étoit encore indépendante, & formoit une république considérable. Comme Carnéade étoit Babylonien de naissance, & que jamais peuple ne fut plus jaloux que les Athéniens d'exclure les étrangers des emplois publics, on peut conclure de là, qu'ils faisoient de ce philosophe un cas tout extraordinaire.

A tout prendre, cette inégalité est peut-être plus avantageuse que préjudiciable au public. Si d'un côté elle dégrade un peu la profession de montrer les sciences, de l'autre, le peu que coûte aujourd'hui l'éducation littéraire, est sûrement un bien qui l'emporte de beaucoup sur ce léger inconvénient. Le public en retireroit encore bien plus d'avantages, si la constitution de ces écoles & de ces collèges où l'on reçoit l'éducation, étoit plus raisonnable qu'elle n'est à présent dans toute l'Europe.

3°. La police de l'Europe, en mettant obstacle à la libre circulation du travail & des fonds d'un emploi à l'autre & d'un lieu à l'autre, occasionne, dans certains cas, une inégalité fort

fâcheuse dans le total des avantages, &c.

Le statut d'apprentissage nuit à la libre circulation du travail d'un emploi à l'autre, dans le même lieu. Les privilèges exclusifs des corporations l'empêchent d'un lieu à l'autre jusques dans le même emploi.

Il arrive souvent que tandis que les ouvriers d'une manufacture ont de forts salaires, ceux d'une autre sont obligés de se contenter de la subsistance la plus maigre. C'est que l'une se trouvant dans l'état d'avancement, demande continuellement plus de bras, & que l'autre se trouvant dans le déclin, en a toujours trop. Là, c'est la disette, & ici, c'est la surabondance de bras qui augmente continuellement. Ces deux manufactures peuvent être dans la même ville, ou dans le même voisinage, sans pouvoir se prêter le moindre secours. Le statut d'apprentissage s'y oppose dans un cas; & il s'y oppose encore dans l'autre, conjointement avec la corporation exclusive. Cependant les opérations de plusieurs manufactures différentes se ressemblent tellement, que les ouvriers pourroient aisément changer de métier les uns avec les autres, si ces loix absurdes

ne leur lioient pas les mains. Par exemple, l'art de faire de la toile unie, & celui de faire de la soie unie, sont presque entièrement les mêmes. Celui de faire du drap uni est un peu différent; mais la différence est si peu de chose, que quelques jours suffiroient pour mettre passablement au fait de la besogne un ouvrier en toile ou en soie. Par conséquent, si une de ces trois manufactures capitales venoit à déchoir, les ouvriers pourroient trouver une ressource dans une des deux autres qui seroit en meilleure posture, & leur salaire ne seroit ni si haut dans celle qui prospéreroit, ni si bas dans celle qui tomberoit. Il est vrai qu'il y a en Angleterre un statut particulier, qui ouvre à tout le monde la manufacture de toile; mais comme elle n'est pas fort cultivée dans la plus grande partie du pays, elle ne peut être une ressource générale pour les ouvriers des autres manufactures qui tombent, & il ne leur en reste pas d'autre que celle de se rabattre sur la paroisse, ou de travailler comme les gens de peine; travail pour lequel leurs habitudes les rendent beaucoup plus ineptes qu'ils ne le sont pour toute autre sorte de manufactures qui

a quelque analogie avec la leur. Aussi prennent-ils généralement le parti de vivre à la charge de la paroisse.

Tout ce qui arrête la libre circulation du travail, d'un emploi à l'autre, arrête également celle des fonds qui peuvent être employés dans une branche d'industrie dépendant beaucoup de celle du travail qu'on peut y mettre. Cependant les loix des corporations gênent moins la libre circulation des fonds d'un endroit à l'autre, que celle du travail. Il est par-tout beaucoup plus facile à un riche marchand d'obtenir le privilege de commercer dans une ville corporée, qu'il ne l'est à un pauvre artisan d'obtenir celui d'y travailler.

Les obstacles que les loix des corporations mettent à la libre circulation du travail, sont, je pense, communs à toutes les parties de l'Europe. Ceux qu'y mettent les loix concernant les pauvres, sont, autant que je sache, particuliers à l'Angleterre. Ils consistent dans la difficulté que trouve un pauvre homme à obtenir la permission de s'établir, ou simplement celle d'exercer son industrie, dans une paroisse autre que la sienne. Il n'y a que le tra-

vail des artisans & des manufacturiers qui soit gêné par les loix des corporations. Celui des gens de peine même est gêné par les loix qui regardent les pauvres. Peut-être n'est-il pas inutile d'entrer dans quelques détails sur la naissance, les progrès, & l'état actuel de ce désordre, le plus grand, peut-être, de tous ceux qui regnent dans la police d'Angleterre.

La destruction des monasteres ayant privé les pauvres des charités qu'ils en recevoient, on fit d'abord quelques tentatives infructueuses pour leur soulagement; après quoi il fut décidé par le 43<sup>e</sup> acte parlementaire d'Elisabeth, ch. 2, que chaque paroisse seroit tenue de pourvoir à ses pauvres, & qu'on nommeroit tous les ans des inspecteurs qui, avec les marguilliers, lèveroient sur la paroisse les sommes nécessaires à cet effet.

Ce statut ayant mis chaque paroisse dans la nécessité indispensable d'entretenir ses pauvres, il devint assez important de savoir quels étoient ceux que chaque paroisse regarderoit comme siens. La question, après quelque variation, fut enfin décidée par le 13<sup>e</sup> & le 14<sup>e</sup> acte de Charles II, où il fut dit que quarante jours de résidence

non contestée sur une paroisse, suffiroient pour en être ; mais que sur la plainte faite par les marguilliers ou les inspecteurs des pauvres , deux juges de paix pourroient renvoyer dans cet intervalle un nouvel habitant sur la dernière paroisse où il étoit également établi, à moins qu'il ne tint à rente un bien de dix livres de redevance annuelle , ou qu'il ne pût donner pour la décharge de la paroisse où il arrivoit , telle sûreté que ces juges de paix trouveroient suffisante.

On dit qu'on abusa de ce statut pour commettre certaines fraudes , les officiers de paroisse subornant leurs pauvres pour qu'ils allaient clandestinement sur une autre paroisse , & qu'ils s'y tinssent cachés pendant six semaines ; séjour qui les y établissoit à la décharge de celle à laquelle ils devoient appartenir. C'est pourquoi le premier acte parlementaire de Jacques II , statua que les quarante jours ne se compteroient désormais que du jour où le pauvre donneroit avis par écrit aux marguilliers ou aux inspecteurs de la paroisse où il venoit , tant du lieu de sa demeure , que du nombre de personnes dont sa famille étoit composée.

Mais il semble que les officiers de paroisse n'étoient pas toujours plus honnêtes à l'égard de leurs propres pauvres, qu'à l'égard de ceux des autres paroisses, & qu'ils se prêtoient à ces fortes d'intrusions en recevant l'avis sans faire ensuite les démarches convenables. En conséquence, comme chaque paroissien avoit intérêt à ce que sa paroisse ne fût pas chargée de ces intrus, il fut ordonné par le 3<sup>e</sup> acte de Guillaume III, que les six semaines de résidence ne seroient plus comptées que du jour où l'avertissement donné pour le pauvre seroit publié; publication qui se feroit dans l'église, un dimanche, immédiatement après le service divin.

” Au bout du compte, dit le docteur Burn, il est rare qu'un pauvre  
 „ gagne le droit d'appartenir à une nou-  
 „ velle paroisse, depuis qu'il faut qua-  
 „ rante jours de résidence, à dater de  
 „ la publication de l'avis qu'il a donné  
 „ par écrit; & le but des actes n'est pas  
 „ tant qu'il s'y établisse, que d'empê-  
 „ cher qu'il ne le fasse clandestinement.  
 „ Car celui qui donne sa déclaration par  
 „ écrit, donne seulement à la paroisse le  
 „ moyen de le renvoyer. Mais s'il est  
 „ dans une situation à faire douter



„ qu'on puisse le renvoyer actuelle-  
 „ ment , sa déclaration forcera la pa-  
 „ roisse ou à l'y laisser prendre racine ,  
 „ en ne le troublant point pendant ces  
 „ quarante jours de résidence , ou à  
 „ soutenir un procès , si elle prend le  
 „ parti de s'en débarrasser”.

Un pareil statut ôtoit donc presque ab-  
 solument à un pauvre la ressource de s'é-  
 tablir à l'ancienne maniere par une rési-  
 dence de six semaines. Mais afin qu'il ne  
 parût pas interdire au bas peuple tout  
 passage d'une paroisse à l'autre , il avoit  
 quatre autres voies pour gagner l'éta-  
 blissement , sans qu'il y eût d'avertisse-  
 ment donné ou publié. La premiere étoit  
 d'être taxé à la paroisse , & de payer la ta-  
 xe ; la seconde , d'y être élu officier de la  
 paroisse , & d'en faire les fonctions pen-  
 dant un an ; la troisieme , d'y servir en  
 qualité d'apprentif ; & la quatrieme , d'y  
 entrer en condition pour un an , & de  
 continuer tout ce tems-là le même ser-  
 vice domestique.

Personne ne peut gagner d'établif-  
 semens , par les deux premieres voies ,  
 que du fait public de toute la paroisse ,  
 qui est trop attentive aux conséquen-  
 ces pour adopter un nouveau venu ,  
 qui ne peut vivre que de son travail ,

soit en le taxant , soit en le choisissant pour un de ses officiers.

Les deux dernières voies ne peuvent guere convenir à un homme marié. Rarement les apprentifs le font , & il est expressément porté qu'aucun domestique marié ne gagnera l'établissement en se mettant en service pour un an. Quant aux domestiques non mariés , le principal effet du règlement qui les adjuge à la paroisse où ils ont servi une année entière , a été d'abolir en grande partie l'ancienne mode de les prendre pour un an ; mode qui s'étoit si bien établie en Angleterre , que s'il n'y a point de terme convenu , la loi entend encore aujourd'hui que c'est pour celui-là ; mais les maîtres ne sont pas obligés de procurer à leurs domestiques un droit sur les secours de la paroisse en les louant pour un an , & les domestiques ne se soucient pas toujours de se louer ainsi , parce que le dernier établissement d'un homme dans une paroisse annullant tous les précédens , ils peuvent perdre par-là celui qu'ils ont d'origine dans le lieu de leur naissance parmi leurs parens & leurs amis.

Il est évident qu'aucun ouvrier indépendant , artisan ou autre , ne vou-

droit gagner l'établissement par l'apprentissage ou le service domestique. Lors donc qu'il portoit son industrie dans une nouvelle paroisse, il s'exposoit, avec la meilleure santé & les meilleures dispositions pour le travail, à être renvoyé par le caprice d'un marguillier ou d'un inspecteur, à moins qu'il n'eût un tenement de dix livres de rente; chose impossible à un homme qui vit uniquement de l'ouvrage de ses mains; ou à moins qu'il ne fût en état de donner pour la décharge de la paroisse une sûreté suffisante à l'estimation de deux juges de paix. Cette sûreté est laissée entièrement à leur discrétion; mais la moindre qu'ils puissent demander est de trente livres, puisqu'il a été réglé que l'acquisition d'un franc-fief qui vaudroit moins de trente livres, ne peut donner l'établissement, par la raison qu'elle ne suffit pas pour la décharge de la paroisse. Or à peine trouvera-t-on parmi ceux qui vivent de leur travail, un homme en état de fournir une pareille sûreté; & souvent on en exige une plus considérable.

Pour rendre en quelque sorte au travail sa libre circulation presque totalement arrêtée par ces statuts, on s'est

avisé de l'invention des certificats. Par le 8<sup>e</sup> & le 9<sup>e</sup> actes de Guillaume III, il fut réglé que si quelqu'un sortant d'une paroisse où il étoit également établi, en apportoit un certificat signé des marguilliers & des inspecteurs, & approuvé par deux juges de paix, toute autre paroisse seroit obligée de le recevoir : qu'aucune ne pourroit le renvoyer sous le prétexte du danger qu'il ne vînt à sa charge ; mais seulement dans le cas où il y viendrait actuellement ; & que dans ce cas, la paroisse qui avoit accordé le certificat, seroit tenue de payer la dépense, tant de son entretien que de son changement de domicile. Et pour donner pleine sûreté à la paroisse où une personne munie d'un certificat viendrait résider, le même statut ordonne qu'elle ne pourra y gagner l'établissement que par un tenement de dix livres sterl. par an, ou par une charge ou office de la paroisse, qu'elle aura exercée pour son propre compte pendant l'espace d'un an. Par conséquent elle ne peut plus le gagner ni par une déclaration de son changement, ni par le service domestique, ni par l'apprentissage, ni en payant la taxe de la paroisse. Le 12<sup>e</sup> acte de la reine Anne exclut aussi de l'é-

tablissement

établissement les domestiques & les apprentifs de ceux qui résident dans une paroisse en vertu d'un certificat.

Une observation fort judicieuse du docteur Burn peut nous apprendre à quel point cette invention a rétabli la libre circulation du travail, presque anéantie par les statuts qui avoient précédé. " Il est aisé de voir, dit-il, qu'il  
 „ y a de bonnes raisons pour deman-  
 „ der des certificats aux personnes qui  
 „ viennent s'établir dans un endroit,  
 „ savoir, pour que ceux qui demeurent  
 „ sous elle ne puissent gagner l'établif-  
 „ sement ni par l'apprentissage, ni par  
 „ le service domestique, ni en don-  
 „ nant avis par écrit de leur change-  
 „ ment, ni en payant la taxe de la pa-  
 „ roisse; pour qu'elles ne puissent éta-  
 „ blir ni leurs apprentifs, ni leurs do-  
 „ mestiques; pour que si elles viennent  
 „ à la charge de la paroisse, on sache  
 „ certainement où les renvoyer, &  
 „ que la paroisse soit remboursée des  
 „ frais qu'elle aura faits pour leur dé-  
 „ ménagement & leur entretien; &  
 „ pour que s'ils tombent malades, &  
 „ qu'ils soient hors d'état d'être trans-  
 „ portés, la paroisse qui a délivré le  
 „ certificat les entretienne; toutes cho-

„ ses qui n'auroient pas lieu sans le cer-  
 „ tificat. Mais ces raisons, bonnes pour  
 „ exiger des certificats, sont encore  
 „ bonnes pour que les paroisses n'en ac-  
 „ cordent point dans les cas ordinai-  
 „ res. Car il y a beaucoup à parier qu'à  
 „ la place de ceux qui les quitteroient,  
 „ elles en auroient d'autres également  
 „ munis de certificats & en plus mau-  
 „ vais état ". Le sens de cette observa-  
 tion paroît être que les certificats doi-  
 vent toujours être demandés par la pa-  
 roisse où un homme pauvre vient rési-  
 der, & qu'ils doivent s'accorder ra-  
 rement par celle qu'il se propose de  
 quitter.

Quoiqu'un certificat n'emporte pas  
 une attestation de bonne conduite, &  
 qu'il porte simplement qu'un homme  
 appartient réellement à telle paroisse, il  
 dépend des officiers de la paroisse de  
 le donner ou de le refuser. On propo-  
 sa autrefois, dit le docteur Burn, de  
 contraindre par une ordonnance les  
 marguilliers & les inspecteurs à signer  
 un certificat; mais la proposition fut  
 rejetée comme une entreprise fort  
 étrange.

La grande inégalité du prix du tra-  
 vail qu'on trouve souvent en Angleter-

re dans des lieux qui ne sont pas fort éloignés l'un de l'autre, vient probablement des obstacles que les loix d'établissement opposent à un homme pauvre qui voudroit transporter son industrie d'une paroisse à l'autre sans certificat. On fermera bien les yeux sur un garçon qui sera bien portant & laborieux, & on souffrira qu'il réside sans certificat; mais il est sûr que la plupart des paroisses ne manqueront pas de renvoyer un bon ouvrier qui aura femme & enfans, & le garçon même qu'elles toléroient, s'il vient à se marier. De là il résulte que la disette de bras dans une paroisse ne peut pas être toujours corrigée par la surabondance qui regne dans une autre, comme elle l'est en Ecosse, &, à ce que je pense, dans tous les autres pays du monde, où il n'y a point de difficulté de s'établir. On peut voir par-tout le salaire du travail hausser dans le voisinage des grandes villes ou dans les endroits qui ont besoin d'une quantité de bras extraordinaire, & on peut le voir baisser graduellement à proportion de la distance de ces lieux jusqu'à ce qu'il trouve le niveau avec le taux ordinaire de la campagne; on ne voit de différences brusques & étran-

ges de salaire dans les lieux voisins qu'en Angleterre, où il est souvent plus difficile à un homme pauvre de passer les limites artificielles d'une paroisse, que de passer un bras de mer ou de franchir de hautes montagnes, limites naturelles qui font quelquefois la séparation des différens prix du travail dans les autres pays.

Faire sortir un homme qui n'a fait aucun mal d'une paroisse où il veut résider, c'est une violation manifeste de la justice & de la liberté naturelle. Cependant le bas peuple d'Angleterre qui est si jaloux de sa liberté, mais qui n'entend pas mieux que celui des autres pays en quoi elle consiste, souffre depuis plus de cent ans cette oppression sans y chercher de remède. Des gens sensés s'en sont plaints quelquefois comme d'un grief public; mais le peuple ne s'est jamais récrié là-dessus comme contre les *Warrants* généraux; pratique abusive, sans contredit, mais qui n'étoit pas de nature à occasionner une oppression générale. Je hasarderai d'avancer qu'à peine se trouve-t-il en Angleterre un seul homme pauvre âgé de quarante ans, qui, dans quelque partie de sa vie, n'ait ressenti la plus



cruelle oppression en conséquence de ces loix si mal imaginées.

Je finirai ce long chapitre en observant qu'on est revenu de l'usage ancien de taxer le salaire ; ce qu'on a fait d'abord par des loix générales qui s'étendoient sur tout le royaume, & ensuite par des ordres particuliers des Juges de paix dans chaque comté. "Après

„ plus de 400 ans d'expérience, dit le  
 „ docteur Burn, il est tems de renon-  
 „ cer à l'idée d'assujettir à des régle-  
 „ mens stricts ce qui, de sa nature,  
 „ paroît incapable d'aucune limitation  
 „ précise. Car si toutes les personnes  
 „ qui travaillent dans le même genre  
 „ ne pouvoient prétendre qu'au même  
 „ salaire, il n'y auroit plus d'émula-  
 „ tion, plus de carrière pour l'indus-  
 „ trie & le génie”.

On entreprend cependant encore quelquefois de régler par des actes du parlement le salaire de certains métiers, en certains lieux particuliers. C'est ainsi que le 8e acte de George III défend, sous de grosses peines, aux maîtres tailleurs de Londres & de cinq milles à la ronde, de donner, & à leurs ouvriers de recevoir, plus de deux schelings sept pences & demie par jour.

excepté dans le cas d'un deuil général. Toutes les fois que la législation se mêle de régler les différends entre les maîtres & leurs ouvriers, elle est conseillée par les maîtres. Ainsi quand le règlement se trouve en faveur des ouvriers, il est toujours juste & équitable; mais il ne l'est pas toujours quand il favorise les maîtres. La loi qui dans différens métiers oblige ceux-ci à payer leurs ouvriers en argent & non en marchandises, est tout-à-fait juste & équitable. Elle n'est pas réellement dure pour les maîtres; elle leur impose seulement la nécessité de payer en argent ce qu'ils prétendoient payer, mais qu'ils ne payoient pas toujours en marchandises. Cette loi est en faveur des ouvriers. Le 8e acte de George III est en faveur des maîtres. Lorsque ces derniers conspirent ensemble pour réduire le salaire de leurs ouvriers, ils s'engagent communément sous telle peine à ne pas leur donner au-delà d'un certain prix. Si les ouvriers formoient une conspiration contraire, & qu'ils s'engageassent de même sous une peine, à ne pas travailler à un certain prix, la loi les puniroit sévèrement, & si elle agissoit impartialement, elle traiteroit les

maîtres de la même manière. Mais le 8<sup>e</sup> acte de George III autorise par la loi le règlement même que les maîtres veulent quelquefois établir par leurs complots. Les ouvriers se plaignent avec grande raison, qu'il met les plus industrieux & les plus capables d'entr'eux sur le même pied que les plus médiocres.

C'étoit encore l'usage anciennement de régler les profits des marchands & trafiquans, en taxant le prix tant des vivres que des autres marchandises. La taxe du pain est le seul vestige qui en reste aujourd'hui. Peut-être convient-il de le taxer où il y a corporation exclusive, mais où il n'y en a point, le prix en sera beaucoup mieux réglé par la concurrence que par aucune taxe. La méthode d'afféoir le prix du pain établie par le 31<sup>e</sup> acte de George II, ne pouvoit être pratiquée en Ecosse, par un défaut de la loi dont l'exécution dépendoit de l'office de clerc du marché qui n'y existoit point. On laissa subsister ce défaut jusqu'au 3<sup>e</sup> acte de George III. On s'étoit passé d'afféoir le prix du pain sans aucun inconvénient sensible, & depuis que cette affiette est établie, on ne voit

pas qu'elle ait produit aucun avantage sensible, dans le peu d'endroits où elle a lieu. Les boulangers font cependant un corps de métier dans la plupart des villes d'Ecosse, & réclament des privilèges exclusifs, qui, à la vérité, n'y sont pas fort respectés.

La proportion entre les différens taux tant du salaire que des profits dans les différens endroits du travail & des fonds, paroît, ainsi que nous l'avons déjà observé, n'être pas beaucoup affectée par la richesse ou la pauvreté, par l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de la société. Quoique ces sortes de révolutions dans la prospérité publique affectent le taux général du salaire & celui des profits, elles finissent par les affecter également tous les deux. La proportion entr'eux doit donc rester la même, & ces révolutions ne peuvent l'altérer du moins pour long-tems.

*F I N du premier volume.*



# T A B L E

## D E S C H A P I T R E S

*Contenus dans ce premier volume.*



*Introduction & Plan de l'ouvrage. p. I*

### L I V R E P R E M I E R.

*Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail, & de l'ordre selon lequel son produit se distribue parmi les différentes classes du peuple.*

**CHAPITRE I.** *De la division du travail.* 7  
ibid.

**CHAP. II.** *Du principe qui donne occasion à la division du travail.* 23

**CHAP. III.** *Que la division du travail est limitée par l'étendue du marché.* 31

**CHAP. IV.** *De l'origine & de l'usage de la monnoie.* 40

**CHAP. V.** *Du prix réel & nominal des*

## 298 TABLE DES CHAPITRES.

<i>marchandises, ou de leur prix en travail &amp; en argent.</i>	55
CHAP. VI. <i>Des parties constituanes du prix des marchandises.</i>	89
CHAP. VII. <i>Du prix du marché &amp; du prix naturel des marchandises.</i>	106
CHAP. VIII. <i>Du salaire du travail.</i>	125
CHAP. IX. <i>Des profits des fonds.</i>	175
CHAP. X. <i>Du salaire &amp; du profit dans les différens emplois du travail &amp; des fonds.</i>	198

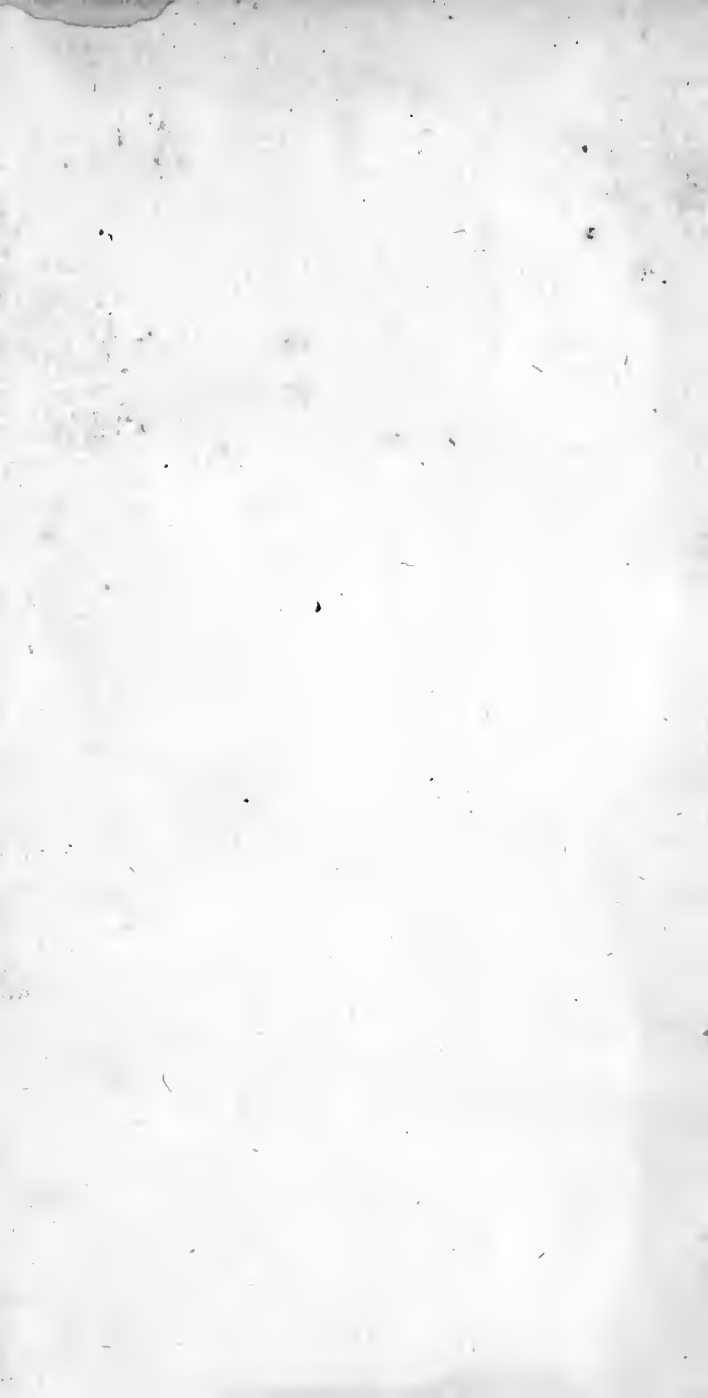
### PARTIE PREMIERE.

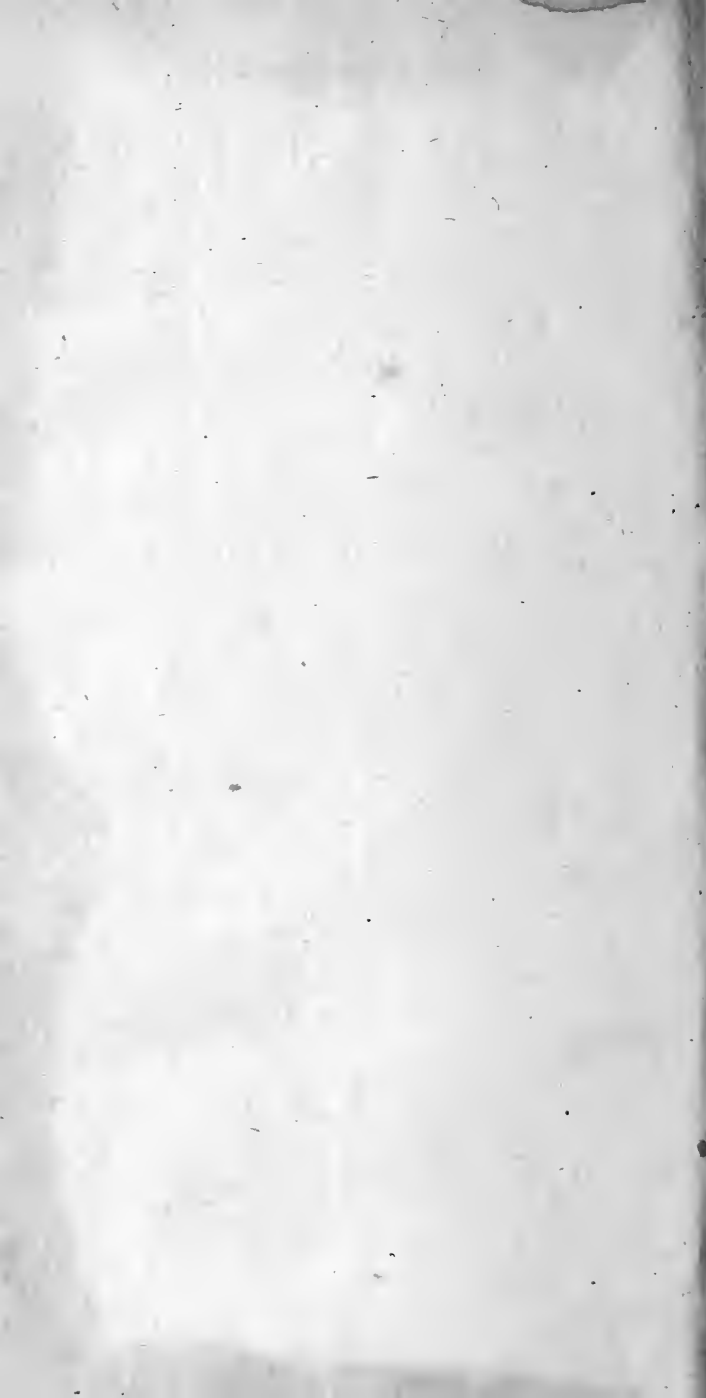
*Inégalités qui naissent de la nature même des emplois du travail & des fonds.* 199

### PARTIE SECONDE.

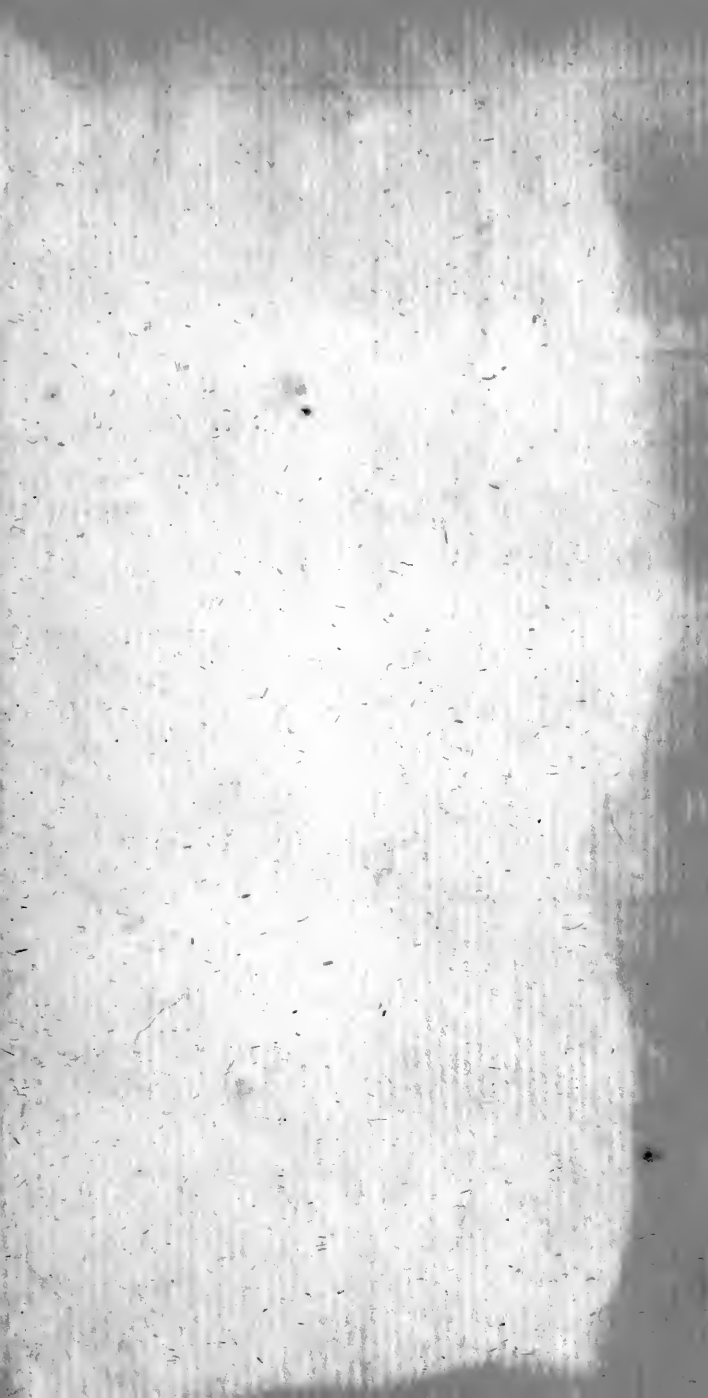
*Inégalités occasionnées dans les différens emplois du travail & des fonds par la police de l'Europe.* 243

FIN de la Table.











Cleaned & Oiled

